

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

COORDINATION MONÉTAIRE ET GOUVERNANCE INTERNATIONALE :  
LES CONFÉRENCES ÉCONOMIQUES DU G-7 DE LONDRES (MAI 1977) ET  
DE BONN (JUILLET 1978)

MÉMOIRE  
PRÉSENTÉ  
COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR  
LUC PELLETIER

FÉVRIER 2020

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.10-2015). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

## REMERCIEMENTS

Tout au long de mes études en science politique à l'Université du Québec à Montréal, j'ai bénéficié d'un appui indéfectible de la part des membres du corps des enseignants et du personnel de la bibliothèque des sciences juridiques et de science politique. Je tiens à remercier mon directeur de mémoire, le professeur Christian Deblock, pour son encadrement, sa patience et ses conseils tout au long de cette aventure. Je remercie également le professeur Sylvain Zini pour ses conseils méthodologiques lors de l'évaluation de mon projet de mémoire en janvier 2019. J'ai aussi une pensée particulière pour le professeur Philippe Fortin avec qui j'ai eu des discussions sur le fonctionnement des marchés financiers.

En revanche, il aurait été difficile pour moi de continuer mes études de maîtrise sans le soutien et les encouragements de mes parents, Marc-André et Gisèle, et de mes frères, Patrick et David. Ce mémoire leur est dédié avec toute ma gratitude.

Je suis reconnaissant envers les chercheurs(es) ainsi que le personnel des unités de recherche suivantes. Le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation (CEIM), l'Observatoire de l'Asie de l'Est (OAE) et la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques. J'ai une pensée particulière pour les professeurs(es) Michèle Rioux, Christian Deblock, Frédérick Gagnon, Éric Boulanger, Élisabeth Vallet, Greg Robinson, Yann Breault, Joseph H. Chung, Ting-Sheng Lin, Julien Tourreille, Éric Mottet et Daniel Holly. Je remercie les chercheurs(es) suivants pour leurs encouragements et leur appréciation. Maud Boisnard, Destiny Tchehouali, Ginette Chenard, Louis Collerette, Christophe Cloutier-Roy, Gauthier Mouton, Julie-Pier Nadeau, Justine Lachance et Guy-Philippe Wells. À tous et à toutes, merci.

## DÉDICACE

Ce mémoire est dédié à mes parents, Gisèle et Marc-André, à mes frères, Patrick et David, et à tous les professeurs(es) et collègues qui m'ont encouragé et inspiré tout au long de mes années d'études. À tous et à toutes, merci.

## AVANT-PROPOS

L'idée de nous intéresser au lien entre le politique et la finance remonte à 1990, lors d'une conversation avec le professeur Paul-Normand Dussault. Depuis, nous avons cultivé un intérêt constant pour les sujets qui relèvent du politique et de l'économique. La difficulté rencontrée par le chercheur, lorsqu'il aborde la coopération monétaire, est qu'il s'attaque à un vaste sujet. L'une des étapes est de déterminer un thème, un problème et une perspective théorique pour l'analyse des phénomènes observés. Nous avons fait le choix d'étudier les conférences au sommet du G-7 à Londres (mai 1977) et à Bonn (juillet 1978). Ce choix s'explique par le fait que ces conférences ont eu lieu au cours d'une période de transition économique difficile pour les pays industrialisés. La crise des prix du pétrole en décembre 1973, à la suite d'une décision des pays exportateurs de pétrole (OPEP) de quadrupler le prix du brut, a contribué au déclin de la productivité et de la compétitivité des pays industrialisés. Les répercussions du choc pétrolier de 1973 furent : (i) une augmentation du prix des matières premières; (ii) une pression à la hausse sur les coûts et les prix dans les pays industrialisés; (iii) une diminution des investissements et de l'activité économique; (iv) une forte hausse du chômage. C'est dans un contexte international marqué par de fortes tensions sociopolitiques que la première conférence des chefs d'État et de gouvernement de six pays a eu lieu au château de Rambouillet en novembre 1975.<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> Le premier G-6 comprenait les chefs d'État et de gouvernement des États-Unis d'Amérique, du Japon, de la République fédérale d'Allemagne, de la France, du Royaume-Uni et de l'Italie. Le Canada ne fut pas convié à Rambouillet.

La deuxième difficulté est d'ordre théorique. Selon Kindleberger, l'un des constats en économie politique est la faiblesse de l'analyse économique à aborder les enjeux politiques. Il existe donc un intérêt à expliquer les différentes relations entre : (i) la politique internationale et l'économie internationale; (ii) la politique interne et l'économie internationale; (iii) l'économie nationale et la politique internationale.<sup>2</sup> En tenant compte de cette difficulté, le but de ce travail est d'établir les leçons que l'on peut tirer des discussions du G-7 à Londres et à Bonn en utilisant une perspective d'analyse réaliste.<sup>3</sup> Le problème à résoudre est celui de la coordination des politiques macroéconomiques entre les pays du G-7. La thèse proposée est que la coopération monétaire est un processus de négociation nécessaire, mais incertain, dans un système international anarchique.

La contribution de ce mémoire à l'étude de l'économie politique internationale (ÉPI) est l'usage d'une approche théorique, développée par Gilpin, qui puise à la fois dans la tradition réaliste et dans la tradition normative libérale pour expliquer la nature et le rôle du G-7. À travers l'étude des conférences du G-7 de Londres et de Bonn, nous évaluons la théorie de la stabilité hégémonique (TSH) comme outil d'analyse de la diplomatie économique des États-Unis.

Luc Pelletier, Saint-Lambert, septembre 2019.

---

<sup>2</sup> Kindleberger, C. P. (1970). *Power and money : The economics of international politics and the politics of international economics*. New York, London : Basic Books, p. v-vi. Le contraire est probablement aussi vrai. Il existe une certaine faiblesse de la science politique à aborder les enjeux économiques.

<sup>3</sup> Nous faisons référence au cadre théorique développé par Robert Gilpin. Voir Gilpin, R. G. (2001). *Global political economy : Understanding the international economic order*. Princeton, Oxford : Princeton University Press, p. 14-16.

## TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS .....	iv
LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES .....	viii
RÉSUMÉ .....	xi
ABSTRACT.....	xii
INTRODUCTION .....	1
CHAPITRE I L'approche réaliste et la diplomatie économique .....	12
1.1 L'approche réaliste et la diplomatie économique.....	13
1.2 Le G-7 et le leadership collectif.....	19
1.3 L'interférence du politique dans le processus de la coopération.....	23
CHAPITRE II La coopération monétaire dans un contexte d'interdépendance .....	30
Introduction.....	31
2.1 La coopération et l'interdépendance.....	32
2.1.1 Le lien entre l'interdépendance et la coopération .....	34
2.2 La politique fiscale, la balance des paiements et les taux de change .....	36
2.3 Le problème de la coordination des politiques macroéconomiques .....	41
2.3.1 La typologie et l'opérationnalisation de la coordination.....	42
2.3.2 Le leadership collectif dans les relations monétaires internationales .....	48
2.4 Les limites de la coordination des politiques macroéconomiques .....	49
CHAPITRE III La diplomatie économique des États-Unis (1977-1978) .....	59
Introduction.....	60

3.1	La coopération et la stratégie de la locomotive .....	62
3.2	La formulation de la politique étrangère de l'administration Carter .....	65
3.3	Les négociations préparatoires aux conférences de Londres et de Bonn .....	68
3.3.1	Londres.....	68
3.3.2	Bonn.....	77
CHAPITRE IV Les États-Unis face à leurs partenaires à Londres et à Bonn .....		81
Introduction.....		82
4.1	Le sommet économique du G-7 de Londres (7 et 8 mai 1977) .....	83
4.2	Les suites de la conférence de Londres .....	95
4.3	Le sommet économique du G-7 de Bonn (16 et 17 juillet 1978) .....	97
4.4	Les suites de la conférence de Bonn.....	108
CONCLUSION.....		113
BIBLIOGRAPHIE .....		121



## LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

AGTC	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
BdP	Balance des paiements
BRI	Banque des règlements internationaux
C-20	Comité des vingt du Fonds monétaire international
CEA	Council of Economic Advisors
CE	Commission européenne
CEE	Communauté économique européenne
DPS	Domestic Policy Staff
EPG	Economic Policy Group
ÉPI	Économie politique internationale
FMI	Fonds monétaire international
GATT	General Agreement on Tariffs and Trade

IPG	International Preparatory Group for Summit Meetings
NCM	Négociations commerciales multilatérales
NSC	National Security Council
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OIC	Organisation internationale du commerce <sup>4</sup>
OMB	Office of Management and Budget
OMI	Ordre monétaire international
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
PIB	Produit intérieur brut
PRC	Policy Review Committee
PRM	Presidential Review Memorandum
PVD	Pays en voie de développement
RFA	République fédérale d'Allemagne
RI	Relations internationales

---

<sup>4</sup> La Charte de La Havane de 1948 est le texte fondateur de l'OIC. La Charte n'a cependant jamais été ratifiée par le Congrès des États-Unis.

RMI	Relations monétaires internationales
SFI	Système financier international
SME	Système monétaire européen
SMI	Système monétaire international
TSH	Théorie de la stabilité hégémonique

## RÉSUMÉ

Les relations monétaires internationales constituent le thème central du mémoire. Le sujet porte sur les conférences économiques du G-7 à Londres (mai 1977) et à Bonn (juillet 1978). Le problème étudié est celui de la coordination des politiques macroéconomiques des pays du G-7. Cela nous amène au problème du leadership hégémonique. Le cadre théorique choisi fait référence à la perspective réaliste. La question est de déterminer dans quelle mesure la théorie réaliste de la stabilité hégémonique (TSH) explique, entièrement ou partiellement, le processus et les résultats des deux sommets économiques étudiés. La réponse à cette question est mitigée. D'une part, la TSH explique indirectement la présence d'un leadership collectif dans le système international représenté par le G-7. D'autre part, la TSH n'explique pas le désaccord entre les États-Unis, le Japon et la RFA sur la coordination des politiques macroéconomiques et la stabilité des taux de change. Sur le plan méthodologique, notre travail est une analyse qualitative de type documentaire. Nous avons eu recours à trois champs d'analyse : (i) histoire; (ii) science politique; (iii) science économique.

Mots clés : balance des paiements, coopération monétaire, diplomatie économique, interconnexion des marchés financiers, relations monétaires internationales, sommets économiques du G-7, théorie de la stabilité hégémonique.

## ABSTRACT

Monetary coordination and international governance : The G-7 economic summits of London (May 1977) and Bonn (July 1978).

International monetary relations constitute the main theme of our master's thesis. The subject is about the G-7 economic summits of London (May 1977) and Bonn (July 1978). The problem that we seek to study is about macroeconomic policy coordination between states. It leads us to the problem of hegemonic leadership. Our work is drawing from a realist theoretical perspective. The question is to determine by which measure the realist theory of hegemonic stability (HST) explains, partly or in full, the process and results of our two cases of G-7 economic summitry. There is no definitive answer to that question. On the one hand, HST indirectly explains the existence of collective leadership in the international system through the G-7 summits. On the other hand, HST does not explain disagreements between the United States, Japan and West Germany over the issues of economic policy coordination and currency stability. Methodologically, our approach is based on a qualitative analysis of official documents. We used three analytical disciplines : (i) history; (ii) political science; (iii) economics.

Keywords : balance of payments, foreign economic policy, G-7 economic summits, hegemonic stability theory, interconnected financial markets, international monetary relations, monetary cooperation.

## INTRODUCTION

Les relations monétaires internationales constituent le thème général du mémoire. Le sujet porte sur les conférences économiques du G-7 de Londres (mai 1977) et de Bonn (juillet 1978). Notre intention est d'expliquer les fondements de la diplomatie économique des États-Unis d'Amérique sous l'administration du Président Carter au moyen d'un cadre théorique réaliste.<sup>5</sup> Ce que nous cherchons à montrer est que les pays du G-7, bien qu'ils soient des alliés sur le plan de la sécurité politique et militaire, sont aussi des compétiteurs sur le plan économique.<sup>6</sup> La contribution de ce mémoire n'apporte pas une réponse définitive au problème de la coopération monétaire. Elle se situe plutôt au niveau d'une synthèse qui puise dans la littérature scientifique et les débats officiels. Autrement dit, ce mémoire vise à éclaircir et à baliser le débat sur la coopération monétaire au moyen d'une grille de lecture réaliste.

---

<sup>5</sup> Gilpin, R. G. (2001). *Global political economy : Understanding the international economic order*. (ed. by Jean M. Gilpin). Princeton, Oxford : Princeton University Press, p. 14-16. Nous retenons le cadre d'analyse développé par Gilpin pour expliquer l'économie politique internationale. L'auteur introduit une perspective normative qui repose sur le libéralisme économique et une perspective analytique qui repose sur le réalisme classique.

<sup>6</sup> Les pays membres du G-7 comprennent les États-Unis d'Amérique, le Japon, la République fédérale d'Allemagne, la France, le Royaume-Uni, l'Italie et le Canada.

## Discussion sur la méthodologie, le cadre théorique, la thèse et la problématique

Notre travail de recherche est une analyse qualitative de type documentaire. Notre démarche consiste à étudier la préparation et le déroulement des conférences économiques du G-7 de Londres et de Bonn. De manière plus précise, il s'agit d'évaluer empiriquement la pertinence de la théorie de la stabilité hégémonique (TSH) pour expliquer le processus et les résultats de ces deux conférences. Pour ce faire, nous avons eu recours à trois champs d'analyse : (i) histoire; (ii) science politique; (iii) économie. La revue de littérature du chapitre 1 fait référence à la littérature réaliste en science politique. La revue de littérature du chapitre 2 fait référence à la littérature économique. L'analyse des conférences du G-7 aux chapitres 3 et 4 fait appel à des documents officiels qui ont été rassemblés, édités et publiés par le service de l'analyse historique du département d'État des États-Unis.<sup>7</sup> Les mémorandums de l'administration Carter et la transcription des réunions de travail du G-7 constituent la plus grande partie du matériel. L'auteur a effectué une traduction libre des documents et des passages jugés pertinents de la transcription des conversations des chefs d'État et de gouvernement lors des séances de travail du G-7. L'auteur a fait usage des notes de bas de page. Elles contiennent les références du texte ainsi que nos remarques, nos analyses et les renvois à d'autres auteurs.

---

<sup>7</sup> Pour un exposé sur les différentes approches d'un travail de recherche en science politique, voir le guide rédigé par le politologue américain Stephen Van Evera (1997). Van Evera, S. (1997). *Guide to methods for students of political science*. Ithaca, London : Cornell University Press, p. 90-92.

La thèse défendue est que la coopération monétaire est un processus de négociation nécessaire, mais incertain, dans un système international anarchique.<sup>8</sup> D'autre part, la coopération ne comporte aucune garantie de résultat par rapport aux objectifs que se fixent les États. Selon les politologues Richard Putnam et C. Randall Henning, l'incertitude est un facteur dissuasif à la coordination internationale des politiques économiques.<sup>9</sup> Enfin, le problème de la coordination monétaire se résume à comment réconcilier les objectifs nationaux avec les objectifs internationaux.

Les variables d'analyse en lien avec la thèse sont au nombre de six : (i) l'intérêt national; (ii) l'interdépendance économique; (iii) les investissements et la mobilité des capitaux; (iv) la balance des paiements; (v) le degré de coopération; (vi) et le degré de compétition. L'approche théorique développée par Gilpin (2001) nous semble appropriée pour analyser le problème de la coopération monétaire. Gilpin propose une grille de lecture qui combine une perspective d'analyse réaliste à une perspective normative libérale.<sup>10</sup> La perspective d'analyse réaliste fait référence à un système international anarchique dont les acteurs prééminents sont les États-nations en tant qu'entités souveraines et indépendantes. La perspective normative libérale fait référence au rôle des institutions multilatérales pour réguler et encadrer l'action des États selon des normes reconnues par consensus.

---

<sup>8</sup> Pöhl, K. O. (1987). You can't robotize policymaking. *International Economy*, (October/November), 20-26, p. 26. Pöhl est un économiste allemand et fut président de la Deutsche Bundesbank de 1980 à 1991. Selon Pöhl, l'alternative au dialogue et à la coopération pour résoudre les crises économiques est le protectionnisme.

<sup>9</sup> Putnam, R. D. et Henning, C. R. (1989). The Bonn summit of 1978 : A case study in coordination. Dans R. N. Cooper *et al.*, *Can nations agree? Issues in international economic cooperation*. (Studies in International Economics series, p. 12-140). Washington, D. C. : the Brookings Institution, p. 117.

<sup>10</sup> Gilpin, R. G. (2001). *Ibid.* p. 14-16.



Le mémoire est guidé par trois hypothèses de travail. Premièrement, la théorie réaliste de la stabilité hégémonique (leadership hégémonique) explique entièrement le processus et les résultats des conférences économiques du G-7 de Londres (mai 1977) et de Bonn (juillet 1978). Deuxièmement, la théorie de la stabilité hégémonique et la théorie libérale des régimes (leadership collectif) se renforcent mutuellement pour expliquer la pertinence du G-7. Troisièmement, autant la TSH que la théorie des régimes comportent des limites pour expliquer le rôle du G-7. La validité de la TSH et de la théorie libérale des régimes pourrait s'expliquer par le rôle dominant du dollar américain dans le système monétaire international (SMI). En d'autres mots, le rôle du G-7 s'expliquerait, en partie, par le consentement des grandes puissances au leadership hégémonique des États-Unis. La seconde hypothèse nous semble donc, de prime abord, la plus plausible.

En reprenant la théorie de la stabilité hégémonique, nous tentons de déterminer dans quelle mesure elle explique, complètement ou en partie, le processus et les résultats des conférences économiques du G-7 à Londres et à Bonn.<sup>11</sup> Kindleberger, l'un des théoriciens de la TSH, détermine trois grands rôles pour le leader hégémonique : (i) la création et la préservation d'un régime économique international libéral; (ii) la mise en œuvre d'un système monétaire international; (iii) assurer le rôle de prêteur de dernier ressort afin de fournir les liquidités nécessaires dans le système financier international en cas de crise monétaire. Le corollaire de cette théorie est qu'un déclin

---

<sup>11</sup> Gilpin, R. G. (2002). The rise of American hegemony. Dans P. K. O'Brien et A. Clesse (dir.), *Two hegemonies : Britain 1846-1914 and the United States 1941-2001*. (p. 165-182). Aldershot : Ashgate Publishing, p. 165. La théorie de la stabilité économique est issue des travaux entrepris par des économistes et des politologues dont les chefs de file furent Charles P. Kindleberger et Robert G. Gilpin. Ce dernier fait référence à un ouvrage de Kindleberger. Selon Gilpin, Kindleberger énonce l'idée qu'un ordre économique libéral requiert un leadership politique fort qui est pris en charge par la puissance économique dominante. Voir Kindleberger, C. P. (1973). *The world in Depression, 1929-1939*. London : Allen Lane.

relatif de la puissance économique du leader hégémonique peut conduire à l'affaiblissement de l'ordre économique libéral. La version politique de cette théorie, développée par les théoriciens réalistes dont fait partie Gilpin, détermine trois postulats : (i) l'hégémon a recours à sa puissance pour atteindre ses objectifs; (ii) l'hégémon crée et préserve un ordre économique international libéral pour promouvoir ses propres intérêts; (iii) les intérêts de l'hégémon sont à la fois de nature économique et politique. La version de Kindleberger et celle de Gilpin s'accordent sur un postulat. La pérennité d'un ordre économique international libéral est conditionnelle à la volonté et à la capacité du leader hégémonique de le préserver.<sup>12</sup> Le paradoxe est que le leadership hégémonique comporte des limites. La théorie de la stabilité hégémonique n'explique pas entièrement l'existence et le fonctionnement d'une institution comme le G-7. La TSH semble évacuer le concept de leadership collectif. En revanche, la thèse du politologue canadien Michael C. Webb est que les États-Unis d'Amérique dominant l'agenda de la coopération monétaire internationale en raison du rôle dominant du dollar américain dans le système monétaire international.<sup>13</sup>

Le problème que nous étudions est celui de l'ajustement des politiques macroéconomiques des États. Dans un monde interdépendant, où la coopération et la compétition entre les États définissent les relations internationales, quels sont les facteurs qui amènent les États à ajuster leurs politiques ou à résister à la pression pour ajuster? La question se décline en quatre temps : (i) quoi ajuster; (ii) qui doit ajuster; (iii) pourquoi ajuster; (iv) pourquoi ne pas ajuster? C'est la question de l'ajustement

---

<sup>12</sup> Gilpin, R. G. (2002). *Ibid.*

<sup>13</sup> Webb, M. C. (1995). *The political economy of policy coordination : International adjustment since 1945*. Ithaca : Cornell University Press, p. 250.

qui nous amène à étudier le problème du leadership, particulièrement en ce qui concerne le rôle des États-Unis et celui du dollar américain.<sup>14</sup>

En principe, la solution au problème des relations entre les États ayant un surplus de leur balance des paiements et les États ayant un déficit de leur balance des paiements passe par l'expansion du commerce international et par la libre circulation des capitaux.<sup>15</sup> Cependant, l'étude des débats aux conférences du G-7 à Londres et à Bonn soulève un doute sur la perspective d'une gouvernance par les marchés. Les gouvernements des États forts comme les gouvernements des États plus faibles veulent conserver une marge d'autonomie dans la conduite de leur politique économique, ce qui peut causer des tensions entre les partenaires. D'autre part, les

---

<sup>14</sup> Volcker, P. A. (1978). The political economy of the dollar. *Quarterly Review of the Federal Reserve Bank of New York*, 3(4), 1-12. Les États-Unis ne sont plus le colosse économique qu'ils étaient dans les années 1940-1950. L'émergence de nouvelles puissances économiques en Europe (Allemagne) et en Asie (Japon) fait en sorte que les États-Unis doivent s'adapter à un leadership collectif (p. 1-2). Si sur le plan théorique il y a une certaine reconnaissance de l'interdépendance entre les nations, le premier réflexe des États est de préserver leur indépendance (p. 1-2, 4). Néanmoins, Volcker plaide pour une coopération entre les pays du G-7 dans le but de rendre le système monétaire international plus stable (p. 12). Volcker soutient la thèse de l'intégration gérée selon laquelle les décideurs politiques doivent jouer un rôle plus actif dans les négociations sur les questions monétaires (p. 10-12). Enfin, Volcker note que le dollar a été un instrument d'intégration du système monétaire et économique d'après-guerre (p. 2). Il rappelle qu'une monnaie internationale tout autant qu'une monnaie nationale ne se gère pas automatiquement (p. 10). En ce sens, la coopération monétaire entre les pays du G-7 est nécessaire.

<sup>15</sup> Nations Unies (1948). *Conférence des Nations unies sur le commerce et l'emploi : Acte final et documents connexes*. Genève : Organisation mondiale du Commerce, p. 14. Document récupéré de [https://www.wto.org/french/docs\\_f/legal\\_f/havana\\_f.pdf](https://www.wto.org/french/docs_f/legal_f/havana_f.pdf) Document consulté le 1<sup>er</sup> octobre 2018. Bien que la Charte de La Havane n'ait jamais été ratifiée par le Congrès des États-Unis et que l'Organisation internationale du commerce n'a jamais été créée, la responsabilité de coopérer reste un principe fondamental. L'article 4 du chapitre II sur l'Emploi et l'activité économique invoque la responsabilité de coopérer lorsque le déséquilibre de la balance des paiements d'un État affecte l'équilibre de la balance des paiements des autres États membres. L'action des États membres doit être conforme au principe du non-recours au protectionnisme et accorder une préférence à l'expansion des échanges commerciaux. Voir aussi Hajnal, P. I. (dir.) (1989). San Juan (Puerto Rico), 27-28 June 1976. Dans *The seven-power summit : Documents from the summits of industrialized countries 1975-1989*. (p. 11-28). Millwood : Kraus International Publications, p. 18. La déclaration commune de la conférence de Porto Rico du 28 juin 1976 affirme que la libre circulation des capitaux permet une allocation efficiente des ressources financières et accroît la richesse économique des nations. Les membres du G-7 s'entendent sur le principe d'une libéralisation des investissements internationaux.

gouvernements doivent faire face à des circonstances politiques et économiques internes changeantes. En ce sens, les décideurs politiques doivent arbitrer entre les pressions extérieures et les pressions intérieures dans la formulation de leur politique économique.<sup>16</sup>

### Les relations économiques internationales

Comment alors la littérature aborde-t-elle le problème des relations économiques internationales? L'économiste britannique Ralph G. Hawtrey<sup>17</sup> conçoit les relations économiques internationales comme une lutte perpétuelle pour la puissance. Les ambitions économiques des États doivent être exprimées en termes de puissance, car la richesse est le facteur indispensable pour son acquisition.<sup>18</sup> Cette conception de la relation entre la richesse économique et la puissance des États est proche de la tradition mercantiliste.<sup>19</sup> Selon Hawtrey, la puissance est relative. Les gains obtenus par un pays représentent nécessairement une perte pour un autre pays. Les conflits, qu'ils soient de nature politique, économique ou militaire, sont la manifestation d'une quête perpétuelle pour l'acquisition de la puissance.<sup>20</sup> En ce sens, tant et aussi

---

<sup>16</sup> Putnam, R. D. et Bayne, N. (1987). *Hanging together : Cooperation and conflict in the seven-power summits*. (Revised and enlarged ed., 1<sup>st</sup> ed., 1984). London : SAGE, p. 278. Putnam et Bayne affirment que la coopération internationale est fortement influencée à la fois par les préférences de la société civile et par les pressions internationales sur les débats politiques internes. L'interaction complexe des calculs politiques portant sur des enjeux nationaux et internationaux peut également avoir un impact sur la coopération entre les États.

<sup>17</sup> Ralph George Hawtrey (1879-1975) est un économiste britannique diplômé de l'Université de Cambridge. Il entre à l'Amirauté en 1903 puis est transféré au département du Trésor en 1904. Il occupe par la suite le poste de professeur d'économie internationale à l'Institut Royal pour les Affaires internationales à Londres de 1947 à 1952. Il est considéré comme un ami de John Maynard Keynes.

<sup>18</sup> Hawtrey, R. G. (1952). *Economic aspects of sovereignty*. London, New York : Longmans, Green and Co., p. 18.

<sup>19</sup> Kirshner, J. D. (2009). Realist political economy : Traditional themes and contemporary challenges. Dans M. Blyth (dir.), *Routledge handbook of international political economy (IPE) : IPE as a global conversation*. (p. 36-47). London, New York : Routledge, p. 37-38.

<sup>20</sup> Hawtrey, R. G. (1952). *Ibid.*

longtemps que les relations internationales seront fondées sur les rapports de force, les États chercheront avant tout à accroître leur puissance par des moyens économiques (le commerce) et militaires (la guerre).<sup>21</sup>

Cependant, est-ce que la compétition entre les États pour l'acquisition de la puissance est la seule règle qui définit l'état des relations internationales? Sur le plan interne, la première responsabilité des États est d'assurer la sécurité de leur territoire. Sur le plan extérieur, les États recherchent la stabilité du système international. Le politologue américain Benjamin J. Cohen explique le débat entre les réalistes et les libéraux sur la question de la stabilité du système international à partir d'une opposition entre la théorie réaliste de la stabilité hégémonique<sup>22</sup> et la théorie libérale des régimes internationaux.<sup>23</sup> Selon l'approche réaliste, la concentration de la puissance entre les mains d'un seul État peut favoriser la stabilisation du système international. Dans un monde westphalien, les relations économiques peuvent être gérées avec succès par une puissance dominante comme ce fut le cas après la Seconde Guerre mondiale sous le leadership hégémonique des États-Unis.<sup>24</sup>

---

<sup>21</sup> *Ibid.* p. 18-19.

<sup>22</sup> Cohen, B. J. (2009). The multiple traditions of American IPE. Dans M. Blyth (dir.), *Routledge handbook of International political economy (IPE) : IPE as a global conversation.* (p. 23-35). London, New York : Routledge, p. 31-32. Cohen fait référence au politologue américain David A. Lake qui détermine deux courants de la théorie de la stabilité hégémonique (TSH). Le premier courant est celui de la théorie du leadership qui reprend le thème de l'action collective pour s'intéresser à la production d'un cadre normatif dont le but serait la cristallisation d'une infrastructure économique internationale. Le deuxième courant est la théorie de l'hégémonie qui vise à expliquer le mouvement vers une économie internationale plus ouverte et intégrée en s'intéressant aux préférences des politiques nationales. Voir Lake, D. A. (1993). Leadership, hegemony, and the international economy : Naked emperor or tattered monarch with potential? *International Studies Quarterly*, 37(4), 459-489, p. 459. Document récupéré de <https://www.jstor.org/stable/2600841>

<sup>23</sup> Cohen, B. J. (2009). *Ibid.* p. 31. Selon Cohen, la théorie de la stabilité hégémonique a été introduite par Gilpin (1972 et 1975) et étudiée par Keohane (1980). La théorie des régimes a été développée par Keohane et Nye (1977) et a fait l'objet d'une série d'articles publiée dans un ouvrage collectif dirigé par Stephen D. Krasner. Krasner, S. D. (dir.) (1983). *International regimes.* Ithaca : Cornell University Press.

<sup>24</sup> Cohen, B. J. (2009). *Ibid.*

Selon Gilpin, l'influence dominante des États-Unis aurait permis de freiner le protectionnisme et de gérer les crises monétaires, ce qui aurait favorisé la croissance économique et la stabilité politique du monde de l'après-guerre.<sup>25</sup> En revanche, l'approche libérale affirme que l'hégémonie n'est pas la seule source de stabilisation du système international. Les relations internationales peuvent être gérées de manière coopérative par l'intermédiaire de régimes dont le *modus operandi* peut être implicite ou explicite. Selon Cohen, la notion des régimes serait une forme particulière d'institution internationale, d'où son association à l'institutionnalisme néolibéral.<sup>26</sup> Si les régimes sont une forme d'institution internationale, cela amène la question du leadership collectif.

Selon le politologue américain, Robert O. Keohane, le leadership dans le système international n'est pas limité à un seul État. En principe, la stabilité du système peut être prise en charge conjointement à travers un régime de gouvernance coopératif. L'enjeu n'est pas la distribution ou le degré de concentration de la puissance, mais plutôt les conditions qui rendent possible l'émergence d'un leadership stabilisateur qui impliquerait soit un seul État ou un groupe d'États.<sup>27</sup> Le groupe de travail sur les politiques économiques du Conseil Atlantique des États-Unis affirme que la gouvernance du système international nécessite une forme de leadership dont ni les

---

<sup>25</sup> *Ibid.* Cohen fait référence à l'ouvrage suivant de Gilpin. Gilpin, R. G. (1987). *The political economy of international relations*. Princeton : Princeton University Press.

<sup>26</sup> Cohen, B. J. (2009). *Ibid.* p. 31.

<sup>27</sup> Cohen, B. J. (2009). *Ibid.* Voir Keohane, R. O. (1984). *After Hegemony: Cooperation and discord in the world political economy*. Princeton : Princeton University Press, p. 32-39. Selon Keohane, la théorie de la stabilité hégémonique (TSH) n'établit pas un lien définitif entre la puissance et le leadership. La notion d'hégémonie est relative, car elle fait référence à une situation dans laquelle un État est suffisamment puissant pour assurer le respect des règles qui encadrent le comportement des États dans le système international (p. 34-35). D'autre part, la concentration de la puissance n'est pas une condition suffisante pour créer un ordre économique international stable. L'argument selon lequel le leadership hégémonique est nécessaire pour assurer la coopération serait théoriquement et empiriquement faible (p. 38-39).

États-Unis ni aucun autre État pris individuellement ne peuvent en prendre la responsabilité.<sup>28</sup> Selon le groupe de travail, un leadership collectif efficace devrait être pris en main par les pays qui, par leur poids économique et les valeurs qu'ils partagent, ont une grande influence sur le fonctionnement du système économique international.<sup>29</sup> Ainsi, le groupe de travail affirme que le G-7 est, en quelque sorte, un instrument de la gouvernance collective. Le G-7 est probablement l'exemple le plus concret d'une forme de concert des puissances économiques.

En dernière analyse, selon Gilpin, la principale limite à la gouvernance collective est qu'elle doit reposer sur des valeurs, des croyances et une identité communes. Or, nous ne vivons pas encore dans un monde qui est uni par une culture civique cosmopolite, ce qui implique que les peuples, comme les nations, demeurent divisés.<sup>30</sup> C'est, en quelque sorte, la raison qui explique pourquoi la coopération internationale demeure une activité souvent difficile. La gouvernance collective s'exerce donc à l'intersection des rapports de force et des intérêts nationaux, ce qui valide la thèse de Hawtrey selon laquelle les ambitions économiques des États doivent être exprimées en termes de puissance.<sup>31</sup> Pourtant, selon l'économiste américain Eugene Staley, l'une des conditions pour évoluer vers la paix et la prospérité est de réduire les obstacles aux relations économiques en remettant en question la signification des frontières politiques.<sup>32</sup> En revanche, selon Gilpin, le

---

<sup>28</sup> The Atlantic Council of the United States (1977). *Harmonizing economic policy : Summit meetings on collective leadership*. (Report of the Atlantic Council's Group on Economic Policy, Policy papers) (p. 34). Washington, D.C., p. 14.

<sup>29</sup> The Atlantic Council of the United States (1977). *Ibid.*

<sup>30</sup> Gilpin, R. G. (2001). *Ibid.* p. 402.

<sup>31</sup> Hawtrey, R. G. (1952). *Ibid.* p. 18. Voir aussi Cohen, B. J. (2009). *Ibid.* p. 32. Selon Cohen, la puissance est un facteur important qui entre dans les calculs de la gestion des affaires économiques.

<sup>32</sup> Staley, E. (1939). *World economy in transition*. New York : Council on Foreign Relations, p. 329, 331. Eugene Staley (1906-1989) est un économiste américain. Il a été professeur de Relations économiques internationales à la Fletcher School of Law and Diplomacy de l'Université Tuft. Selon Staley, la réduction des obstacles aux échanges économiques passe par une réduction de l'intervention

mieux qui peut être espéré est une convergence des intérêts des grandes puissances qui mène à un monde plus stable et plus humain.<sup>33</sup>

Les idéaux de paix, de stabilité et de prospérité nous ramènent à la raison d'être de ce mémoire. Que veut-on montrer en étudiant les conférences au sommet du G-7 de Londres et de Bonn? Nous retenons deux conclusions. Premièrement, le leadership des États-Unis ne peut s'exercer sans le consentement des autres grandes puissances. Deuxièmement, l'enjeu fondamental des conférences de Londres (mai 1977) et de Bonn (juillet 1978) fut la stabilité de l'ordre international libéral et du système monétaire international. Ce sont ces deux conclusions qui nous amènent à considérer l'hypothèse d'un renforcement mutuel de la théorie réaliste de la stabilité hégémonique et de la théorie libérale des régimes pour expliquer le rôle du G-7.

#### Le plan du mémoire

Le mémoire est divisé en quatre chapitres. Le premier est une revue de littérature sur l'approche théorique réaliste et la diplomatie économique, incluant une analyse du modèle des conférences au sommet du G-7. Le deuxième est une revue de littérature portant sur la coopération monétaire dans un contexte d'interdépendance. Le troisième est une analyse de la diplomatie économique des États-Unis au cours des deux premières années du mandat de l'administration Carter. Le quatrième est une étude des conférences de Londres et de Bonn. La conclusion présente les résultats.

---

du politique dans la régulation des échanges commerciaux privés. La responsabilité des décideurs politiques devrait être de favoriser la mise en place d'un cadre normatif qui stabilise les rapports économiques et politiques (p. 331).

<sup>33</sup> Gilpin, R. G. (2001). *Ibid.*



## CHAPITRE I

### L'APPROCHE RÉALISTE ET LA DIPLOMATIE ÉCONOMIQUE : QUE DIT LA LITTÉRATURE?

#### Résumé

Ce chapitre propose une revue de littérature qui aborde les perspectives réaliste et libérale. Selon Gilpin, le libéralisme prône la liberté de commerce et la libre circulation des capitaux. Toutefois, l'application de la norme libérale n'est pas absolue. L'approche réaliste postule que les États sont les principaux acteurs dans les affaires internationales et qu'aucune autorité n'a préséance sur la souveraineté des États. Ce qui préoccupe les penseurs réalistes c'est les répercussions de l'interdépendance des États et l'incertitude qui émane de la coopération internationale. La principale limite à la coopération internationale est le risque permanent que les États refusent d'honorer leurs engagements. Selon Robert Putnam et Nicholas Bayne, le dilemme de l'interdépendance économique est double. D'une part, plus les contacts entre les États sont étroits, plus cela augmente le risque de conflit. D'autre part, les marchés nationaux sont interconnectés alors que les politiques économiques sont du ressort des gouvernements nationaux. Comment peut-on alors réconcilier l'interdépendance des nations avec l'autonomie des États?

## 1.1 L'approche réaliste et la diplomatie économique

Le cadre théorique développé par le politologue américain Robert Gilpin s'articule autour de deux approches. La perspective normative qui est fondée sur le libéralisme économique et la perspective analytique qui repose sur le réalisme classique.<sup>34</sup> Selon Gilpin, le libéralisme économique prône la liberté de commerce avec des barrières minimales à la circulation des biens, des services et des capitaux à travers les frontières nationales. Toutefois, la norme libérale peut ne pas être appliquée de manière absolue. Certaines circonstances peuvent justifier l'application de politiques restrictives en matière de politiques commerciales et industrielles.<sup>35</sup> Le réalisme classique est l'approche théorique qui postule que les États sont les principaux acteurs dans les affaires internationales et qu'il n'existe aucune autorité qui a préséance sur la souveraineté politique des États.<sup>36</sup> Gilpin mentionne trois principes du réalisme. Premièrement, l'école réaliste reconnaît le rôle important des acteurs non étatiques dans le système international tout en affirmant que l'État est l'acteur prééminent dans les relations internationales. Deuxièmement, la principale préoccupation de l'État concerne la préservation de ses intérêts nationaux définis en termes de sécurité militaire et d'indépendance politique. Troisièmement, le réalisme classique ne rejette

---

<sup>34</sup> Gilpin, R. G. (2001). *Ibid.* p. 14-16. Gilpin fait une distinction entre le réalisme classique (stato centré) et le réalisme structurel (néoréalisme). Le réalisme classique défend la thèse selon laquelle l'anarchie dans les relations internationales est le principal facteur qui détermine le comportement des États. Le réalisme structurel postule que la distribution de la puissance entre les États dans le système international détermine le comportement des États (p. 16).

<sup>35</sup> *Ibid.* p. 14-15.

<sup>36</sup> *Ibid.* p. 16. Voir aussi Kirshner, J. D. (2009). Realist political economy : Traditional themes and contemporary challenges. Dans M. Blyth (dir.), *Routledge handbook of international political economy (IPE) : IPE as a global conversation.* (p. 36-47). London, New York : Routledge, p. 36. Selon Kirshner, les trois fondations de l'économie politique réaliste sont l'État, l'intérêt national et l'anarchie.

pas, *a priori*, le rôle des valeurs morales dans la régulation du comportement des États.<sup>37</sup>

Gilpin définit l'économie politique internationale (ÉPI) comme étant l'interaction entre le marché et les acteurs étatiques et non étatiques. Les États prennent des décisions fondamentales en ce qui concerne les choix économiques et les règles qui régissent les activités des acteurs économiques nationaux.<sup>38</sup> Selon Gilpin, les politiques des États sont déterminés à la fois par les élites, les groupes de pression au sein de la société civile et par l'organisation du système économique national. En d'autres mots, la politique économique extérieure d'une nation est le reflet des intérêts nationaux tels que définis par les préférences de la société civile en général.<sup>39</sup> En revanche, la croissance économique mondiale depuis 1945 a été rendue possible par le système des alliances mis en place par les États-Unis avec ses partenaires en Europe occidentale et en Asie.<sup>40</sup> Il existerait donc un lien entre la stabilité géopolitique et la croissance économique.<sup>41</sup>

L'approche réaliste en ÉPI rejette l'affirmation des penseurs libéraux selon laquelle les récents développements économiques et technologiques contribuent au déclin de l'État-nation et à l'émergence d'une économie globalisée. Selon Gilpin, dans une

---

<sup>37</sup> Gilpin, R. G. (2001). *Ibid.* p. 16-17. Il peut être toutefois difficile de préserver l'indépendance politique d'un État sans assurer à la fois sa sécurité militaire et sa sécurité économique. Selon Gilpin, la thèse centrale de l'école réaliste est que la sécurité nationale demeure la principale préoccupation des États (p. 18). Voir Kirshner, J. D. (2009). *Ibid.* p. 37. Selon Kirshner, le comportement des États est imprégné d'une peur viscérale des dangers du monde extérieur, ce qui explique cette recherche continuelle de la sécurité.

<sup>38</sup> Gilpin, R. G. (2001). *Ibid.* p. 17-18.

<sup>39</sup> *Ibid.* p. 18.

<sup>40</sup> *Ibid.* p. 19.

<sup>41</sup> Kirshner, J. D. (2009). *Ibid.* p. 36. Kirshner cite le passage suivant d'E.H. Carr (1939): « The science of economics presuppose a given political order, and cannot be profitably studied in isolation from politics ». Carr, E. H. (1939). *The twenty years' crisis, 1919-1939 : An introduction to the study of international relations.* (1951 ed.). London : Macmillan, p. 117.

économie mondiale hautement intégrée, les États continuent de se prévaloir de leurs prérogatives en matière économique afin de mettre en œuvre des politiques compatibles à leurs intérêts. En ce sens, l'intégration des économies nationales ne diminue en rien l'autonomie des États.<sup>42</sup> Selon le politologue américain Jonathan Kirshner, la perspective de l'économie politique réaliste partage certaines racines intellectuelles avec le mercantilisme classique du dix-huitième siècle.<sup>43</sup> À ce sujet, il est intéressant de noter un lien entre le réalisme, le mercantilisme et la pensée libérale. D'une part, le mercantilisme classique présuppose que le commerce international est un jeu à somme nulle et que son utilité est d'accumuler un stock de métaux précieux pour le trésor public.<sup>44</sup> D'autre part, les mercantilistes et les penseurs libéraux partagent la même finalité qui est de maximiser la puissance et la richesse de l'État. Kirshner rappelle qu'Adam Smith adhérait à la politique du Royaume-Uni en faveur des lois restrictives sur la navigation et des subventions accordées à l'industrie de la défense. En ce sens, les penseurs libéraux et réalistes partagent le point de vue selon lequel autant la puissance que la richesse sont des buts complémentaires à l'action de l'État. Autrement dit, la puissance est dérivée de la capacité productive de l'État qui est elle-même déterminée par l'accroissement de la richesse. En dernière analyse, les penseurs réalistes critiquent principalement la pensée politique libérale et non pas nécessairement la pensée économique libérale.<sup>45</sup>

---

<sup>42</sup> Gilpin, R. G. (2001). *Ibid.* p. 21. Voir aussi Putnam, R. D. et Bayne, N. (1987). *Ibid.* p. 3-4. Putnam et Bayne notent qu'un lien entre l'intérêt national et la coopération internationale implique que la coopération dépend du degré de compatibilité entre les objectifs des États. Autrement dit, la probabilité d'une action coopérative est relative aux degrés de compatibilité et d'incompatibilité des objectifs nationaux des partenaires (p. 4).

<sup>43</sup> Kirshner, J. D. (2009). *Ibid.* p. 37-38.

<sup>44</sup> Kirshner, J. D. (2009). *Ibid.* p. 38. Voir aussi Putnam, R. D. et Bayne, N. (1987). *Ibid.* p. 4. Selon les auteurs, lorsque les décideurs politiques privilégient les gains absolus de richesse, l'action des États se transforme en un jeu à somme positive.

<sup>45</sup> Kirshner, J. D. (2009). *Ibid.*

Selon Kirshner, le courant réaliste de l'ÉPI est influencé par les expériences des deux Guerres mondiales et de la Guerre froide. Ce qui préoccupe les penseurs réalistes c'est les répercussions de l'interdépendance et l'incertitude qui est le corollaire de la coopération internationale. D'une part, le déclenchement de la Première Guerre mondiale confirme le scepticisme des réalistes à l'égard du postulat des libéraux selon lequel l'interdépendance économique assure la paix. D'autre part, les États préfèrent préserver leur autonomie plutôt que de consentir à des contraintes par des engagements multilatéraux.<sup>46</sup> Enfin, pour les réalistes, le politique prime.<sup>47</sup> Cela signifie que la politique étrangère des États a une grande influence sur l'évolution des relations économiques internationales. Les États sont sensibles aux répercussions politiques futures de leurs engagements internationaux. Par conséquent, les réalistes croient que les États cherchent avant tout à préserver leur capacité d'intervention économique tout en adoptant une attitude prudente sur le plan de la coopération avec l'étranger.<sup>48</sup>

Joseph M. Grieco, politologue américain, a contribué à une analyse comparative du débat entre les tenants de l'école réaliste et ceux de l'internationalisme néolibéral sur le problème de la coopération internationale.<sup>49</sup> Le but de Grieco est d'évaluer leur contribution et certaines de ses remarques sont importantes. Premièrement, il existe

---

<sup>46</sup> *Ibid.* p. 39-40, 44-46.

<sup>47</sup> Putnam, R. D. et Bayne, N. (1987). *Ibid.* p. 12. Les auteurs en viennent à la conclusion qu'expliquer les épisodes de coopération et de conflit en économie politique internationale (ÉPI) revient à étudier le chevauchement entre la politique intérieure et la politique extérieure des États.

<sup>48</sup> Kirshner, J. D. (2009). *Ibid.* p. 46.

<sup>49</sup> Grieco, J. M. (1993). Understanding the problem of international cooperation : The limits of neoliberal institutionalism and the future of realist theory. Dans D. A. Baldwin (dir.), *Neorealism and neoliberalism : The contemporary debate*. (New Directions in Politics) (p. 301-338). New York : Columbia University Press, p. 301-302. Grieco, politologue américain, fait référence aux tenants de la théorie réaliste moderne dont font partie Robert Gilpin, Kenneth Waltz et Stephen Krasner et les tenants de l'institutionnalisme néolibéral, dont Robert Keohane, Arthur Stein, Charles Lipson et Robert Axelrod (p. 301).

un clivage dans la position défendue par les réalistes et les institutionnalistes néolibéraux. D'une part, les réalistes affirment que la coopération est possible dans un système international anarchique, mais que c'est un processus beaucoup plus difficile à initier et à maintenir que les néolibéraux le laissent croire. D'autre part, ces derniers affirment que c'est l'anarchie du système international et le non-respect des engagements internationaux qui réduisent les perspectives de succès de la coopération. C'est pourquoi les institutionnalistes néolibéraux prônent une gouvernance par les institutions afin de réduire les barrières à la coopération.<sup>50</sup> Deuxièmement, il existe un clivage sur la vision de l'État qu'entretiennent les réalistes et les néolibéraux. Les néolibéraux considèrent les États comme des acteurs égoïstes rationnels, qui agissent essentiellement pour maximiser leurs gains. Les réalistes considèrent les États comme étant des acteurs qui défendent le *statu quo*.<sup>51</sup> Troisièmement, même si le réalisme demeure l'approche théorique qui explique le mieux la réalité des relations internationales, autant le néolibéralisme que le réalisme peuvent contribuer aux travaux scientifiques sur la coopération internationale.<sup>52</sup> La principale faiblesse de l'approche libérale, selon les réalistes, est qu'elle ne tient pas suffisamment compte du risque que représente l'obtention de gains disproportionnés par certains États pour la sécurité de leurs partenaires.<sup>53</sup> En revanche, selon les penseurs néolibéraux,

---

<sup>50</sup> Grieco, J. M. (1993). *Ibid.* p. 302-303.

<sup>51</sup> Grieco, J. M. (1993). *Ibid.* p. 303. Cette interprétation de la vision de l'État par les réalistes et par les néolibéraux est le produit d'une conversation de l'auteur avec le politologue américain Robert Jervis en 1987. Voir la note de l'auteur à ce sujet à la page 336. Les termes employés par Grieco sont « rational egoists » pour décrire la perception des néolibéraux de l'État et « defensive positionalists » pour décrire celle des réalistes (p. 303). On pourrait supposer que les réalistes ont une conception plus conservatrice des relations internationales en mettant l'accent sur la continuité. Les libéraux, quant à eux, ont une conception plus dynamique des relations internationales en insistant sur le changement. Selon Kirshner, c'est cette préférence pour la continuité qui explique pourquoi les réalistes ne se sont pas intéressés au phénomène de la globalisation. Voir Kirshner, J. D. (2009). *Ibid.* p. 46-47.

<sup>52</sup> Grieco, J. M. (1993). *Ibid.* p. 335.

<sup>53</sup> Grieco, J. M. (1993). *Ibid.* p. 303. Les politologues Ripsman, Taliaferro et Lobell affirment que les réalistes néo-classiques peuvent concevoir des situations dans lesquelles certains États peuvent considérer leurs partenaires commerciaux comme des rivaux potentiels. Il n'est donc pas impossible

l'approche réaliste n'explique pas la tendance des États à coopérer dans le cadre d'arrangements institutionnels.<sup>54</sup>

Il n'en demeure pas moins que la principale limite à la coopération internationale est le risque permanent que des États refusent d'honorer leurs engagements.<sup>55</sup> L'un des facteurs qui augmentent ce risque, selon le politologue américain Robert Jervis, est le degré d'incertitude qui augmente lorsque les avantages qui sont connus au moment de la signature d'un accord changent au moment de son application.<sup>56</sup> L'autre facteur, qui nous semble fondamental, est tiré d'une remarque de Gilpin. Pour ce dernier, les États modernes sont égoïstes et ne sont pas concernés par le bien-être des autres nations. Selon Gilpin, le mieux qui peut être espéré est que les intérêts des grandes puissances convergent vers un ordre international plus stable et plus prospère.<sup>57</sup>

qu'une grande puissance démocratique puisse percevoir une puissance démocratique montante comme étant une menace à sa sécurité. Voir Ripsman, N. M., Taliaferro, J. W. et Lobell, S. E. (2009). Conclusion : The state of neoclassical realism. Dans S. E. Lobell, N. M. Ripsman et J. W. Taliaferro (dir.), *Neoclassical realism, the state, and foreign policy*. (p. 280-299). Cambridge : Cambridge University Press, p. 290.

<sup>54</sup> Grieco, J. M. (1993). *Ibid.* p. 335. Selon le politologue américain Robert Jervis, les réalistes affirment que les institutions ne sont pas des entités autonomes, c'est-à-dire qu'elles ne sont pas autre chose que des instruments pour les décideurs politiques. En ce sens, bien qu'il puisse avoir une corrélation entre la coopération et la présence d'institutions multilatérales dans le système international, il n'est pas nécessairement vrai que l'action de coopérer puisse être facilitée par la mise en place de nouvelles institutions dans des domaines où ces dernières sont inexistantes. Jervis, R. (1999). Realism, neoliberalism, and cooperation : Understanding the debate. *International Security*, 24(1) (Summer), 42-63, p. 43. Document récupéré de <https://www.jstor.org/stable/2539347>

<sup>55</sup> Grieco, J. M. (1993). *Ibid.* p. 335. L'institutionnalisme néolibéral demeure la principale approche théorique qui explique les caractéristiques et les fonctions des institutions internationales qui contribuent à réduire les risques de désengagement des États. Voir aussi Jervis, R. (1999). *Ibid.* p. 43. Selon Jervis, le postulat de départ des réalistes et des néolibéraux est que l'absence d'une autorité souveraine supra-étatique, capable d'assurer l'application des dispositions d'un accord, permet aux États d'agir unilatéralement. C'est ce qui rend la coopération internationale un exercice difficile, mais nécessaire.

<sup>56</sup> Jervis, R. (1999). *Ibid.* p. 44.

<sup>57</sup> Gilpin, R. G. (2001). *Ibid.* p. 402. Le risque de désengagement des États face à leurs obligations est perpétué par l'incertitude (la peur) et l'égoïsme (l'envie) des États. La peur et l'envie peuvent être traduites en anglais par "fear" et "greed".

Enfin, Jervis pose deux questions intéressantes. Premièrement, si les institutions apportent autant d'avantages mutuels à la coopération, pourquoi les États ne les emploient-ils pas de manière plus intensive? Deuxièmement, les institutions sont-elles la conséquence ou la cause de la coopération? Selon Jervis, les réalistes affirment que les institutions sont des créatures étatiques qui reflètent les intérêts nationaux des États. D'autre part, les institutions peuvent aussi évoluer de manière autonome en limitant les risques de désengagement des États, mais aussi en modifiant les préférences de ces derniers quant aux résultats espérés.<sup>58</sup> En ce sens, on peut se poser la question à savoir si les institutions peuvent être à la fois la conséquence et la cause de la coopération.<sup>59</sup>

## 1.2 Le G-7 et le leadership collectif

Selon le politologue américain Robert Putnam et le diplomate britannique Nicholas Bayne, les partisans de la tenue des conférences au sommet du G-7 affirment que le leadership collectif est vital dans un monde en pleine transformation.<sup>60</sup> Les critiques, quant à eux, sont plutôt d'avis que le leadership collectif peut s'avérer contreproductif

---

<sup>58</sup> Jervis, R. (1999). *Ibid.* p. 62-63. La résilience des institutions multilatérales comme le FMI et le Groupe de la Banque mondiale pourrait ainsi s'expliquer par le fait que le domaine de coopération dans lequel elles évoluent est de nature technique.

<sup>59</sup> La question est de déterminer s'il existe un lien de causalité entre la présence d'institutions dans le système international et la coopération. Les États peuvent-ils coopérer entre eux sans mettre en place des institutions?

<sup>60</sup> Putnam, R. D. et Bayne, N. (1987). *Ibid.* p. 1. Voir aussi The Atlantic Council of the United States (1977). *Harmonizing economic policy : Summit meetings and collective leadership.* (Report of the Atlantic Council's Group on Economic Policy) (Economic series) (p. 34). Washington, D.C., p. 5-8. Selon les auteurs du rapport, les conférences au sommet sont un mécanisme essentiel du leadership collectif. Les chefs d'État et de gouvernement représentent le pouvoir exécutif de leur État. Les décisions prises lors de ces conférences reflètent à la fois une position commune et une volonté d'agir collectivement (p. 8).



ou, au mieux, sans intérêt particulier.<sup>61</sup> Toutefois, les conférences économiques du G-7 sont un excellent laboratoire pour étudier les enjeux des relations internationales, particulièrement en ce qui a trait aux épisodes de coopération et de conflits.<sup>62</sup> Selon Putnam et Bayne, le degré de coopération dans les relations internationales est une variable, non pas une constante.<sup>63</sup> Enfin, les auteurs définissent la coopération internationale comme étant un processus de négociation à l'issue duquel un ou plusieurs États acceptent de modifier leurs politiques afin de réduire les effets potentiellement adverses de ces politiques sur l'économie de leurs partenaires. Le cas échéant, les politiques économiques nationales diffèrent de celles qui auraient été mises en œuvre unilatéralement par les gouvernements. Ainsi, la coopération fait généralement référence à un marchandage dont le résultat final est bénéfique pour l'ensemble des parties.<sup>64</sup>

Quel est le forum pour mener à bien ces négociations internationales? Selon J. Robert Schaezel, diplomate américain, et Harald B. Malmgren, économiste américain, la diplomatie est un métier qui est forgé par la tradition et la continuité. Dans un monde caractérisé par de profondes mutations technologiques et économiques, la réponse des États à l'interdépendance et à l'expansion du mandat des institutions multilatérales s'est traduite par la prolifération des conférences gouvernementales.<sup>65</sup> Autrement dit, les chefs d'État et de gouvernement ont tenté de contourner la bureaucratisation de la diplomatie internationale en négociant leurs

---

<sup>61</sup> Putnam, R. D. et Bayne, N. (1987). *Ibid.* p. 1. Pour une analyse critique des conférences au sommet, voir le texte de J. Robert Schaezel, ambassadeur des États-Unis auprès de l'Union européenne de 1966 à 1972, et Harald B. Malmgren, économiste américain. Schaezel, J. R. et Malmgren, H. B. (1980). *Talking Heads. Foreign Policy*, 39(summer), 130-142. <https://www.jstor.org/stable/1148416>

<sup>62</sup> Putnam, R. D. et Bayne, N. (1987). *Ibid.* Putnam et Bayne s'intéressent aux circonstances qui amènent les décideurs politiques à adopter une politique qui soit plus ou moins coopérative (p. 2).

<sup>63</sup> *Ibid.* p. 2.

<sup>64</sup> *Ibid.*

<sup>65</sup> Schaezel, J. R. et Malmgren, H. B. (1980). *Ibid.* p. 130.

propres arrangements avec leurs pairs. Les conférences au sommet se sont transformées peu à peu de simples réunions *ad hoc* en une quasi-institution internationale.<sup>66</sup> Le problème, selon Schaetzel et Malmgren, provient de la croyance des chefs d'État et de gouvernement qu'ils peuvent résoudre certains problèmes dans le cadre de conférences au sommet.<sup>67</sup> Ces rencontres favorisent, en principe, les contacts personnels et l'atteinte d'un consensus sur les questions litigieuses.<sup>68</sup> Or, il existe une différence entre les résultats souhaités et l'impact réel des engagements négociés.<sup>69</sup>

Selon Schaetzel et Malmgren, l'issue de ces rencontres peut s'avérer être contreproductive et il n'existe aucune garantie que tout ou partie des résolutions arrêtées soient mis en œuvre.<sup>70</sup> Le problème du leadership collectif est la politisation du processus de coopération multilatéral. Les décideurs politiques doivent plutôt s'assurer du bon fonctionnement des institutions multilatérales et des mécanismes de coopération existants. Ainsi, lorsque les mécanismes de la coopération multilatérale fonctionnent correctement, la tenue d'une conférence au sommet peut s'avérer contreproductive. En revanche, lorsque ces mécanismes ne fonctionnent pas comme prévu, la responsabilité des décideurs politiques est d'instruire leurs fonctionnaires de

---

<sup>66</sup> *Ibid.* p. 130-131. Le paradoxe qui se dessine est que le modèle des conférences au sommet du G-7 a favorisé la formation d'une nouvelle bureaucratie rattachée personnellement aux chefs d'État et de gouvernement (p. 131, 139-140). On peut aussi inclure les conférences ministérielles du G-5 (ministres des Finances et banquiers centraux des États-Unis, de la République fédérale d'Allemagne, du Japon, de la France et du Royaume-Uni). Après la conférence du Louvre à Paris en janvier 1987, le G-5 devient le G-7, incluant le Canada et l'Italie.

<sup>67</sup> *Ibid.* p. 138.

<sup>68</sup> *Ibid.* p. 132-133.

<sup>69</sup> *Ibid.* p. 133-134, 138. L'intimité entre les chefs d'État et de gouvernement comporte des risques. Que les rencontres soient bilatérales ou multilatérales, les relations personnelles entre les individus peuvent aboutir à des issues imprévisibles (p. 134).

<sup>70</sup> *Ibid.* p. 134-136, 140-141.

trouver une solution.<sup>71</sup> La critique de Schaetzel et Malmgren concernant l'utilité des conférences au sommet du G-7 s'inscrit dans un débat sur la gouvernance. Selon les auteurs, la tenue des conférences au sommet du G-7 interfère avec le fonctionnement des institutions multilatérales. La diplomatie économique est un processus complexe qui contraste avec le caractère épisodique des réunions au sommet. De plus, la diplomatie par communiqué peut être un instrument politique risqué dans le sens où elle génère des attentes auprès de la société civile. Lorsque ces attentes sont déçues, la confiance envers les gouvernements peut en être diminuée.<sup>72</sup>

La politisation de la coopération économique internationale peut aussi s'expliquer autrement. Selon les politologues Fred Hirsch et Michael W. Doyle, il s'agirait de la conséquence d'une érosion de la compartimentation des enjeux commerciaux et monétaires avec les enjeux de politique étrangère des États depuis le début des années 1970. Autrement dit, l'accroissement des liens entre les enjeux économiques internationaux et les enjeux de politique interne ont des répercussions sur la politique étrangère des gouvernements.<sup>73</sup>

---

<sup>71</sup> *Ibid.* p. 141-142. En somme, la responsabilité des chefs d'État et de gouvernement serait plutôt d'encourager le respect de la règle de droit, des normes et des procédures qui gouvernent les mécanismes de la coopération internationale (p. 141). Voir aussi *The Atlantic Council of the United States* (1977). *Ibid.* p. 8. Les auteurs affirment que les conférences au sommet doivent appuyer et renforcer les mécanismes habituels de coopération multilatérale.

<sup>72</sup> Schaetzel, J. R. et Malmgren, H. B. (1980). *Ibid.* p. 138-142. Voir aussi *The Atlantic Council of the United States* (1977). *Ibid.* p. 8. Le programme des conférences au sommet du G-7 doit prévoir un travail préparatoire adéquat et un suivi des décisions qui ont été prises.

<sup>73</sup> Hirsch, F. et Doyle, M. W. (1977). *Politicization in the world economy : Necessary conditions for an international economic order.* Dans F. Hirsch, M. W. Doyle, E. L. Morse *et al.*, *Alternatives to monetary disorder.* (p. 9-64). New York : McGraw-Hill, p. 12-13.

### 1.3 L'interférence du politique dans le processus de la coopération multilatérale

Schaetzel et Malmgren ont une préférence pour les arrangements coopératifs institutionnalisés. Selon les auteurs, ce qui pose problème ce sont les arrangements coopératifs discrétionnaires issus des rencontres au sommet des chefs d'État et de gouvernement.<sup>74</sup> En revanche, selon Putnam et Bayne, si les sommets économiques du G-7 ne représentent qu'un événement annuel, cela ne contredit pas le fait que les sujets qui font l'objet des pourparlers entre les chefs d'État et de gouvernement sont aussi débattus dans d'autres forums nationaux et internationaux. En ce sens, le G-7 est un forum multilatéral qui s'intègre à un mécanisme de négociation continue sur les principaux enjeux politiques et économiques.<sup>75</sup> Il est intéressant de constater que la première conférence au sommet du G-7 tenue à Rambouillet en 1975 survient au moment où des transformations sociales et économiques importantes ébranlent l'architecture du système économique international d'après-guerre. Si la crise du pétrole de 1973 a propulsé les pays exportateurs de pétrole au rang de pays créditeurs, le ralentissement de la croissance dans les pays industrialisés fut accompagné par une forte hausse de l'inflation et du chômage.<sup>76</sup>

Selon Putnam et Bayne, trois grandes tendances expliquent l'émergence du leadership collectif: (i) le chevauchement de la politique intérieure avec la politique extérieure; (ii) le déclin des États-Unis comme puissance hégémonique; (iii) la bureaucratisation

---

<sup>74</sup> Les "arrangements coopératifs institutionnalisés" et "arrangements coopératifs discrétionnaires" sont dérivés du texte de Putnam et Bayne. Voir Putnam, R. D. et Bayne, N. (1987). *Ibid.* p. 2.

<sup>75</sup> Putnam, R. D. et Bayne, N. (1987). *Ibid.* p. 13, 19. Voir aussi Staley, E. (1939). *World economy in transition*. New York : Council on Foreign Relations, p. 332. Selon Staley, les problèmes économiques internationaux ne peuvent être résolus de manière permanente. Il existe un besoin pour une coopération organisée et continue plutôt que pour des conférences internationales annuelles sur une base *ad hoc*.

<sup>76</sup> Putnam, R. D. et Bayne, N. (1987). *Ibid.* p. 12.

des relations internationales.<sup>77</sup> Ces tendances expliquent également certains facteurs qui contribuent à la résilience des conférences au sommet du G-7 : (1) les grandes puissances industrielles membres du G-7 sont tout autant des partenaires commerciaux que des alliés sur le plan militaire; (2) les hauts fonctionnaires gouvernementaux travaillent en étroite collaboration les uns avec les autres; (3) il existe une continuité dans les interactions diplomatiques qui facilite la compréhension mutuelle et la poursuite d'un dialogue constructif.<sup>78</sup>

Cependant, Putnam et Bayne notent que plus les contacts entre les États sont étroits, plus cela augmente le risque de conflit entre les partenaires. En d'autres mots, le paradoxe de l'interdépendance est que l'interférence de la sphère extérieure dans la sphère intérieure des États peut causer des tensions à la fois sur le plan interne et sur le plan des relations extérieures.<sup>79</sup> Depuis 1945, les facteurs qui ont contribué au renforcement de l'interdépendance économique des grandes puissances industrielles sont principalement : (i) l'augmentation de la part du commerce extérieur dans le produit national brut des économies nationales; (ii) l'augmentation des investissements directs étrangers; (iii) l'augmentation du volume des capitaux qui

---

<sup>77</sup> *Ibid.* p. 14. La bureaucratisation des relations internationales fait référence, entre autres, à l'augmentation du nombre de fonctionnaires internationaux qui assument les tâches quotidiennes des institutions multilatérales. Voir aussi Keohane, R. O. (1979). U.S. foreign economic policy toward other advanced capitalist states : The struggle to make other adjust. Dans K. A. Oye, D. Rothchild et R. J. Lieber (dir.), *Eagle entangled : U.S. foreign policy in a complex world.* (p. 91-122). New York, London : Longman, p. 97-100. Keohane remarque qu'il existe un consensus selon lequel la politique étrangère et la politique interne des États sont étroitement enchevêtrées (p. 97).

<sup>78</sup> Putnam, R. D. et Bayne, N. (1987). *Ibid.* p. 12-13.

<sup>79</sup> Putnam, R. D. et Bayne, N. (1987). *Ibid.* Les auteurs font référence à un ouvrage de Jean-Jacques Rousseau intitulé *L'état de guerre* cité dans Waltz, K. N. (1959). *Man, the state and war : A theoretical analysis.* New York : Columbia University Press, p. 183 (voir la note no. 30 dans l'ouvrage des auteurs).

circulent sur les marchés internationaux.<sup>80</sup> En revanche, ces facteurs qui ont contribué à la croissance et à la prospérité économique des nations ont aussi compliqué le travail de gestion économique des gouvernements.<sup>81</sup> Le dilemme qui en ressort est que les marchés nationaux sont interconnectés dans un contexte où les politiques économiques sont du ressort des gouvernements nationaux.<sup>82</sup>

Selon Putnam et Bayne, la solution à ce dilemme fut d'introduire l'approche de la coordination des politiques macroéconomiques.<sup>83</sup> Les quatre grandes catégories de politique macroéconomique sont la politique fiscale, la politique monétaire, la politique des taux de change, et la politique commerciale. Ainsi, avec l'introduction du régime des taux de change flexibles au début des années 1970, alors que les pays industrialisés abandonnèrent peu à peu le régime des taux de change fixes, mais ajustables, du système de Bretton Woods, ces derniers souhaitaient recouvrer une plus grande marge d'autonomie dans la mise en œuvre de leurs politiques économiques. Or, cette autonomie est largement contrainte par la mobilité internationale des capitaux.<sup>84</sup> Selon W. Michael Blumenthal, secrétaire au Trésor dans l'administration Carter, si le régime des taux de change flexibles peut contribuer à rétablir l'équilibre de la balance des paiements, cela ne dispense pas les gouvernements et les autorités monétaires de poursuivre une politique macroéconomique responsable ni ne réduit le

---

<sup>80</sup> Putnam, R. D. et Bayne, N. (1987). *Ibid.* p. 14. À ce sujet, les auteurs remarquent qu'en 1986 le volume des devises transigées sur le marché des changes à Londres, New York et Tokyo a atteint une valeur de près de 200 milliards de dollars par jour.

<sup>81</sup> *Ibid.*

<sup>82</sup> *Ibid.* p. 14-15. Voir aussi Blumenthal, W. M. (1978). *Steering in crowded waters. Foreign Affairs*, 56(4), 728-739, p. 739. Récupéré de : <https://www.jstor.org/stable/20039988>

<sup>83</sup> *Ibid.*, p. 15.

<sup>84</sup> Putnam, R. D. et Bayne, N. (1987). *Ibid.* p. 15. La mobilité internationale des capitaux n'est pas un phénomène nouveau. Les investissements productifs et de portefeuille furent particulièrement actifs avant 1914 et durant la période de l'entre-deux-guerres.

besoin des États à consulter leurs partenaires.<sup>85</sup> L'autonomie des États en matières économique et monétaire est, tout compte fait, limitée à la fois par la mobilité des capitaux et à la fois par les répercussions de leurs politiques à l'étranger.<sup>86</sup>

D'autre part, selon Putnam et Bayne, il existe certains obstacles à la coordination des politiques macroéconomiques : (i) en général, les pays ont des objectifs économiques qui diffèrent d'un pays à l'autre. Certains pays vont accorder une priorité à la stabilité des prix alors que d'autres vont accorder une préférence au plein-emploi et à la croissance économique. Certains pays vont favoriser le développement du libre marché alors que d'autres vont accorder la priorité à la lutte contre les inégalités sociales; (ii) les structures économiques nationales diffèrent d'un pays à l'autre. Certains pays dépendent du commerce extérieur pour assurer leur croissance alors que d'autres ont un marché intérieur qui est relativement diversifié; (iii) les décideurs politiques ont une vision du monde qui varie selon l'approche théorique. Le choc des idées entre les keynésiens (demande) et les monétaristes (offre) en ce qui concerne le modèle de croissance économique est particulièrement significatif.<sup>87</sup>

Le leadership collectif, principal instrument de l'interférence du politique dans le processus de coopération multilatérale, tire sa légitimité du fait que les chefs d'État et de gouvernement sont ultimement redevables devant leur Parlement et leurs

---

<sup>85</sup> Blumenthal, W. M. (1978). *Ibid.* p. 732. Voir aussi Guitián, M. (1992). *Rules and discretion in international economic policy*. (Occasional Papers series, No. 97). Washington, D.C. : International Monetary Fund, p. 3.

<sup>86</sup> Blumenthal, W. M. (1978). *Ibid.* p. 729-730. Blumenthal insiste sur le fait que l'économie américaine est irrévocablement liée à l'économie mondiale. Selon ce dernier, les intérêts américains détiennent pour près de 350 milliards de dollars d'actifs à l'extérieur des États-Unis alors que les intérêts étrangers détiennent pour près de 275 milliards de dollars d'actifs aux États-Unis (p. 729). Guitián, M. (1992). *Ibid.* p. 3. Putnam, R. D. et Bayne, N. (1987). *Ibid.* p. 15-16.

<sup>87</sup> Putnam, R. D. et Bayne, N. (1987). *Ibid.* p. 15.

citoyens.<sup>88</sup> Ainsi, les négociations entre les principales puissances industrielles visant un accord de coordination des politiques macroéconomiques nécessitent une participation directe des décideurs politiques. En dernière analyse, la position des gouvernements peut varier entre une attitude coopérative et une attitude non coopérative. En d'autres mots, les États doivent éventuellement choisir entre une politique restrictive (non coopérative) qui remet en cause l'intégration des marchés, et une politique de gestion collective (coopérative) des enjeux économiques.<sup>89</sup> Toutefois, selon Blumenthal, le recours à une politique non coopérative, voire protectionniste, pourrait avoir des conséquences dont les coûts peuvent s'avérer être prohibitifs, sinon incalculables.<sup>90</sup> À cet égard, le problème qui retient notre attention est que, d'une part, les gouvernements doivent tenir compte des enjeux de sécurité économique et d'équité afin de maintenir la cohésion sociale et, d'autre part, ces derniers doivent entretenir des liens étroits avec leurs pairs afin d'assurer la croissance de leur économie.<sup>91</sup> Les impératifs de paix sociale et de paix extérieure sont intrinsèquement liés.

Blumenthal invoque une raison fondamentale qui rend toute déviation du processus d'intégration économique potentiellement très coûteuse sur le plan de la croissance économique. Sur le plan politique, le destin de l'Europe, des États-Unis et du Japon est inextricablement lié.<sup>92</sup> Sur le plan économique, l'interconnexion des marchés mondiaux reste fragile malgré l'apparence d'une structure économique efficace et

---

<sup>88</sup> *Ibid.* p. 16, 18-19.

<sup>89</sup> *Ibid.* p. 16.

<sup>90</sup> Blumenthal, W. M. (1978). *Ibid.* p. 729.

<sup>91</sup> *Ibid.* p. 734.

<sup>92</sup> *Ibid.* p. 729. Blumenthal affirme que le gouvernement des États-Unis doit se réconcilier avec le fait qu'aucun pays n'est une île, que tous les pays, qu'ils soient aux prises avec un déficit ou avec un surplus de leur balance des paiements, doivent tenir compte des répercussions extérieures de leur politique nationale (p. 733).



résiliente.<sup>93</sup> À cet égard, les décideurs politiques doivent s'assurer de la compatibilité de leur politique économique nationale avec leur politique économique internationale. En d'autres mots, il s'agit d'arrimer les objectifs économiques intérieurs avec les objectifs économiques extérieurs de manière cohérente et mutuellement bénéfique.<sup>94</sup>

Selon Putnam et Bayne, même si les grandes puissances économiques partagent les mêmes buts et sont relativement libres de certaines contraintes internes, il n'en demeure pas moins qu'il existe des obstacles à la coordination des politiques macroéconomiques. Premièrement, les négociations sur un accord de coordination peuvent ne pas aboutir à une solution du fait qu'il subsiste de l'incertitude quant aux résultats potentiels. Deuxièmement, il peut y avoir des désaccords en ce qui concerne la distribution des gains et des coûts entre les partenaires.<sup>95</sup> Selon Putnam et Bayne, l'un des moyens de contourner ces obstacles est l'émergence d'une puissance hégémonique qui prend en charge un rôle de premier plan dans la gouvernance du système international en obtenant l'appui des autres grandes puissances.<sup>96</sup>

Selon l'économiste espagnol Manuel Guitián, le problème avec le concept de leadership hégémonique est qu'il induit que des décisions politiques sont prises de manière unilatérale par une puissance hégémonique. Or, selon Guitián, il n'est pas nécessairement vrai qu'une puissance dominante soit requise pour assurer l'émergence et la préservation d'un ordre international. Il est plus juste d'affirmer que les règles qui régissent un ordre international doivent généralement faire l'objet d'un consensus parmi les grandes puissances. Selon Guitián, le véritable hégémon

---

<sup>93</sup> *Ibid.* p. 729-730.

<sup>94</sup> *Ibid.* p. 730.

<sup>95</sup> Putnam, R. D. et Bayne, N. (1987). *Ibid.* p. 16-17.

<sup>96</sup> *Ibid.* p. 17.

est la règle de droit.<sup>97</sup> Somme toute, l'institutionnalisation du sommet du G-7 au cours des années 1970 constituerait le point de passage entre une gouvernance dominée par les États-Unis et une gouvernance plus décentralisée du système international.<sup>98</sup>

---

<sup>97</sup> Guitián, M. (1992). *Ibid.* p. 11. Selon Guitián, la déviation des règles du système international peut être le résultat de plusieurs facteurs : (i) la préférence des États pour une approche compétitive des relations monétaires internationales (Ragnar Nurkse); (ii) le manque de coordination des politiques économiques entre les grandes puissances (Barry J. Eichengreen); (iii) et l'absence de leadership de même que d'un prêteur de dernier ressort dans le système monétaire international (Charles P. Kindleberger) (p. 7).

<sup>98</sup> Putnam, R. D. et Bayne, N. (1987). *Ibid.* p. 17.

## CHAPITRE II

### LE PROBLÈME DE LA COOPÉRATION MONÉTAIRE DANS UN CONTEXTE D'INTERDÉPENDANCE : QUE DIT LA LITTÉRATURE?

#### Résumé

Ce chapitre est une revue de littérature qui étudie les concepts d'interdépendance, de coopération et de coordination. L'argument que nous amenons est que la coopération ne comporte aucune garantie de résultats par rapport aux objectifs que se fixent les États. Cela est dû au fait que le système international est anarchique. Les décisions que prennent les autorités politiques sont discrétionnaires. Selon Richard N. Cooper, les relations économiques internationales contribuent à la fois à élargir et à la fois à contraindre la liberté d'action des États. Selon Jennifer Sterling-Folker, la capacité des États à agir unilatéralement n'est pas entravée par l'interdépendance des États. La coopération est limitée par la volonté des États de préserver leur autonomie alors que la capacité des États à réagir contre les crises monétaires est limitée par la mobilité des capitaux. Ainsi, la coopération demeure un outil politique nécessaire, mais dont la finalité est à la fois incertaine et indéterminée. En dernière analyse, les gouvernements peuvent recourir à trois grandes approches pour résoudre leurs problèmes monétaires : (i) la coordination; (ii) l'ajustement unilatéral; (iii) le laissez-faire.

## Introduction

Ce chapitre est consacré à l'étude des concepts d'interdépendance, de coopération et de coordination. La question est de déterminer s'il existe une relation de cause à effet entre le phénomène d'interdépendance et l'action de coopérer. La thèse que nous défendons est que la coopération monétaire entre les États est nécessaire.<sup>99</sup> Toutefois, nous partageons la thèse de la politologue américaine Jennifer Sterling-Folker selon laquelle le lien de causalité entre l'interdépendance et la coopération n'est pas prouvé.<sup>100</sup>

Ce chapitre est divisé en quatre parties. La première est une étude des concepts de coopération et d'interdépendance. La deuxième s'intéresse à la relation entre la politique fiscale, les taux de change et la balance des paiements. La troisième étudie le problème de la coordination des politiques macroéconomiques. La quatrième étudie les limites de la coordination des politiques macroéconomiques.

---

<sup>99</sup> Pöhl, K. O. (1987). You can't robotize policymaking. *International Economy*, (October/November), 20-36, p. 26. Karl Otto Pöhl est un économiste allemand et ancien président de la Deutsche Bundesbank (1980 à 1991). Selon ce dernier, l'alternative au dialogue et à la coopération pour résoudre les crises économiques est le protectionnisme.

<sup>100</sup> Sterling-Folker, J. (2002). *Theories of international cooperation and the primacy of anarchy : Explaining U.S. international monetary policy-making after Bretton Woods*. Albany : State University of New York Press, p. 1-3. Jennifer Sterling-Folker est professeure de science politique à l'Université du Connecticut. Dans le cadre de cet ouvrage, Sterling-Folker propose une grille d'analyse fondée sur le réalisme et le constructivisme (p. vii). Note personnelle sur une hypothèse de travail. S'il n'existe aucune preuve d'un lien de cause à effet entre l'interdépendance économique et la coopération, l'interconnexion des comptes nationaux à travers le commerce et les investissements peut rendre la coopération entre les États nécessaire. Voir Forowicz, Y. (1995). *Économie internationale: À l'heure des grandes transformations*. Laval : Éditions Beauchemin, p. 177. Par interconnexion des marchés financiers, Forowicz fait référence à un processus d'unification du "marché financier mondial" par la voie de l'intégration économique.

## 2.1 La coopération et l'interdépendance

Certaines questions méritent d'être posées lorsqu'on amorce une discussion sur la coopération monétaire internationale. Que signifie la coopération? Pourquoi les États coopèrent-ils? Pourquoi le processus de coopération est-il si difficile à mener à terme? Pourquoi les résultats sont-ils fragiles et incertains? L'argument que nous soutenons est que la coopération ne comporte aucune garantie de résultat par rapport aux objectifs que se fixent les États. Cela est dû au fait que le système international est anarchique, c'est-à-dire qu'il n'existe aucune autorité qui a préséance sur la souveraineté des États. Dans le cadre d'un processus de coopération entre deux ou plusieurs États pour résoudre un différend, les décisions que prennent les autorités politiques sont discrétionnaires.<sup>101</sup>

L'économiste américain Richard N. Cooper s'intéresse au concept de *Communauté Atlantique* pour étudier les relations d'interdépendance entre les économies nationales. La notion d'interdépendance implique que les décideurs politiques sont conscients du fait que leurs problèmes sont, en partie, causés par des facteurs extérieurs et par les impacts de leurs décisions unilatérales à l'étranger.<sup>102</sup> Selon Cooper, les relations économiques internationales contribuent à la fois à élargir et à la

---

<sup>101</sup> Padoa-Schioppa, T. (1985). Rules and institutions in the management of multi-country economies. Dans L. Tsoukalis (dir.), *The political economy of international money : In search of a new order*. (p. 261-281). London, Beverly Hills, New Delhi : SAGE Publications, p. 279. Le terme « multi-country economy » peut être traduit librement par Communauté économique. Padoa-Schioppa avance que le monde est une communauté économique dans le sens où les activités des agents économiques peuvent être soumises à plusieurs juridictions d'État (p. 261). Selon l'auteur, les agents économiques ne peuvent pas s'adresser à une autorité supérieure aux États pour résoudre un différend. L'auteur avance aussi que lorsque les gouvernements interviennent unilatéralement pour soutenir leur économie et leurs agents nationaux, cela peut avoir une incidence négative sur la coopération internationale et sur le capital de bonne volonté des États (p. 279).

<sup>102</sup> Cooper, R. N. (1980). *The economics of interdependence : Economic policy in the Atlantic community*. (the Atlantic Policy Studies series) (Reprint of the 1968 ed., McGraw-Hill). New York : Columbia University Press, p. 3.

fois à contraindre la liberté d'action des États. En d'autres termes, les États disposent d'une plus grande liberté pour gérer leurs ressources, mais, en revanche, les liens économiques qu'entretiennent les partenaires nationaux entre eux contribuent à limiter leurs options politiques.<sup>103</sup> En ce sens, les bénéfices obtenus par des relations économiques plus étroites entre partenaires nationaux ont pour contrepartie la cession d'une partie de l'autonomie des États dans la poursuite de leurs objectifs.<sup>104</sup>

Cooper fait une distinction entre la notion d'autonomie de l'État et celle de la notion de souveraineté. L'autonomie nationale équivaut à la capacité d'un gouvernement à définir et à atteindre les objectifs de sa politique économique qui peuvent diverger de ceux de ses partenaires. La notion de souveraineté fait référence aux prérogatives des gouvernements à prendre des décisions dans leur champ de compétences, mais pas nécessairement à atteindre leurs objectifs.<sup>105</sup> Selon Cooper, le problème de la coopération économique est de conserver les avantages de l'interdépendance libre de toute restriction tout en préservant la liberté d'action des États pour réaliser leurs objectifs nationaux.<sup>106</sup> En d'autres termes, l'interdépendance est autant une source de contraintes qu'une source d'avantages économiques pour les États.<sup>107</sup>

---

<sup>103</sup> Cooper, R. N. (1980). *Ibid.* p. 4.

<sup>104</sup> Cooper, R. N. (1980). *Ibid.*

<sup>105</sup> *Ibid.* p. 4-5.

<sup>106</sup> *Ibid.* p. 5.

<sup>107</sup> *Ibid.* p. 5-6.

### 2.1.1 Le lien entre l'interdépendance et la coopération

Sterling-Folker s'interroge sur la manière d'expliquer la coopération internationale. Toutefois, la thèse de l'auteure est qu'il n'existe pas de consensus sur une explication adéquate de la coopération internationale. Le problème serait la présomption de l'existence d'un lien de causalité entre l'interdépendance et la coopération qui n'a jamais été testé de manière satisfaisante.<sup>108</sup>

Selon Sterling-Folker, il existe une nette préférence des États à préserver leur autonomie politique afin de résoudre leurs problèmes internes. Ainsi, la liberté d'action des États de même que la priorité accordée aux enjeux internes peuvent entrer en conflit avec des solutions coopératives qui pourraient s'avérer être plus efficaces pour résoudre les problèmes de l'ensemble des partenaires. Autrement dit, la capacité des États à agir unilatéralement n'est pas nécessairement entravée par un système international interdépendant, pas plus que cela soit un frein à la coopération. Au contraire, la coopération multilatérale peut renforcer la volonté et la capacité des États à agir unilatéralement.<sup>109</sup>

L'économiste américain Henry C. Wallich associe la faible corrélation entre l'interdépendance et la coopération sur le plan institutionnel à un déficit d'habileté ou de volonté de la part des décideurs politiques à résoudre les problèmes monétaires. Ainsi, la réponse à l'accroissement des liens d'interdépendance est généralement de nature défensive, les autorités monétaires cherchant à résoudre leur problème de

---

<sup>108</sup> Sterling-Folker, J. (2002). *Ibid.* p. 1.

<sup>109</sup> Sterling-Folker, J. (2002). *Ibid.* p. 1-5. Selon l'auteure, la coopération serait un moyen utilisé par les États soit pour minimiser le coût des ajustements macroéconomiques, soit pour préserver le *statu quo*, soit pour persuader les autres États à procéder à des ajustements (p. 3).

paiement en laissant leur monnaie s'échanger librement sur le marché.<sup>110</sup> Selon Wallich, le niveau de coopération dans les RMI varie en fonction de trois facteurs : (i) l'évolution du poids des relations économiques internationales; (ii) la volonté politique; (iii) la capacité des institutions multilatérales à promouvoir un niveau de coopération plus élevé.<sup>111</sup> Or, selon Sterling-Folker, la décision des décideurs politiques de coopérer ou non avec leurs partenaires de même que les buts qui sont recherchés ne dépendent ni du poids des relations économiques internationales, ni de la volonté politique, ni du rôle des institutions multilatérales.<sup>112</sup> En revanche, toute politique économique mise en œuvre par un gouvernement aura des répercussions à la fois sur ses propres nationaux et sur ceux de pays étrangers.<sup>113</sup> Selon les économistes Michael J. Artis et Sylvia Ostry, l'inflation et la déflation peuvent être exportées ou importées tout comme les biens, les services et le chômage.<sup>114</sup>

Somme toute, dans un système international anarchique l'action unilatérale des gouvernements peut mener à des résultats qui sont inférieurs à ce qui pourrait être obtenu par une action collective.<sup>115</sup> C'est la présomption de l'efficacité des décisions collectives avancée par l'approche libérale contre laquelle Sterling-Folker s'inscrit en faux. Les décideurs politiques conservent une perspective unilatérale de leur champ d'action même lorsqu'ils s'engagent dans des négociations multilatérales avec leurs

---

<sup>110</sup> Wallich, H. C. (1984). Institutional cooperation in the world economy. Dans J. A. Frenkel et M. L. Mussa (dir.), *The world economic system : Performance and prospects*. (the ITT Key Issues Lectures series) (p. 85-99). Dover : Auburn House, p. 99. Voir aussi Artis, M. J. et Ostry, S. (1986). *International economic policy coordination*. (Chatham House Papers series, No. 30). London, New York : Routledge & Kegan Paul, p. 37.

<sup>111</sup> Wallich, H. C. (1984). *Ibid.* p. 99.

<sup>112</sup> Sterling-Folker, J. (2002). *Ibid.* La coopération naît plutôt de la nécessité politique de réagir aux effets de l'interdépendance économique des nations. Les États sont liés entre eux par les flux commerciaux ainsi que par la mobilité des capitaux et de la main-d'œuvre. Voir Cooper, R. N. (1980). *Ibid.* p. 3-6.

<sup>113</sup> Cooper, R. N. (1980). *Ibid.* p. 3.

<sup>114</sup> Artis, M. J. et Ostry, S. (1986). *Ibid.* p. 1.

<sup>115</sup> Artis, M. J. et Ostry, S. (1986). *Ibid.* Voir Sterling-Folker, J. (2002). *Ibid.* p. 211.



partenaires. Autrement dit, les facteurs internes dominent les considérations externes dans la prise de décision.<sup>116</sup>

## 2.2 La relation entre la politique fiscale, la balance des paiements et les taux de change

Durant les années 1980, une attention particulière a été accordée au lien entre la politique fiscale et les mouvements de la balance des paiements. Les États-Unis étaient confrontés à la formation d'un double déficit par l'accroissement d'un déficit budgétaire combiné à un déficit de la balance commerciale. La question qui se posait à l'époque était de déterminer s'il existe un lien de cause à effet entre le déficit budgétaire et le déficit de la balance commerciale.<sup>117</sup> Selon l'économiste américain John H. Makin, il est important de préciser si une économie opère sous un régime de taux de change flottant, un régime de taux de change géré ou un régime de taux de change fixe.<sup>118</sup>

Selon Makin, l'impact approximatif de la politique fiscale d'un État sur les mouvements de la balance des paiements s'explique de la manière suivante. Si par la « politique fiscale » l'on entend le cadre budgétaire du gouvernement qui arbitre entre

---

<sup>116</sup> Sterling-Folker, J. (2002). *Ibid.* p. 211-213.

<sup>117</sup> Makin, J. H. (1989). The impact of fiscal policy on the balance of payments : Recent experience in the United States. Dans M. Monti (dir.), *Fiscal policy, economic adjustment, and financial markets.* (p. 54-71). Washington, D.C., Milan : International Monetary Fund, Centro di Economia Monetaria e Finanziaria (CEMF), p. 54. Makin (1943-2015) est un économiste américain diplômé de l'Université de Chicago (Ph. D. en économie, 1970). John H. Makin est un spécialiste des questions fiscales. En 1989, il était chercheur en résidence à l'American Enterprise Institute. Le double déficit fait référence au déficit budgétaire et au déficit de la balance commerciale. Il s'agit d'une baisse combinée de l'épargne privée et de l'épargne publique. Le double déficit est financé par une entrée de capitaux à court terme en provenance de l'étranger (épargne privée étrangère) moyennant le taux de rendement qui prévaut sur les marchés.

<sup>118</sup> Makin, J. H. (1989). *Ibid.* p. 54.

les dépenses et les revenus fiscaux, et par la « balance des paiements » l'on entend le solde net du compte courant, la proposition qui suit est vraie : toute chose étant égale par ailleurs, une augmentation des dépenses gouvernementales, accompagnée d'un niveau constant des revenus fiscaux et de l'épargne privée nette, peut accroître le déficit du compte courant. Ce déficit doit être financé soit par une augmentation de l'épargne privée, soit par l'apport de nouveaux capitaux étrangers, soit par une combinaison de ces deux sources.<sup>119</sup>

Dans une économie opérant sous un régime de taux de change fixe, une politique budgétaire expansionniste peut exercer une pression à la hausse sur les taux d'intérêt. Selon le modèle de Mundell, dans un monde économique caractérisé par une mobilité parfaite des capitaux, les capitaux étrangers financent une politique fiscale expansionniste moyennant le taux d'intérêt qui a cours sur les marchés.<sup>120</sup> D'autre part, le financement du déficit budgétaire par des capitaux étrangers exerce une pression à la hausse sur le déficit de la balance des paiements. Lorsque le niveau de l'épargne privée et des capitaux étrangers est insuffisant pour compenser la baisse de l'épargne publique, cela peut exercer une pression à la hausse sur la demande de devises étrangères. En théorie, ce mouvement peut être contrebalancé par une augmentation des taux d'intérêt afin de favoriser une hausse de l'épargne privée suffisante pour financer le déficit budgétaire.<sup>121</sup>

---

<sup>119</sup> Makin, J. H. (1989). *Ibid.* p. 56.

<sup>120</sup> *Ibid.* Une politique budgétaire expansionniste signifie l'adoption d'un cadre budgétaire qui prévoit soit une augmentation des dépenses publiques combinée à des revenus de taxation stables, soit une augmentation des dépenses publiques combinée à une réduction des revenus fiscaux.

<sup>121</sup> *Ibid.*

Toutefois, la dépréciation de la devise nationale sur le marché des changes combiné à une hausse des taux d'intérêt par rapport aux taux qui ont cours sur les marchés étrangers tend à accroître l'afflux de capitaux étrangers.<sup>122</sup> En dernière analyse, dans une économie de taux de change fixe ou de taux de change flottant, l'augmentation des flux entrants de capitaux étrangers tend à amplifier le problème du déficit de la balance des paiements. Cette situation peut amener les autorités monétaires et fiscales à prendre trois décisions : (i) la banque centrale abaisse son taux directeur afin d'exercer une pression à la baisse sur les taux d'intérêt à court terme; (ii) le ministère des Finances intervient directement sur le marché des changes afin de vendre sa propre devise contre une devise forte afin de freiner ou renverser l'appréciation de sa monnaie; (iii) le gouvernement modifie son cadre fiscal en adoptant une politique budgétaire restrictive soit par une réduction des dépenses, soit par une augmentation de ses recettes, soit par une réduction des dépenses et d'une hausse des impôts.

On peut déterminer deux types d'arbitrage. Premièrement, l'arbitrage monétaire consiste à s'attaquer directement à l'instabilité des taux de change causés par le double déficit soit en intervenant sur le marché des changes, soit en exerçant une pression à la hausse ou à la baisse sur les taux d'intérêt à court terme, soit par une combinaison des deux options. Deuxièmement, l'arbitrage fiscal. La décision de réduire ou non le déficit budgétaire, d'adopter une politique d'équilibre budgétaire ou une politique expansionniste relève de choix politiques.<sup>123</sup> La difficulté est d'opérer

---

<sup>122</sup> *Ibid.* p. 56-57.

<sup>123</sup> Silber, W. L. (2012). *Volcker : The triumph of persistence*. New York : Bloomsbury Press, p. 2-3. Les choix induits par la politique fiscale ont une incidence sur l'évolution de la balance des paiements et sur les variations du prix de la monnaie nationale sur le marché des changes. La forte appréciation d'une monnaie peut à terme exercer une pression déflationniste sur les prix et les coûts tout comme la dépréciation de la monnaie peut exercer une pression inflationniste dans l'économie.

une coordination de la politique monétaire et fiscale qui favorise à la fois la stabilité des taux de change et une croissance économique non-inflationniste.<sup>124</sup>

L'économiste américain William L. Silber fait référence aux travaux de l'économiste américain Thomas J. Sargent sur les anticipations rationnelles pour expliquer le principe selon lequel une politique monétaire crédible doit être ancrée à une politique fiscale soutenable. En d'autres termes, la politique monétaire d'un État devient crédible lorsque la politique fiscale du gouvernement est compatible aux objectifs d'une croissance économique non-inflationniste.<sup>125</sup> Toutefois, aux efforts de coordination interne de la politique fiscale et de la politique monétaire doit s'ajouter une coordination externe entre les principaux partenaires commerciaux. Selon Makin, pour une économie ouverte dotée d'un secteur des services développé comme les États-Unis et qui opère sous un régime de taux de change flottant, la stabilité des taux de change requiert une coordination active des politiques fiscales et monétaires entre ces derniers et leurs principaux partenaires économiques. Pourtant, selon Makin,

---

<sup>124</sup>Volcker, P. A. (1978). The political economy of the dollar. *Quarterly Review of the Federal Reserve Bank of New York*, 3(4), 1-12. Volcker fait référence à une "intégration gérée" pour défendre la thèse d'une gouvernance collective du système monétaire international dans le cadre d'un régime de taux de change flexible (p. 8-12). Selon Volcker, l'histoire démontre que « la monnaie ne se gère pas toute seule » (p. 10). La volatilité des taux de change combinés à un déséquilibre de la balance des paiements peut provoquer deux types de réponses de la part des États affectés. D'une part, les gouvernements et les autorités monétaires peuvent apporter des ajustements à la politique fiscale et monétaire de manière unilatérale ou en étroite collaboration avec leurs partenaires. D'autre part, les gouvernements peuvent résister aux pressions extérieures soit par une politique commerciale protectionniste, soit en intervenant directement sur le marché des changes, soit par une combinaison des deux mesures.

<sup>125</sup>Silber, W. L. (2012). *Ibid.* p. 2-3, 188-189. Selon l'auteur, Paul A. Volcker, alors qu'il était président du Conseil des gouverneurs du système de la Réserve fédérale des États-Unis de 1979 à 1987, se serait en partie inspiré du concept des anticipations rationnelles développé par Thomas J. Sargent pour mettre en place une politique qui repose sur le contrôle de l'expansion des agrégats monétaires (p. 2-3, 159-164, 177). Sargent a travaillé sur le concept des anticipations rationnelles pour expliquer le phénomène d'hyperinflation qui a affecté l'Allemagne et certains pays d'Europe centrale durant les années 1920. Voir son ouvrage. Sargent, T. J. (2013). *Rational expectations and inflation*. (3<sup>rd</sup> ed.). Princeton, Oxford : Princeton University Press.

aucun effort de coordination notable n'a émergé au cours des années 1980.<sup>126</sup> La coopération internationale entre les grandes puissances économiques en vue de coordonner entre elles leurs politiques fiscales et monétaires est, en général, un phénomène rare selon l'économiste américain James Tobin.<sup>127</sup> Le principal problème qui constitue un frein à la coordination est la relative inflexibilité de la politique fiscale. Cela est dû au fait que le cadre fiscal d'un État est le produit d'un arbitrage politique et idéologique. La solution serait de permettre une certaine flexibilité dans les choix budgétaires afin de ne pas faire incomber à la seule politique monétaire la responsabilité de la stabilité économique d'un pays.<sup>128</sup>

Le risque principal d'une coordination imparfaite ou inexistante des politiques fiscales et monétaires des pays du G-7 est une augmentation de la volatilité des taux de change et une amplification des déséquilibres de la balance des paiements. Les désordres monétaires qui pourraient s'ensuivre peuvent conduire certains pays à choisir l'option de la stabilisation du cours de leur monnaie plutôt que d'opérer des ajustements structurels à leur politique fiscale. L'accentuation du déséquilibre de la balance commerciale pourrait conduire certains pays aux prises avec un déficit à prendre des mesures unilatérales en haussant les barrières au commerce. Selon Makin et Tobin, une telle politique de repli pourrait provoquer des effets non désirés, dont une baisse du niveau de vie et de la productivité, à l'échelle mondiale.<sup>129</sup>

---

<sup>126</sup> Makin, J. H. (1989). *Ibid.* p. 57.

<sup>127</sup> Tobin, J. (1987). Agenda for international coordination of macroeconomic policies. Dans P. A. Volcker *et al.*, *International monetary cooperation : Essays in honor of Henry C. Wallich*. (Essays in International Finance, No. 169) (p. 61-69). Princeton : Princeton University, p. 61-63, 68.

<sup>128</sup> *Ibid.* p. 68.

<sup>129</sup> Makin, J. H. (1989). *Ibid.* p. 71. Tobin, J. (1987). *Ibid.* p. 68. Les pays du G-7 sont les États-Unis d'Amérique, le Royaume-Uni, la France, la République fédérale d'Allemagne, le Japon, le Canada et l'Italie.

En dernière analyse, le problème de la coopération monétaire réside, en partie, dans l'interconnexion des marchés financiers. La coopération est limitée par la volonté des États de conserver leur autonomie alors que la capacité des États à réagir contre les crises monétaires est limitée par la mobilité des capitaux sur les marchés.<sup>130</sup>

### 2.3 Le problème de la coordination des politiques macroéconomiques

Selon le politologue canadien Michael C. Webb, la coordination des politiques économiques entre les pays industrialisés tente de réconcilier un mouvement vers la libéralisation des marchés avec la volonté des États de maintenir la stabilité politique et économique à l'intérieur de leurs frontières. Webb établit un lien entre la mobilité croissante des capitaux durant les années 1970 et les efforts des États dans le sens d'une coordination des politiques monétaires et fiscales afin de mitiger les effets des flux de capitaux sur les marchés.<sup>131</sup> Cependant, les politiques monétaires et fiscales sont difficiles à coordonner parce qu'elles constituent un levier de politique économique qui s'avère crucial pour les gouvernements et les autorités monétaires.<sup>132</sup>

Webb fait deux remarques importantes. Premièrement, la coordination des politiques monétaires et fiscales tend à limiter l'autonomie des gouvernements. Deuxièmement, les efforts de coordination durant les années 1970-1980 n'ont pas apporté la stabilité économique et monétaire souhaitée par les gouvernements.<sup>133</sup> Dans un monde

---

<sup>130</sup> Webb, M. C. (1995). *The political economy of policy coordination : International adjustment since 1945*. Ithaca : Cornell University Press, p. ix-x, 187. Webb est détenteur d'un doctorat en science politique de l'Université Stanford et est professeur de science politique à l'Université de Victoria en Colombie-Britannique.

<sup>131</sup> *Ibid.* p. ix.

<sup>132</sup> Webb, M. C. (1995). *Ibid.*

<sup>133</sup> *Ibid.* p. ix-x.

économique caractérisé par un régime de taux de change flexible et une mobilité quasi parfaite des capitaux, les gouvernements ont une faible tolérance pour la volatilité des taux de change.<sup>134</sup> En d'autres mots, il subsiste une tension constante entre la volonté des États de préserver leur autonomie et les contraintes externes.

De manière générale, les efforts de coordination des politiques économiques entre les États sont conséquents avec la nature instable des marchés financiers et les répercussions des événements de marché sur les économies nationales. Il existe une autre raison à la continuité du processus de coopération. La thèse centrale de Webb est que les limites à l'influence des États-Unis en matière de coordination des politiques macroéconomiques ne les empêchent nullement de dominer l'agenda de la coopération monétaire.<sup>135</sup> Cela découle probablement du rôle dominant joué par le dollar américain dans le système monétaire international.<sup>136</sup>

### 2.3.1 La typologie et l'opérationnalisation de la coordination

Cette partie étudie la question portant sur la coordination des politiques économiques transfrontalières. Selon les économistes Raman, Qian Liu et Das, il existe une tradition en économie pour l'analyse des répercussions transfrontalières des politiques économiques nationales. Certaines externalités, dont l'impact inattendu d'un ajustement à la politique monétaire d'un État sur l'évolution des taux d'intérêt dans un autre État, peuvent amener les États à coopérer étroitement entre eux afin de

---

<sup>134</sup> *Ibid.* p. ix-x, 187.

<sup>135</sup> *Ibid.* p. 250.

<sup>136</sup> Kindleberger, C. P. (1987). *International capital movements*. (Marshall Lectures series, 1985). Cambridge, New York : Cambridge University Press, p. 87. Selon l'économiste américain Charles P. Kindleberger, le maintien de la libre circulation des biens et des services est secondaire à l'importance de la coordination des politiques macroéconomiques, à la stabilisation du marché des changes et au maintien d'un prêteur international de dernier ressort (liquidités) en cas de crise monétaire. Voir aussi Cooper, R. N. (1980). *Ibid.* p. 3. Sterling-Folker, J. (2002). *Ibid.* p. 3-5.

minimiser les effets non désirés.<sup>137</sup> Selon les auteurs, la coordination est définie de manière très large par la littérature. Cette dernière associe la coordination à l'action collective qui vise à produire des résultats plus proches des attentes que par l'action unilatérale.<sup>138</sup> En étudiant la typologie et l'opérationnalisation de la coordination, on peut expliquer, en partie du moins, le processus des discussions entre les chefs d'État et de gouvernement des pays du G-7 à Londres et à Bonn.<sup>139</sup>

Raman, Qian Liu et Das expliquent que, malgré le rôle important joué par la coopération dans le dialogue politique, la littérature ne fournit pas un cadre d'analyse précis pour aborder le problème de la coordination des politiques économiques. Les auteurs proposent d'étudier le pourquoi et l'opérationnalisation de ce processus pour ensuite déterminer les formes que peut prendre la coopération en fonction des enjeux et des caractéristiques des acteurs.<sup>140</sup> La logique qui sous-tend toute politique de coordination est la présence d'externalités économiques. Ces externalités peuvent produire soit des gains ou des pertes de richesse. Le processus de coordination des politiques économiques a donc pour objet de réduire les effets négatifs et d'amplifier les effets positifs de ces externalités.<sup>141</sup> Selon Raman, Qian Liu et Das, il existe trois grandes catégories d'externalités. La première implique les répercussions externes

---

<sup>137</sup> Raman, N., Qian Liu, L. et Das, S. (2016). International policy coordination: Why, when, and how. Dans T. Bayoumi, S. Pickford et P. Subacchi (dir.), *Managing complexity : Economic policy cooperation after the crisis*. (p. 353-383). Washington, D.C. : Brookings Institution Press, p. 353-354.

<sup>138</sup> *Ibid.* p. 354.

<sup>139</sup> La question que l'on peut se poser est de déterminer si le G-7 peut être qualifié de quasi-institution multilatérale. Voir à ce sujet la critique que font J. Robert Schaetzel, diplomate et fonctionnaire de carrière au département d'État des États-Unis, et Harald B. Malmgren, économiste américain, sur les sommets économiques du G-7. Schaetzel, J. R. et Malmgren, H. B. (1980). Talking Heads. *Foreign Policy*, 39 (Summer), 130-142. Les auteurs font référence au G-7 comme étant une quasi-institution internationale (p. 130-131). Récupéré de <https://www.jstor.org/stable/1148416>

<sup>140</sup> Raman, N., Qian Liu, L. et Das, S. (2016). *Ibid.* p. 354-355.

<sup>141</sup> Raman, N., Qian Liu, L. et Das, S. (2016). *Ibid.* p. 355. Les auteurs font référence à un optimum de Pareto. Il s'agit d'un terme utilisé en économie pour définir un point d'équilibre optimal au-delà duquel toute nouvelle action peut entraîner un déséquilibre.



des politiques nationales. La mise en œuvre d'une politique économique par un État de manière unilatérale peut avoir des effets contreproductifs sur la santé économique d'un autre État. La deuxième implique les conséquences d'une asymétrie de l'information sur la capacité des États à tolérer un certain niveau de risque de marché. La troisième implique la capacité des marchés financiers à absorber les déséquilibres monétaires qui ont un impact sur la volatilité des prix des actifs.<sup>142</sup>

L'économiste japonais Koichi Hamada est l'un des pionniers dans les travaux portant sur la coordination des politiques macroéconomiques.<sup>143</sup> Dans un article scientifique publié en 1976, Hamada étudie l'interdépendance des politiques monétaires sous un régime de taux de change fixe. En appliquant la théorie des jeux, Hamada conclut qu'une action collective pour coordonner les politiques monétaires nationales peut contribuer à réduire le risque d'instabilité qui pourrait émerger d'une approche inflationniste ou déflationniste.<sup>144</sup> Selon Raman, Qian Liu et Das, les préalables à une action collective se résument à trois conditions. La première est un accord général sur le problème à résoudre et sur les solutions pour y remédier. La deuxième est un accord sur les mesures pour lesquelles chacun des partenaires est disposé à s'engager. La troisième est une entente sur un mécanisme de suivi afin de s'assurer de l'application des accords.<sup>145</sup> Les actions envisagées par les partenaires peuvent

---

<sup>142</sup> *Ibid.* p. 357-358. Les flux monétaires (entrants et sortants) peuvent avoir des effets différents d'une économie nationale à l'autre ou entre un pays aux prises avec un déficit de sa balance des paiements et un pays disposant d'un surplus (p. 358).

<sup>143</sup> *Ibid.* p. 358. Koichi Hamada est un économiste japonais et professeur d'économie émérite à l'Université de Yale. Il a obtenu un doctorat en économie de la même Université en 1965. Voir Hamada, K. (1976). A strategic analysis of monetary interdependence. *Journal of Political Economy*, 84(4) (Part 1), 677-700. Récupéré de <https://www.jstor.org/stable/1831327>

<sup>144</sup> Raman, N., Qian Liu, L. et Das, S. (2016). *Ibid.* Voir les remarques de Hamada, K. (1976). *Ibid.* p. 677, 698-699.

<sup>145</sup> Raman, N., Qian Liu, L. et Das, S. (2016). *Ibid.* p. 364. Les auteurs mentionnent l'importance de s'assurer que les incitatifs à l'application intégrale des accords sont crédibles et sans ambiguïté (p. 365).

être soit de nature symétrique, c'est-à-dire ayant un but commun, soit de nature asymétrique, c'est-à-dire ayant des buts différents, mais qui se renforcent mutuellement en vue d'atteindre un objectif commun.<sup>146</sup>

Les décideurs politiques qui envisagent de privilégier la voie de l'action collective doivent faire face à certains obstacles concernant l'approche décisionnelle, les instruments d'intervention et les résultats espérés. D'une part, les obstacles sont d'ordre idéologique. Les décideurs politiques ne partagent pas toujours le même modèle économique, la même lecture des problèmes économiques, ni les mêmes priorités politiques. D'autre part, les obstacles sont d'ordre politique. Les partenaires doivent faire face à l'incertitude quant aux résultats d'une action collective, ce qui peut limiter la portée de leur engagement.<sup>147</sup>

La classification des mécanismes de coordination retenue par Raman, Qian Liu et Das repose sur une approche fondée sur des règles et sur une approche discrétionnaire. L'approche par les règles implique que les parties à un accord de coordination s'engagent à mettre en œuvre une politique selon un cadre d'application défini. Les principaux avantages d'une approche par les règles sont : (i) la prévisibilité de l'action politique; (ii) la réduction des sources de conflit; (iii) la clarté des obligations.<sup>148</sup> Cependant, le problème que pose cette approche est son manque de flexibilité par rapport à des circonstances changeantes qui peuvent nécessiter des ajustements temporaires ou une renégociation de l'accord initial. D'autre part, cette approche ne peut réussir que si les négociations portent sur des enjeux précis qui font

---

<sup>146</sup> *Ibid.* p. 364-365.

<sup>147</sup> *Ibid.* p. 365.

<sup>148</sup> *Ibid.* p. 366. Les auteurs définissent le concept de "règle" comme étant un agrément à un ensemble de principes politiques et d'engagements qui sont le produit de conventions entre gouvernements et de la formalisation de normes reconnues (p. 373).

l'objet d'un consensus.<sup>149</sup> Ainsi, le manque de flexibilité des règles et l'importance de parvenir à un consensus sur les modalités de l'action collective peuvent conduire les parties à s'entendre sur une formule d'accord de coordination hybride.<sup>150</sup>

Selon Raman, Qian Liu et Das, la coordination internationale des vingt dernières années a pris la forme d'arrangements discrétionnaires en réponse à des crises financières ponctuelles. Ces arrangements ont conduit à la création de nouvelles institutions comme le G-20 et le Conseil de la stabilité financière dans la foulée de la crise financière en Asie (1997-1998). Somme toute, la coordination est, en général, le produit d'un accord de type discrétionnaire.<sup>151</sup> Le mécanisme de coordination des politiques macroéconomiques doit être suffisamment souple pour s'adapter à un environnement opérationnel changeant. Les auteurs sont toutefois d'avis que l'évolution vers une plus grande intégration économique et monétaire pourrait, à terme, mener à une action collective institutionnalisée plutôt que discrétionnaire.<sup>152</sup> Le contre-argument proposé par Cooper est que les régimes fondés sur des règles ne peuvent pas toujours résoudre les conflits qui émergent des crises monétaires. Lorsque ce type de régime devient trop rigide, les États ont tendance à remettre en question la validité des règles de même que l'utilité des institutions.<sup>153</sup> D'autre part, même au sein de coalitions plus ou moins homogènes les intérêts des États ne coïncident jamais complètement. Selon le politologue américain Robert O. Keohane,

---

<sup>149</sup> Raman, N., Qian Liu, L. et Das, S. (2016). *Ibid.* p. 366-367.

<sup>150</sup> *Ibid.* p. 367. Un accord de coordination hybride peut prévoir des règles tout en accordant une marge d'actions discrétionnaire aux parties pour faire face à des événements imprévus.

<sup>151</sup> *Ibid.* p. 376.

<sup>152</sup> *Ibid.*

<sup>153</sup> Cooper, R. N. (1985). *Ibid.* p. 1228.

la source de ces différends réside dans la question de qui doit prendre en charge l'essentiel des coûts associés aux ajustements demandés par la coopération.<sup>154</sup>

L'action collective souffre en général de la relative faiblesse du leadership dans les relations internationales. L'action de bâtir une coalition d'États de même que de rallier la société civile autour d'un but commun requiert une vision claire des objectifs à atteindre ainsi qu'un effort constant pour les réaliser. À cet égard, Cooper reprend la thèse centrale de Kindleberger qui affirme que la cause de la *Grande Dépression* des années trente et du déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale fut l'absence d'un leadership efficient dans le système international.<sup>155</sup> La présence d'une puissance hégémonique s'explique, en partie, par les exigences du système monétaire international (SMI) d'après-guerre. Selon Kindleberger, certaines fonctions du SMI sont critiquées : (i) la coordination des politiques macroéconomiques (ajustements); (ii) la réduction des fluctuations des taux de change (stabilisation); (iii) le maintien d'un prêteur de dernier ressort (liquidités).<sup>156</sup> Ces fonctions exigent un leadership fort qui a été pris en charge par les États-Unis depuis 1945, principalement à cause du rôle quasi hégémonique joué par le dollar dans le SMI.<sup>157</sup> Cependant, le concept de "leadership hégémonique" peut ne pas expliquer de manière satisfaisante le rôle joué à fois par les États-Unis et par le dollar. Dans la préface d'un rapport de politique publique publié par le *Atlantic Council*, Henry H. Fowler, juriste américain

---

<sup>154</sup> Keohane, R. O. (1979). U.S. foreign economic policy toward other advanced capitalist states : The struggle to make others adjust. Dans K. A. Oye, D. Rothchild et R. J. Lieber (dir.), *Eagle entangled : U.S. foreign policy in a complex world*. (p. 91-122). New York, London : Longman, p. 118.

<sup>155</sup> Cooper, R. N. (1985). *Ibid.* p. 1230.

<sup>156</sup> Kindleberger, C. P. (1987). *Ibid.* p. 87.

<sup>157</sup> Webb, M. C. (1995). *Ibid.* p. 250.

et ancien secrétaire au Trésor dans l'administration Johnson (1965-1968), fait référence au concept de leadership collectif.<sup>158</sup>

### 2.3.2 Le leadership collectif dans les relations monétaires internationales

Selon Karl Otto Pöhl, économiste allemand et ancien président de la Bundesbank, ce qui facilite la coordination des politiques économiques et monétaires est la volonté des États à prendre en considération les répercussions de leurs politiques sur la santé économique de leurs partenaires. L'absence de toute volonté politique en ce sens ne peut être contrebalancée par un système fondé sur des règles.<sup>159</sup> Cela signifie que dans un système international anarchique où la souveraineté des États est la règle, la politique économique et monétaire d'un État est formulée en fonction de ses intérêts nationaux. En d'autres mots, la coopération internationale, y compris à travers les institutions multilatérales, est limitée. Il revient aux gouvernements de décider de la forme des contacts et de la teneur des discussions avec leurs partenaires étrangers sur des enjeux communs.

Les décisions politiques sont soit de nature unilatérales, soit collectives, mais leur exécution demeure une prérogative souveraine. Selon Pöhl, l'application d'une décision collective implique un haut degré de confiance entre les partenaires nationaux.<sup>160</sup> En revanche, l'issue des négociations portant sur un accord de coordination est incertaine du fait que les intérêts des partenaires et leur perception des enjeux ne coïncident pas toujours.<sup>161</sup> Toutefois, selon Pöhl, l'alternative à la

---

<sup>158</sup> The Atlantic Council of the United States (1977). *Harmonizing economic policy : Summit meetings and collective leadership*. (Report of the Atlantic Council's Group on Economic policy, Policy papers) (Economic series) (p. 34). Washington, D.C., p. 2. Voir la préface rédigée par Henry H. Fowler (p. 1-2). Fowler fait référence à un leadership collectif organisé au plus haut niveau et à un usage approprié des organisations multilatérales (p. 2).

<sup>159</sup> Pöhl, K. O. (1987). *Ibid.* p. 20.

<sup>160</sup> Pöhl, K. O. (1987). *Ibid.* p. 20.

<sup>161</sup> Keohane, R. O. (1979). *Ibid.* p. 118.

coopération pour résoudre les déséquilibres monétaires est le protectionnisme. Les conséquences sont essentiellement une baisse de l'activité économique et une hausse de l'inflation. Cela pourrait avoir des répercussions négatives sur le volume des investissements, la croissance des échanges commerciaux, et le niveau de l'emploi.<sup>162</sup>

En dernière analyse, la coopération demeure un outil politique nécessaire, mais dont la finalité est à la fois incertaine et indéterminée. Selon l'économiste espagnol Manuel Guitián, les mécanismes de coordination économique et monétaire doivent être hybrides, c'est-à-dire prévoir aussi bien des règles générales que des normes d'exception. La distinction entre la règle et la discrétion doit en être une de degré et non de substance.<sup>163</sup>

#### 2.4 Les limites de la coordination des politiques macroéconomiques

Cette partie étudie les limites à la coordination des politiques macroéconomiques qui peuvent être amenées par un débat entre deux arguments à propos des facteurs qui favorisent l'emploi et la croissance économique. Le premier argument, défendu par le Chancelier de la RFA Helmut Schmidt, est que la stabilité des prix et des coûts stimule les investissements, la création d'emploi et la demande intérieure.<sup>164</sup> Le

---

<sup>162</sup> Pöhl, K. O. (1987). *Ibid.* p. 26.

<sup>163</sup> Guitián, M. (1992). *Rules and discretion in international economic policy*. (Occasional Paper series, No. 97). Washington, D.C.: International Monetary Fund, p. 1.

<sup>164</sup> United States Congress Senate (1977). *U.S. foreign economic policy issues : The United Kingdom, France, and West Germany*. (Staff report No. 85-023) (p. 32). Washington, D.C., p. 26-28. La position du gouvernement allemand est qu'une croissance économique stable et un taux d'inflation relativement faible offrent de meilleures conditions pour une amélioration de la situation de l'emploi (p. 27). Il est donc important de maintenir un équilibre entre la production et la demande intérieure afin de favoriser la stabilité des prix et des coûts (pp. 27-28). Voir aussi Hajnal, P. I. (dir.) (1989). London, 7-8 May 1977. Dans *The seven-power summit : Documents from the summits of industrialized countries, 1975-1989*. (p. 29-42). Millwood : Kraus International Publications, p. 33.

second argument, défendu par l'administration Carter, est qu'une politique fiscale expansionniste favorise la création d'emploi et stimule la demande intérieure.<sup>165</sup> Toutefois, la solution au problème de la croissance économique dans les pays industrialisés, dans un contexte de stagflation, réside peut-être dans la coordination des politiques fiscales et monétaires.<sup>166</sup> Selon l'économiste américain W. Carl Biven, ce qui sépare l'argument américain de l'argument allemand est l'expérience économique vécue par les deux nations durant la période de l'entre-deux-guerres. Les Américains sont généralement préoccupés par le problème du chômage alors que les Allemands craignent l'inflation. Cela est dû au fait que les États-Unis ont été profondément marqués par les répercussions de la *Grande Dépression* des années 1930, alors que l'Allemagne a été marquée par l'expérience de l'hyperinflation du

---

Le communiqué du sommet de Londres inclut une phrase qui affirme que l'inflation ne réduit pas le chômage, elle en est la principale cause (traduction libre). Cette phrase reflète la position allemande selon laquelle une politique fiscale expansionniste exacerbe le problème du chômage plutôt que de le résoudre.

<sup>165</sup> Biven, W. C. (2002). *Jimmy Carter's economy : Policy in an age of limits*. Chapel Hill, London : The University of North Carolina Press, p. 27, 34-35. La plateforme économique de Jimmy Carter publiée en avril 1976 prévoyait une politique fiscale contracyclique afin de stimuler la demande intérieure et la production. Cependant, cette politique doit tendre vers l'équilibre budgétaire dans un environnement de plein-emploi (p. 34). Voir aussi Hajnal, P. I. (dir.) (1989). *Ibid.* p. 33. Le communiqué de Londres reflète également le dilemme auquel les décideurs politiques sont confrontés, à savoir quelle est la priorité à accorder au chômage et à l'inflation. Cette phrase extraite de la déclaration du G-7 à Londres est intéressante : la tâche la plus urgente est la création d'emploi tout en luttant contre l'inflation (traduction libre) (p. 33). Voir aussi Silber, W. L. (2012). *Volcker : The triumph of persistence*. New York : Bloomsbury Press, p. 299-300. Dans ses remarques finales, Silber, économiste américain, affirme qu'un engagement du gouvernement à atteindre l'équilibre budgétaire dans un environnement de plein-emploi renforce la crédibilité de la politique fiscale qui est nécessaire pour neutraliser le risque d'inflation à sa source (p. 300). Cette remarque appuie et confirme, d'une certaine manière, la préférence du Président Carter pour un budget fédéral équilibré lorsque l'économie américaine atteint son plein potentiel productif.

<sup>166</sup> Biven, W. C. (2002). *Ibid.* p. 35. Selon l'économiste américain W. Carl Biven, le candidat à la présidence des États-Unis Jimmy Carter affirmait en mai 1976 qu'à court terme, la politique monétaire devrait favoriser une augmentation de la masse monétaire afin de stimuler l'économie. Cependant, à long terme, le gouvernement des États-Unis devrait privilégier une coordination plus étroite entre la politique fiscale et la politique monétaire. Voir Silber, W. L. (2012). *Ibid.* p. 3. Silber cite l'économiste américain Thomas J. Sargent qui affirme qu'une politique monétaire crédible repose avant tout sur une politique fiscale responsable. D'autre part, le problème de la coordination nous amène à réfléchir sur deux objectifs collatéraux qui sont la stabilité monétaire et la croissance des investissements.

début des années 1920.<sup>167</sup> C'est ce qui explique, du moins en partie, les divergences de vues entre les décideurs politiques américains et allemands.

La coordination des politiques macroéconomiques, en général, et les politiques de gestion de la demande, en particulier, font référence à des consultations interétatiques qui visent l'harmonisation et le renforcement mutuel des objectifs économiques nationaux en ce qui concerne l'emploi, la croissance économique, l'inflation, les taux d'intérêt et la balance des paiements.<sup>168</sup> Selon l'économiste néerlandais Jacques J. Polak, la littérature scientifique associe généralement la coordination des politiques économiques à l'interdépendance des nations.<sup>169</sup> Henry H. Fowler, juriste américain et ancien secrétaire au Trésor de 1965 à 1968, affirme que la réalité contemporaine de l'interdépendance économique requiert, de la part des pays industrialisés, un engagement à trois niveaux : (i) l'harmonisation des politiques économiques internes et externes; (ii) l'organisation d'un leadership collectif fonctionnel au sein du G-7; (iii) l'usage approprié des institutions multilatérales existantes.<sup>170</sup>

---

<sup>167</sup> Biven, W. C. (2002). *Ibid.* p. 99-100. Afin d'illustrer l'influence de l'histoire économique des nations sur les priorités de l'Allemagne et des États-Unis, Biven relate la conversation entre le ministre allemand de l'Économie, Ludwig Erhard, et le Président Eisenhower en 1958. Selon Erhard, le danger qui plane sur la politique économique des États-Unis est une réaction exagérée au moindre indice d'une récession. Cela pourrait représenter un risque élevé d'inflation à long terme (p. 100).

<sup>168</sup> Polak, J. J. (1981). *Coordination of national economic policies*. (Occasional Papers series, No. 7). New York : Group of Thirty, p. 9. Document récupéré de <https://group30.org/publications/detail/14>. Jacques Jacobus Polak (1914 – 2010) est un économiste néerlandais. L'Université d'Amsterdam lui a décerné un doctorat en économie en 1937. Polak a travaillé comme économiste à la Société des Nations et fut membre de la délégation des Pays-Bas à la Conférence de Bretton Woods en 1944. Polak fait référence à un rapport du groupe de travail sur la politique économique du *Conseil Atlantique*. Voir aussi *The Atlantic Council of the United States* (1977). *Ibid.* p. 5.

<sup>169</sup> Polak, J. J. (1981). *Ibid.* p. 9.

<sup>170</sup> Fowler, H. H. (1977). Foreword. Dans *Harmonizing economic policy : Summit meetings and collective leadership*. (p. 1-2). *Ibid.* p. 2. Voir *The Atlantic Council of the United States* (1977). *Ibid.* p. 7-8.



Toutefois, selon Polak, l'interdépendance économique n'est pas un phénomène nouveau et ne garantit aucunement le succès des efforts de coordination. La difficulté de parvenir à un accord de coordination, particulièrement en ce qui a trait aux politiques de gestion de la demande, est due au fait que les gouvernements sont eux-mêmes engagés dans la mise en œuvre de politiques qui visent une croissance optimale et le plein-emploi.<sup>171</sup> D'autre part, les gouvernements doivent en même temps concilier leurs objectifs de croissance avec d'autres priorités économiques telles que le contrôle de l'inflation, l'équilibre budgétaire et la compétitivité des entreprises. Lorsque les gouvernements parviennent à un compromis acceptable, il devient difficile de négocier un accord international qui modifie ce consensus.<sup>172</sup> En d'autres mots, les gouvernements nationaux ont tendance à résister aux pressions extérieures qui remettent en question leur politique économique.<sup>173</sup>

Selon Polak, l'intérêt pour la coordination des politiques macroéconomiques fut motivé par la volonté d'éviter des variations importantes dans les taux de change. De manière plus précise, il existe une thèse selon laquelle la convergence des politiques de croissance pourrait amener un rééquilibrage de la balance des paiements, ce qui rendrait caduque une intervention des autorités monétaires pour déprécier le dollar américain. En ce sens, il y aurait un intérêt parmi les grandes puissances industrielles à éviter, autant que possible, une forte dépréciation du principal actif de réserve dans le système monétaire international, le dollar.<sup>174</sup> Toutefois, selon Polak, cette idée selon laquelle la stabilité des taux de change peut être réalisée par une coordination

---

<sup>171</sup> Polak, J. J. (1981). *Ibid.* p. 9-11.

<sup>172</sup> *Ibid.* p. 11.

<sup>173</sup> *Ibid.*

<sup>174</sup> *Ibid.* p. 11-12.

des taux de croissance comporte non seulement un coût pour ce qui est de l'atteinte des objectifs économiques nationaux, mais aussi de l'incertitude quant aux effets.<sup>175</sup>

En dernière analyse, selon Polak, il n'existe aucun élément probant pour soutenir la thèse selon laquelle les déséquilibres de la demande mondiale agrégée peuvent être corrigés par la coordination des politiques macroéconomiques.<sup>176</sup> L'exemple donné par Polak est intéressant. À l'issue de la réunion du *Comité des vingt* (C-20) à Rome, en janvier 1974, la recommandation adressée aux pays industrialisés importateurs de pétrole était de ne pas éliminer leur déficit de la balance des paiements par des mesures restrictives ou déflationnistes.<sup>177</sup> La conférence de Rome de 1974 faisait suite au choc pétrolier de décembre 1973. L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) avait pris la décision de quadrupler le prix du baril de pétrole.<sup>178</sup> Les gouvernements des pays du G-7 ont affronté le problème du choc pétrolier soit par la déflation, soit par l'inflation ou soit par des mesures de stabilisation économique. La France, l'Italie et le Royaume-Uni ont choisi de stabiliser la demande intérieure au

---

<sup>175</sup> *Ibid.* p. 12.

<sup>176</sup> *Ibid.*

<sup>177</sup> *Ibid.* p. 12-13. Selon Polak, les actions visées peuvent être une intervention sur le marché des changes, la mise en œuvre d'une politique monétaire restrictive et la limitation des importations de pétrole (p. 13). Le Comité des vingt fut créé le 26 juillet 1972 par une résolution du Conseil des gouverneurs du FMI. Sa mission consistait à réfléchir sur la réforme du système monétaire international. Voir la note de l'Union des Associations internationales [UAI-UIA] sur le Comité monétaire et financier international (CMFI) du FMI. Document consulté en ligne le 14 août 2019 et récupéré de <https://uia.org/s/or/en/1100022853>. Voir aussi Abrams, A. (2009). The IMF Council of Governors. Dans R. Lamdany et L. Martinez-Diaz (dir.), *Studies of IMF governance : A compendium*. (p. 43-57). Washington, D.C. : International Monetary Fund, p. 45.

<sup>178</sup> Sargent, D. J. (2017). *A superpower transformed : The remaking of American foreign relations in the 1970s*. (1<sup>st</sup> ed., 2015). Oxford, New York : Oxford University Press, p. 243. Selon Sargent, le prix du pétrole brut saoudien est passé de 10 dollars le baril, en termes réels, en 1970 à près de 45 dollars le baril en 1977.

moyen d'une politique fiscale expansionniste. Les États-Unis, la RFA et le Japon ont fait le choix de lutter contre l'inflation et de stabiliser leur balance des paiements.<sup>179</sup>

L'absence de coordination dans le choix de ces politiques aurait, en partie, contribué à creuser l'écart entre pays créditeurs et pays débiteurs au sein du G-7. Pourtant, il est difficile de porter un jugement définitif sur cette question.<sup>180</sup> La solution à ce problème serait de proposer un ensemble de règles et de principes reconnus par les partenaires dans le but de guider les politiques de croissance économique des pays industrialisés.<sup>181</sup> La formulation de critères et d'indicateurs de croissance vise à renforcer la coopération économique internationale autour de deux modèles de gouvernance. Le premier modèle est celui de la gouvernance institutionnelle fondée sur des règles. À cet égard, le rôle de surveillance du FMI est purement technique et consiste à développer les critères économiques qui servent à évaluer les politiques nationales.<sup>182</sup> Le deuxième modèle est celui d'une gouvernance collective, mais discrétionnaire. Ce modèle de gouvernance fait référence aux réunions du G-7, mais aussi aux conférences ministérielles du G-5 qui réunissent les ministres des Finances et les gouverneurs des banques centrales des principaux pays industrialisés.<sup>183</sup>

---

<sup>179</sup> Polak, J. J. (1981). *Ibid.* p. 13. Le cas des États-Unis est particulier. Ce pays est à la fois un producteur de pétrole et un importateur net de pétrole. La sensibilité des États-Unis aux variations des prix mondiaux du pétrole est relativement moindre que celle des pays importateurs de pétrole comme la France, l'Allemagne et le Japon. Au cours des années 1970, le Royaume-Uni a investi une part importante de capitaux empruntés à l'étranger pour exploiter ses champs pétrolifères en mer du Nord. Voir United States Congress Senate (1977). *Ibid.* p. 2-3.

<sup>180</sup> Polak, J. J. (1981). *Ibid.*

<sup>181</sup> *Ibid.* p. 13.

<sup>182</sup> *Ibid.* p. 13-15.

<sup>183</sup> Les principaux forums institutionnels qui participent activement à ce cycle de négociations et de consultations sont le FMI, l'OCDE, le GATT/OMC et la Banque des règlements internationaux (BRI). Voir aussi Lindbeck, C. A. E. (1979). *International coordination of national economic policies : Commentaries*. Dans S. I. Katz (dir.), *U.S.-European monetary relations*. (p. 223-230). Washington, D.C. : American Enterprise Institute for Public Policy Research, p. 228-229. Carl Assar Eugén Lindbeck est un économiste suédois diplômé de l'Université de Stockholm (Ph. D., 1963). Il est professeur d'économie internationale à l'Université de Stockholm.

La réunion du C-20 tenue à Mexico le 30 avril 1978 a produit un consensus autour d'une stratégie globale qui vise à supporter et à renforcer la croissance économique mondiale. Ce plan comporte quatre grands objectifs: (1) promouvoir une croissance économique non-inflationniste; (2) promouvoir le plein-emploi; (3) la réduction des déséquilibres de la balance des paiements; (4) la mise en œuvre de mesures de conservation d'énergie. L'application de cette stratégie est discrétionnaire en fonction de certaines cibles (variables) définies par chacun des partenaires. Les variables déterminées par le C-20 sont : (i) le taux d'inflation; (ii) le solde de la balance des paiements; (iii) l'écart courant et espéré entre le niveau de production réel et le potentiel de production.<sup>184</sup> Ces critères laissent une marge d'interprétation discrétionnaire aux États, mais peuvent être utilisés par le FMI pour évaluer la performance économique de ces derniers et pour déterminer les mesures correctrices le cas échéant.<sup>185</sup> Cette approche fait appel à une gouvernance institutionnelle, mais discrétionnaire.<sup>186</sup> Le FMI se voit ainsi confier un pouvoir de surveillance fondé sur des critères objectifs d'analyse.

---

<sup>184</sup> Polak, J. J. (1981). *Ibid.* p. 13-14.

<sup>185</sup> Polak, J. J. (1981). *Ibid.* p. 14. Selon l'auteur, l'approche proposée par le FMI pour évaluer la tendance économique des économies nationales peut également servir de base de discussion dans des négociations internationales. Contrairement à l'approche du FMI qui consiste à évaluer la performance économique des pays industrialisés sur une base individuelle, Nigel Lawson proposait une approche globale, c'est-à-dire d'appliquer les indicateurs du FMI pour mesurer la performance du groupe pris dans son ensemble. Lawson est un journaliste et homme politique britannique. Il fut membre du Parlement de février 1974 à avril 1992 et Chancelier de l'Échiquier dans le gouvernement de Margaret Thatcher de juin 1983 à octobre 1989. Voir Lawson, N. (1993). *The view from No. 11 : Memoirs of a Tory radical*. London, New York : Bantam Press, p. 737. Tiré des extraits d'un discours prononcé le 30 septembre 1987 à la réunion annuelle du FMI et du Groupe de la Banque mondiale (p. 735-737).

<sup>186</sup> Bossone, B. (2009). IMF surveillance : A case study on IMF governance. Dans R. Lamdany et L. Martinez-Diaz (dir.), *Studies of IMF governance : A compendium*. (p. 293-337). Washington, D.C. : International Monetary Fund, p. 295-296.

Selon Polak, le processus décisionnel existe soit sous une forme centralisée soit sous une forme décentralisée.<sup>187</sup> Le processus de négociation, en vue d'un accord international de coordination des politiques macroéconomiques, est une décision collective centralisée. Le processus décisionnel collectif décentralisé fait plutôt appel aux mécanismes du marché pour l'application des accords économiques et monétaires. Polak note les exemples du recours au régime des taux de change flexible et du recyclage des pétrodollars dans le système bancaire privé.<sup>188</sup> L'idée d'une gouvernance décentralisée sur le modèle du marché privé a été introduite par l'économiste suédois Assar Lindbeck. Le processus de coordination des politiques macroéconomiques peut utiliser les mêmes mécanismes qui sont en usage par les agents privés. De manière générale, les États sont des acteurs importants sur les marchés financiers internationaux. Les gouvernements sont à la fois des emprunteurs et des prêteurs sur le marché des capitaux de même que des agents actifs sur le marché des changes.<sup>189</sup> En ce sens, la coordination des politiques économiques gouvernementales est considérablement influencée par les forces du marché.<sup>190</sup>

Selon Polak, on doit distinguer le concept de coordination du concept d'ajustement. La coordination fait référence à un effort collectif pour modifier les politiques économiques nationales dans le but de réduire les déséquilibres de la balance des

---

<sup>187</sup> Polak, J. J. (1981). *Ibid.* p. 15-16.

<sup>188</sup> Polak, J. J. (1981). *Ibid.* Polak se réfère au texte de Lindbeck, C. A. E. (1979). *Ibid.* p. 229-230.

<sup>189</sup> United States Congress Senate (1977). *Ibid.* p. 3. Le gouvernement du Royaume-Uni a cherché dès 1974 à réduire l'impact négatif de sa facture pétrolière sur sa balance des paiements en proposant aux pays exportateurs de pétrole de déposer une partie de leurs revenus pétroliers dans des comptes bancaires à Londres. En contrepartie, le gouvernement britannique garantissait un taux d'intérêt sur les dépôts en livre sterling supérieur à ce qui prévalait sur les dépôts en Europe et aux États-Unis. La Banque d'Angleterre s'engageait, quant à elle, à intervenir sur le marché des changes afin de lutter contre une éventuelle dépréciation des actifs libellés en livre sterling. L'initiative du gouvernement britannique en vue de recycler les surplus des pays de l'OPEP a favorisé l'émergence du marché des pétrolivres sterling à Londres.

<sup>190</sup> Polak, J. J. (1981). *Ibid.* p. 15-16 et Lindbeck, C. A. E. (1979). *Ibid.* p. 229-230.

paiements.<sup>191</sup> Cependant, il ne faut pas sous-estimer le fait que la coordination implique la recherche d'un compromis pour réconcilier des politiques divergentes.<sup>192</sup> Le concept d'ajustement, tel qu'interprété par le FMI et l'OCDE, fait référence à une action unilatérale qui implique que chaque pays doit prendre les mesures nécessaires pour corriger un déséquilibre de la balance des paiements.<sup>193</sup>

De manière générale, dans un monde interdépendant où les politiques nationales ont des répercussions internationales, il n'est pas nécessairement vrai que ces politiques doivent être coordonnées collectivement. Selon Polak, la règle qui doit prévaloir est que les objectifs économiques nationaux (cibles) doivent être réconciliés au moyen d'un nombre équivalent d'instruments nationaux et internationaux (politiques).<sup>194</sup> Les options dont disposent les États pour contrer des changements adverses à leur économie sont soit de procéder à des changements unilatéraux à leur politique, soit de consulter leurs partenaires sur une base *ad hoc*, soit d'intervenir ou ne pas intervenir directement sur les marchés.<sup>195</sup> Il est par conséquent difficile de réconcilier les différentes politiques nationales. La solution serait de recourir aux forces correctrices

<sup>191</sup> Polak, J. J. (1981). *Ibid.* p. 15-17. Selon l'auteur, la coordination doit être considérée comme une alternative à l'ajustement unilatérale des politiques nationales. Selon l'économiste américain Henry C. Wallich, la coordination est un concept qui implique des modifications significatives aux politiques économiques nationales dans un contexte d'interdépendance économique. Voir Wallich, H. C. (1984). Institutional cooperation in the world economy. Dans J. A. Frenkel et M. L. Mussa (dir.), *The world economic system : Performance and prospects.* (The ITT Key Issues Lectures Series) (p. 85-99). Dover : Auburn House, p. 85.

<sup>192</sup> *Ibid.* p. 17-18. L'échec de l'application des termes d'un accord de coordination ou l'apparition de résultats non désirés ne doivent pas être associés à un processus de suivi inadéquat. Le processus de coordination comporte, par définition, un degré élevé de risque autant sur le plan de l'application (divergences d'interprétation) que sur le plan des répercussions (incertitude). Aussi, ces accords de coordination peuvent s'avérer désuets à la suite d'événements de marché imprévus.

<sup>193</sup> Polak, J. J. (1981). *Ibid.* p. 16. Voir aussi Polak, J. J. (1979). International coordination of national economic policies : Commentaries. Dans S. I. Katz (dir.), *U.S.-European monetary relations.* (p. 237-242). Washington, D.C. : American Enterprise Institute for Public Policy Research, p. 237.

<sup>194</sup> Polak, J. J. (1981). *Ibid.* p. 17-18. Par exemple, si la cible d'un pays est une balance des paiements à l'équilibre, les instruments dont elle dispose sont sa politique fiscale, sa politique monétaire, sa politique de taux de change et sa politique commerciale.

<sup>195</sup> *Ibid.* p. 18-19.

du marché lorsque l'approche collective a peu de chance d'aboutir à des résultats satisfaisants.<sup>196</sup>

En dernière analyse, la gouvernance de l'ordre économique international est hybride. Cela signifie un arbitrage entre une gouvernance centralisée qui s'appuie sur les institutions multilatérales et une gouvernance décentralisée qui repose sur les marchés privés. Ainsi, les gouvernements peuvent recourir à trois grandes approches pour résoudre leurs problèmes monétaires: (i) la coordination; (ii) l'ajustement unilatéral; (iii) le laissez-faire.<sup>197</sup>

---

<sup>196</sup> *Ibid.* p. 19. La prise de décision collective est une approche centralisée. Le recours aux mécanismes du marché est une approche décentralisée.

<sup>197</sup> Polak, J. J. (1981). *Ibid.* p. 15-19. Le laissez-faire fait référence aux mécanismes du marché.

## CHAPITRE III

### LA DIPLOMATIE ÉCONOMIQUE DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, 1977-1978 : ÉTUDE DE L'APPROCHE AMÉRICAINNE

#### Résumé

Le chapitre trois est consacré à la diplomatie économique des États-Unis. Le but est de montrer que, pour le Président James Earl Carter, la sécurité et la prospérité des États-Unis sont liées à la sécurité politique de ses alliés et à la relance de l'économie mondiale après le choc pétrolier de 1973-1974. À cette fin, ce chapitre étudie la planification et les négociations préparatoires aux conférences de Londres (7 et 8 mai 1977) et de Bonn (16 et 17 juillet 1978). Deux remarques nous semblent importantes. D'une part, le point faible de la diplomatie économique est l'incertitude qui entoure les négociations portant sur des enjeux de politique économique intérieure. D'autre part, l'administration Carter semble avoir atteint un haut niveau de préparation à la veille de la conférence de Londres. La politique étrangère de l'administration Carter repose sur deux assises intellectuelles et un principe directeur : (i) les travaux de la Commission trilatérale; (ii) le partenariat du Président Carter avec son conseiller à la sécurité nationale, Zbigniew Brzezinski, et son représentant pour la planification des sommets du G-7, Henry D. Owen; (iii) le principe de l'engagement constructif. Selon Brzezinski, il n'existe que deux options en politique étrangère, soit la coopération ou l'instabilité.



## Introduction

Selon Henry C. Wallich<sup>198</sup>, la coopération internationale implique que les États reconnaissent qu'ils ne sont pas seuls dans le monde.<sup>199</sup> Le but de ce chapitre est d'expliquer la coopération monétaire par le truchement des réunions au sommet des pays du G-7.<sup>200</sup> Si l'on associe les réunions informelles des chefs d'État et de gouvernement du groupe des sept à un instrument de gouvernance, on peut alors considérer le G-7 comme étant une forme d'institution internationale.<sup>201</sup> Selon Putnam et Bayne, les conférences au sommet sont un laboratoire incontournable pour étudier les relations internationales.<sup>202</sup> Le paradoxe de la coopération internationale est que son succès est fonction de la volonté des États à apporter des ajustements à leur politique interne afin de réduire les sources de tensions avec leurs partenaires. Or, le succès de la coopération est limité par la volonté des États de préserver leur autonomie. Les différends peuvent être résolus si la solution négociée apparie les priorités nationales des partenaires à des engagements dont les coûts et les avantages s'annulent mutuellement.<sup>203</sup>

---

<sup>198</sup> Henry C. Wallich est un économiste américain d'origine allemande. Né à Berlin le 10 juin 1914, il décède le 15 septembre 1988. Il obtient un doctorat en économie de l'Université Harvard en 1944. Du 8 mars 1974 au 14 décembre 1986, Wallich occupe un siège de gouverneur au Conseil des gouverneurs du système de la Réserve fédérale des États-Unis. Voir la note biographique rédigée par le service historique de la Réserve fédérale. [https://www.federalreservehistory.org/people/henry\\_c\\_wallich](https://www.federalreservehistory.org/people/henry_c_wallich)

<sup>199</sup> Wallich, H. C. (1984). Institutional cooperation in the world economy. Dans J. A. Frenkel et M. L. Mussa (dir.). *The world economic system : Performance and prospects*. (p. 85-89). (the ITT Key Issues Lectures series). Dover : Auburn House, p. 85-86.

<sup>200</sup> Le G-7 comprend les principaux pays industrialisés membres de l'OCDE, c'est-à-dire les États-Unis d'Amérique, la République fédérale d'Allemagne, le Japon, le Royaume-Uni, la France, le Canada et l'Italie.

<sup>201</sup> Crowley, J. (2004). Institutions internationales. Dans A. Macleod, E. Dufault et F. G. Dufour (dir.), *Relations internationales : Théories et concepts*. (2<sup>e</sup> éd. revue et augmentée) (p. 114-116). Outremont : Athéna éditions, CEPES, p. 114.

<sup>202</sup> Putnam, R. D. et Bayne, N. (1987). *Hanging together : Cooperation and conflict in the seven-power summits*. (Revised ed., 1<sup>st</sup> ed., 1984). London : SAGE Publications, p. 1.

<sup>203</sup> Putnam, R. D. et Bayne, N. (1987). *Ibid.* p. 2.

Ce chapitre est consacré à l'étude de la diplomatie économique des États-Unis au cours des deux premières années du mandat de l'administration Carter.<sup>204</sup> Le sommet du G-7 qui s'est tenu à la résidence du Premier ministre James Callaghan au 10 Downing Street les 7 et 8 mai 1977 constitue un jalon des pourparlers ayant abouti à la déclaration de Bonn du 17 juillet 1978.<sup>205</sup> La conférence de Bonn a donné lieu à un accord global de coordination des politiques macroéconomiques.<sup>206</sup> Cet accord était essentiellement un marchandage<sup>207</sup> entre les États-Unis, la République fédérale d'Allemagne (RFA) et le Japon. Sur la base d'un engagement de la part des États-Unis à réduire le volume de leurs importations de pétrole, le Japon et l'Allemagne s'engagèrent à introduire des mesures budgétaires supplémentaires pour stimuler leur croissance économique.<sup>208</sup> En revanche, l'incertitude qui entoure l'exécution de ce type d'accord demeure le point faible de la diplomatie économique internationale.<sup>209</sup>

La suite comprend la section 3.1 sur la stratégie de la locomotive qui postule que la croissance par les exportations des pays aux prises avec un déficit de la balance des paiements doit être financée par une augmentation de la demande intérieure par les

---

<sup>204</sup> Office of the Historian. Bureau of Public Affairs of the United States department of State (2013). Foreign economic policy. Dans K. B. Rasmussen (dir.), *Foreign relations of the United States, 1977-1980, vol. 3*. Washington, D.C. : United States Government Printing Office. Récupéré de <https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1977-80v03/ch1>

<sup>205</sup> Hajnal, P. I. (dir.) (1989). *The seven-power summit : Documents from the summits of industrialized countries 1975-1989*. Millwood : Kraus International Publications, p. 33-42, 47-57.

<sup>206</sup> Putnam, R. D. et Henning, C. R. (1989). The Bonn summit of 1978 : A case study in coordination. Dans R. N. Cooper *et al.*, *Can nations agree? Issues in international economic cooperation*. (p. 12-140) (Studies in International Economics series). Washington, D.C. : The Brookings Institution, p. 13,95-96.

<sup>207</sup> Le terme 'marchandage' est une traduction libre du terme anglais 'bargaining'.

<sup>208</sup> Wallich, H. C. (1984). *Ibid.* p. 85-86. L'auteur considère que les accords de Bonn constituent le meilleur exemple d'un arrangement macroéconomique global.

<sup>209</sup> Wallich, H. C. (1984). *Ibid.* p. 87. Voir aussi Putnam, R. D. et Henning, C. R. (1989). *Ibid.* p. 14. Le véritable dilemme en économie politique internationale est de concilier la globalisation des marchés avec le fait que les décisions politiques se prennent au sein des institutions nationales.

pays créditeurs.<sup>210</sup> La section 3.2 étudie la politique étrangère de l'administration Carter. La section 3.3 étudie la planification et les négociations préparatoires aux conférences de Londres et de Bonn.

### 3.1 La coopération et la stratégie de la locomotive

Le consensus qui s'est dégagé lors des conférences de l'OCDE et du G-7 à San Juan (Porto Rico) en juin 1976 était que l'activité industrielle devait ralentir pour réduire la pression sur les prix et les coûts. Selon Keohane, la priorité de l'administration du Président Gerald Ford à l'époque était la lutte contre l'inflation.<sup>211</sup> L'adoption de mesures d'austérité budgétaire par les gouvernements pour faire face au risque d'inflation au cours de l'année 1976 a contribué au ralentissement de l'activité économique dans les pays de l'OCDE.<sup>212</sup>

Selon Basevi *et al*, le ralentissement de la croissance dans les pays industrialisés amplifie le risque de déflation et peut provoquer une détérioration de la balance des paiements chez les pays qui exportent des matières premières. Les auteurs proposent que les trois principales économies des pays de l'OCDE (les États-Unis, la RFA et le Japon) adoptent des mesures macroéconomiques afin de stimuler leur activité

---

<sup>210</sup> Basevi, G. *et al* (1977). *Economic prospects and policies in the industrial countries : A tripartite report by sixteen economists from the European community, Japan, and North America*. (Tripartite Reports series, No. 8). Washington, D.C. : The Brookings Institution, p. 9-10.

<sup>211</sup> Basevi, G. *et al* (1977). *Ibid.* p. 9. Voir aussi Keohane, R. O. (1979). U.S. foreign economic policy toward other advanced capitalist states : The struggle to make others adjust. Dans K. A. Oye, D. Rothchild et R. J. Lieber (dir.), *Eagle entangled : U.S. foreign policy in a complex world*. (p. 91-122). New York, London : Longman, p. 102-103. Keohane fait référence aux rapports de l'OCDE, *Economic Outlook*, de juillet et de décembre 1976.

<sup>212</sup> Basevi, G. *et al* (1977). *Ibid.* p. 9. Le ralentissement de la croissance économique en Europe occidentale, au Japon, et en Amérique du Nord aurait débuté à partir de l'été 1976 (p. 1-2). L'OCDE est l'Organisation de coopération et de développement économiques basée à Paris.

économique.<sup>213</sup> Cette approche consiste à financer l'augmentation des importations et de la consommation intérieure des trois locomotives par une politique fiscale expansionniste.<sup>214</sup> En contrepartie, l'augmentation de la capacité d'absorption des États-Unis, du Japon et de la République fédérale d'Allemagne (RFA) permettrait aux pays industrialisés de même qu'aux pays en voie de développement (PVD), aux prises avec un déficit de leur balance des paiements, d'accroître leurs exportations.<sup>215</sup>

À long terme, toutefois, les auteurs soulignent le problème de la réconciliation entre les enjeux de la croissance économique et de la stabilité des prix. Afin de résoudre ce problème, la politique économique des États devrait être orientée vers la déréglementation du marché intérieur, l'accroissement des investissements et la réduction des barrières au commerce. Selon les auteurs, une croissance anémique combinée à un niveau de chômage élevé pourrait, à terme, affaiblir les bases mêmes d'une économie mondiale ouverte.<sup>216</sup>

Selon Basevi et al, la stratégie de la locomotive implique une coordination de la politique économique interne des États-Unis, du Japon et de la RFA afin de favoriser les conditions d'une croissance économique non-inflationniste dans les pays industrialisés. Lorsque les États décident de coordonner leur politique, cela implique que les décideurs prennent en considération les impacts de leurs décisions sur la santé économique de leur société.<sup>217</sup> Les ajustements économiques qui sont négociés par

---

<sup>213</sup> Basevi, G. et al (1977). *Ibid.* p. 9-10. Voir aussi Keohane, R. O. (1979). *Ibid.* p. 103.

<sup>214</sup> Basevi et al (1977). *Ibid.* Les trois locomotives sont les États-Unis d'Amérique, la République fédérale d'Allemagne et le Japon.

<sup>215</sup> Basevi, G. et al (1977). *Ibid.* p. 10. Les mesures de stimulation de l'activité économique peuvent différer d'un pays à l'autre selon les auteurs. Les gouvernements peuvent adopter des mesures d'allègement fiscal ou bien accroître les dépenses budgétaires en matière d'infrastructures et sociales.

<sup>216</sup> Basevi, G. et al. (1977). *Ibid.* p. 11.

<sup>217</sup> Basevi, G. et al. (1977). *Ibid.* p. 11-12. Voir aussi Biven, W. C. (2002). *Jimmy Carter's economy : Policy in an age of limits.* Chapel Hill, London : the University of North Carolina Press, p. 95-97.

les décideurs politiques font aussi l'objet de débats au sein des institutions de leurs pays respectifs.<sup>218</sup> Putnam et Bayne, quant à eux, notent que pour comprendre les raisons qui poussent les États à coopérer à certains moments plutôt qu'à d'autres il faut s'intéresser aux idées et aux préférences qui prévalent à un moment donné.<sup>219</sup>

Selon Putnam et Bayne, le succès ou l'échec d'une approche coopérative des relations économiques internationales relève de plusieurs facteurs.<sup>220</sup> Le facteur déterminant pour mener à terme des négociations sur un accord global de coordination est le leadership américain, qui correspond à un engagement ferme de la part des États-Unis dans cette direction.<sup>221</sup> Toutefois, sur le long terme Basevi *et al* considèrent qu'une approche *ad hoc* de la coopération internationale par le truchement des conférences au sommet n'est pas suffisante. Les auteurs proposent un programme de surveillance multilatérale qui implique un engagement de la part des pays industrialisés à ajuster les différentes composantes de leur politique économique dans le but d'assurer une croissance globale optimale.<sup>222</sup>

---

<sup>218</sup> Kapstein, E. B. (1994). *Governing the global economy : International finance and the state*. Cambridge, London : Harvard University Press, p. 2-3.

<sup>219</sup> Putnam, R. D. et Bayne, N. (1987). *Ibid.* p. 278-279. Selon Putnam et Bayne, les théories des relations internationales s'intéressent aux sources de conflits et de coopération entre les nations (p. 1).

<sup>220</sup> Putnam, R. D. et Bayne, N. (1987). *Ibid.* p. 2. Les auteurs définissent l'approche coopérative comme étant la décision, d'un ou de plusieurs États, d'ajuster leurs politiques afin de réduire les coûts et accroître les bénéfices par rapport aux impacts d'une décision unilatérale (p. 2).

<sup>221</sup> *Ibid.* p. 278.

<sup>222</sup> Basevi, G. *et al* (1977). *Ibid.* p. 12. Le concept de surveillance multilatérale et l'engagement des États à modifier leur politique économique pour le bien-être de tous peuvent entrer en conflit avec le principe de l'indépendance des États qui suppose la préservation des prérogatives nationales en matière économique.

### 3.2 La formulation de la politique étrangère de l'administration Carter

La politique étrangère des États-Unis sous l'administration Carter repose sur deux assises intellectuelles et un principe directeur. La première assise est la Commission trilatérale qui regroupe des dirigeants du secteur privé, des politiciens, des administrateurs du secteur public et des universitaires en provenance d'Europe, de l'Amérique du Nord et du Japon. La mission de cette commission est d'analyser les enjeux auxquels font face les dirigeants des pays développés de même que ceux des pays en voie de développement (PVD).<sup>223</sup> La deuxième assise est le partenariat entre le Président des États-Unis Jimmy Carter et son conseiller à la sécurité nationale, Zbigniew Brzezinski.<sup>224</sup> Enfin, le principe directeur de la nouvelle politique étrangère des États-Unis, tel que suggéré par Brzezinski, est *l'engagement mondial constructif*.<sup>225</sup> Selon David J. Rothkopf, journaliste américain, le rôle central du Conseil de la sécurité nationale (CSN) dans la formulation de la politique étrangère

---

<sup>223</sup> Rothkopf, D. J. (2005). *Running the world : The inside story of the National security council and the architects of American power*. New York : PublicAffairs, p. 161. La commission trilatérale est une organisation privée fondée en 1973. Site internet: <http://www.trilateral.org> . Voir aussi Brzezinski, Z. (1985). *Power and principle : Memoirs of the National security adviser, 1977-1981*. (Revised ed., 1<sup>st</sup> ed., 1983). New York : Farrar, Straus, Giroux, p. 49.

<sup>224</sup> Rothkopf, D. J. (2005). *Ibid.* p. 161-162, 166-167. Au début des années 1970, Brzezinski cumule les charges de professeur à l'Université Columbia et de directeur général pour la branche nord-américaine de la Commission trilatérale. Ce dernier avait été introduit à la Commission par le président de la banque américaine Chase Manhattan, David Rockefeller, à la suite de la publication de son livre *Between two ages* en 1970. Jimmy Carter, alors gouverneur de l'État fédéré de Géorgie, avait été recommandé à Brzezinski comme membre potentiel de la Commission. Les principaux membres du cabinet de l'administration Carter ayant des responsabilités en matière de politique étrangère proviennent de la filière de la Commission. On y retrouve le Vice-Président Walter Mondale, le secrétaire d'État Cyrus Vance et le secrétaire à la Défense Harold Brown (p. 162).

<sup>225</sup> Brzezinski, Z. (1985). *Ibid.* p. 53. Le terme d'engagement mondial constructif est une traduction libre du terme utilisé par l'auteur, *constructive global engagement*.

des États-Unis a été officialisé par une directive présidentielle qui élève le statut du conseiller à la sécurité nationale au rang de membre du cabinet.<sup>226</sup>

L'approche personnelle du Président Carter en politique étrangère repose sur le rejet de l'unilatéralisme et une préférence pour la coopération.<sup>227</sup> Au moment de sa nomination en tant qu'adjoint du Président élu pour les affaires de sécurité nationale en décembre 1976, Brzezinski déclarait qu'il n'y avait que deux options pour les États-Unis. L'une consiste à accorder une plus grande place à la coopération, l'autre à accepter un plus grand risque d'instabilité à l'échelle internationale.<sup>228</sup> À la suite de sa nomination, Brzezinski fait face à deux tâches importantes. La première est de concevoir la structure opérationnelle du CSN.<sup>229</sup> La deuxième est de rédiger un mémorandum qui expose les buts et les objectifs de la politique étrangère des États-Unis. Les auteurs du mémorandum furent Brzezinski, Henry D. Owen et Richard N. Gardner.<sup>230</sup> Le document fit l'objet de discussions lors d'une rencontre du CSN tenue le 5 janvier 1977.<sup>231</sup>

---

<sup>226</sup> Rothkopf, D. J. (2005). *Ibid.* p. 167. Rothkopf est un journaliste et écrivain américain diplômé du Collège Columbia de l'Université Columbia à New York. Il a été adjoint au sous-secrétaire au Commerce pour le commerce international durant l'administration Clinton.

<sup>227</sup> Brzezinski, Z. (1985). *Ibid.* p. 48. L'approche du Président Carter propose une vision humaniste de la politique étrangère qui privilégie un leadership moral plutôt qu'un leadership fondé uniquement sur les rapports de force.

<sup>228</sup> *Ibid.* p. 12-13, 50.

<sup>229</sup> David J. Rothkopf (2005). *Ibid.* p. 166.

<sup>230</sup> Henry D. Owen (1920-2011), économiste et diplomate américain. De 1977 à 1981, Owen est le représentant spécial du Président Carter auprès du groupe international de préparation des sommets du G-7 (sherpa). Selon Brzezinski, Owen est l'un des principaux concepteurs et organisateurs de la Commission trilatérale fondée en 1973 par David Rockefeller. Voir la note nécrologique du New York Times. <https://www.nytimes.com/2011/11/12/us/henry-d-owen-diplomat-of-economic-summits-dies-at-91.html>. Richard N. Gardner (1927-2019) est un juriste, économiste et diplomate américain. Il a servi comme adjoint de l'assistant du secrétaire d'État pour les affaires concernant les organisations internationales durant la période des administrations Kennedy et Johnson (1960-1970). Gardner a également été conseiller sénior de l'Ambassadeur des États-Unis auprès des Nations Unies, Adlai E. Stevenson (1961-1965). Gardner est considéré comme une autorité concernant le commerce international, les relations est-ouest et le contrôle des armements nucléaires. Il fut nommé

Au cours de la période de transition, Carter et Brzezinski se sont entendus sur une structure simplifiée du CSN qui repose sur deux comités. Le comité d'examen des politiques (Policy Review Committee, PRC) est chargé de traiter les questions de politique étrangère, de défense et des enjeux économiques internationaux. Le comité spécial de coordination (Special Coordination Committee, SCC) est responsable du renseignement, du contrôle des armements et de la gestion de crise.<sup>232</sup>

Les principes de la politique économique du Président Carter sont : (i) sur le plan interne, la déréglementation et des mesures fiscales pour stimuler l'économie; (ii) sur le plan extérieur, la promotion d'une économie internationale ouverte aux échanges commerciaux et la libre circulation des capitaux.<sup>233</sup> Brzezinski intègre cette approche de la gouvernance dans un mémoire interne sur la politique étrangère qui fut remis au Président à la fin du mois d'avril 1977. Le document énonce 10 buts qui guidèrent la diplomatie des États-Unis. Le premier est d'opérer un rapprochement avec les alliés

---

ambassadeur des États-Unis auprès de la République d'Italie par le Président Carter. Voir la note nécrologique publiée par la faculté de droit de l'Université Columbia.

Récupéré de <https://www.law.columbia.edu/faculty/richard-gardner>

<sup>231</sup> Brzezinski, Z. (1985). *Ibid.* p. 50-51. Le *Presidential Review Memoranda No. 7* est le document fondateur de la diplomatie économique de l'administration Carter. Voir la source du document qui est daté du 21 janvier 1977. Office of the Historian. Bureau of Public Affairs of the United States Department of State (2013). Foreign economic policy. Dans K. B. Rasmussen (dir.), *Foreign relations of the United States, 1977-1980*, vol. 3. Washington, D.C. : United States Government Printing Office, document No. 3. Récupéré de <https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1977-80v03/d3>

<sup>232</sup> Rothkopf, D. J. (2005). *Ibid.* p. 167. Le fait que les sujets économiques figurent parmi les enjeux de sécurité nationale est un indicateur que la diplomatie économique représente un instrument clé de la politique étrangère des États-Unis. Brzezinski, Z. (1985). *Ibid.* p. 59-61. Henry D. Owen fut le personnage de l'administration Carter qui était le plus haut responsable de la diplomatie économique des États-Unis. Il fut nommé représentant spécial du Président pour les sommets économiques en mars 1977 (Sherpa) et membre du bureau du Conseil de la sécurité nationale en octobre 1977 (p. 60-61, 570-573).

<sup>233</sup> Sargent, D. J. (2017). *A superpower transformed : The remaking of American foreign relations in the 1970s.* (1<sup>st</sup> ed., 2015). Oxford, New York : Oxford University Press, p. 239-240.



des États-Unis par le renforcement des consultations et par une coordination plus étroite des politiques économiques.<sup>234</sup>

### 3.3 La planification et les négociations préparatoires aux conférences de Londres et de Bonn

#### 3.3.1 Londres

La conférence de Londres représente une étape importante pour l'administration Carter dans ses efforts de convaincre ses partenaires à contribuer à la relance de l'économie mondiale. Le G-7 a pour origine le sommet des chefs d'État et de gouvernement qui s'est tenu à Rambouillet en novembre 1975.<sup>235</sup> La préparation de la conférence de Londres mobilise deux organes importants de l'administration Carter. Le comité consultatif sur la politique économique (Economic Policy Group, EPG), sous la présidence du secrétaire au Trésor W. Michael Blumenthal, et le comité d'examen des politiques (PRC) qui est généralement présidé par le secrétaire d'État Cyrus R. Vance.<sup>236</sup> Le 9 avril 1977, le secrétaire au Trésor Blumenthal remettait à l'adjoint du Président pour les questions de sécurité nationale, Brzezinski, le rapport

---

<sup>234</sup> Brzezinski, Z. (1985). *Ibid.* p. 52-53. Le Président Carter fait mention de ce mémoire préparé sous la direction de Brzezinski, Cyrus Vance, Harold Brown et Andrew Young. Carter considère ce document comme un outil de réflexion dans le processus décisionnel. Voir Carter, J. E. (2010). *White House diary*. New York : Farrar, Straus and Giroux, p. 45.

<sup>235</sup> La conférence de Rambouillet incluait les chefs d'État et de gouvernement de six pays, soit les États-Unis, la France, le Royaume-Uni, l'Italie, la RFA et le Japon. Voir Hajnal, P. I. (dir.) (1989). *The seven-power summit : Documents from the summits of industrialized countries, 1975-1989*. Millwood : Kraus International publications, p. 3-4. L'idée de la conférence de Rambouillet provient de la première rencontre des ministres des Finances du G-5 tenue à la bibliothèque de la Maison-Blanche à Washington au début de 1973. La rencontre fut organisée par le secrétaire au Trésor George P. Shultz. Voir Biven, W. C. (2002). *Ibid.* p. 109-110.

<sup>236</sup> Ces organes sont l'*Economic Policy Group* (EPG) qui est rattaché au cabinet du Président, et le *Policy Review Committee* (PRC) qui est l'un des deux comités du Conseil de la sécurité nationale (CSN).

final de l'EPG apportant les recommandations du groupe en vue de la conférence de Londres prévu en mai. Ce rapport s'inscrit dans le cadre d'une directive présidentielle, le *Presidential Review Memorandum 7* (PRM7).<sup>237</sup> Au cours d'une réunion du PRC tenue le 14 avril sur l'état des préparatifs de la conférence de Londres, le représentant spécial pour la planification des sommets économiques, Henry D. Owen, énumérait les principaux points de désaccord entre les pays du G-7: (i) l'absence d'un consensus sur les ajustements macroéconomiques entre pays débiteurs et pays créditeurs; (ii) l'absence d'un consensus sur les négociations commerciales multilatérales (NCM) et sur les relations nord-sud; (iii) l'absence d'un consensus sur la coopération énergétique.<sup>238</sup>

Lors de cette réunion du 14 avril, il y eut un débat sur le statut à accorder au sommet du G-7. Le secrétaire d'État Cyrus Vance s'opposait à une institutionnalisation des conférences au sommet, c'est-à-dire à une formalisation des rencontres annuelles entre chefs d'État et de gouvernement. Vance préconisait un usage plus approprié des institutions multilatérales. Les autres membres du PRC estimaient que ces rencontres informelles entre chefs d'État et de gouvernement étaient utiles. Owen, quant à lui, estimait qu'il était important d'assurer un suivi régulier des engagements formulés par les parties à l'issue des réunions du G-7.<sup>239</sup>

---

<sup>237</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980*, vol. 3. Document No. 20 (note éditoriale). Récupéré de <https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1977-80v03/d20>

<sup>238</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980*, vol. 3. *Ibid.*

<sup>239</sup> Office of the Historian (2013), *FRUS, 1977-1980*, vol. 3. *Ibid.* La proposition de Owen, suggérant un suivi des accords par les représentants des chefs d'État et de gouvernement sur une base régulière, est une innovation en soi. Cela permet d'élever le niveau de coopération à celui de coordination des politiques entre les parties sans que ces rencontres soient formalisées par traité.

Les objectifs de la politique économique internationale des États-Unis en janvier 1977 étaient: (i) obtenir un accord sur la coordination de mesures macroéconomiques dans le but de résoudre le problème du déséquilibre de la balance des paiements entre pays débiteurs et pays créditeurs; (ii) l'adoption d'une politique énergétique visant à introduire des mesures de conservation et à réduire la dépendance aux importations de pétrole brut; (iii) accroître les ressources financières du Fonds monétaire international (FMI); (iv) relancer le processus des négociations commerciales multilatérales à Genève dans le but de freiner la montée du protectionnisme; (v) obtenir un accord de coopération sur les relations économiques nord-sud.<sup>240</sup>

La mission du Vice-président Walter F. Mondale en Europe occidentale et au Japon, du 23 janvier au 1<sup>er</sup> février 1977, avait pour but de promouvoir les priorités de l'administration Carter et d'entamer des discussions en vue d'un prochain sommet du G-7.<sup>241</sup> L'une des préoccupations de l'administration Carter était le plan économique du Chancelier de la République fédérale d'Allemagne (RFA), Helmut Schmidt. Le mémorandum de Zbigniew Brzezinski, adressé au Président élu Jimmy Carter en date du 19 janvier 1977, fait état d'un cadre budgétaire qui prévoit de nouvelles dépenses à hauteur de 10 milliards de marks allemands, soit 4.1 milliards de dollars ou 1% du

---

<sup>240</sup> Sargent, D. J. (2017). *Ibid.* p. 240-241. Voir aussi la correspondance du Vice-président Walter F. Mondale adressée au Président élu James Earl Carter en date du 18 janvier 1977. Ce document évoque les objectifs d'une mission de consultation en Europe et au Japon qui s'est déroulée entre le 23 janvier et le 1<sup>er</sup> février 1977. Source: Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980*, vol. 3. Document No. 1. Récupéré de <https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1977-80v03/d1>

<sup>241</sup> Office of the Historian (2013), *FRUS, 1977-1980*. *Ibid.* documents No. 1, 5. Mémorandums rédigés par le Vice-président Mondale adressés au Président Carter. Document no. 5 récupéré de <https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1977-80v03/d5>

Selon Biven, le Vice-président Mondale était accompagné pour cette mission par le sous-secrétaire d'État désigné pour les affaires économiques, Richard N. Cooper, et l'adjoint au secrétaire du Trésor pour les affaires économiques internationales, C. Fred Bergsten. Cooper et Bergsten font partie, avec le sous-secrétaire au Trésor pour les affaires monétaires désigné, Anthony M. Solomon, d'un cercle de conseillers spéciaux pour les questions économiques internationales. Voir Biven, W. C. (2002). *Ibid.* p. 95.

PIB. Selon les projections du département du Trésor et de l'OCDE, le taux de croissance économique de la RFA devrait être en deçà de la cible de 5% établie par le gouvernement allemand pour la fin de l'année 1977.<sup>242</sup>

La deuxième préoccupation de l'administration Carter est la pression politique pour l'adoption de mesures protectionnistes. Dans un rapport préparé par le représentant spécial en exercice pour les négociations commerciales, Clayton Yeutter, daté du 21 janvier 1977, l'auteur énonce certaines tendances qui annoncent de nouvelles pratiques commerciales restrictives.<sup>243</sup> D'une part, selon Yeutter, si les pays industrialisés et les pays en voie de développement (PVD) comptent sur les États-Unis, la RFA et le Japon pour relancer la croissance de l'économie mondiale, seuls les États-Unis semblent être en mesure de faciliter cette relance. D'autre part, Yeutter estime qu'il existe un risque significatif de ralentissement économique dans les pays industrialisés et d'une augmentation du déficit de la balance commerciale de ces pays en lien avec leurs importations de pétrole. Enfin, le processus des négociations commerciales multilatérales à Genève semble être dans l'impasse. Les obstacles aux négociations sont les différends entre les États-Unis et la Communauté européenne sur l'agriculture ainsi que les réserves exprimées par la France et le Royaume-Uni concernant l'échéance d'un accord final pour la fin décembre.<sup>244</sup>

---

<sup>242</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.* document No. 2. Une note de l'éditeur évoque une rencontre du Conseil de la sécurité nationale en date du 22 janvier au cours de laquelle le Président Carter exprime son insatisfaction à l'égard du plan de relance économique du gouvernement allemand. Récupéré de <https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1977-80v03/d2>

<sup>243</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.* document No. 4, note 1. Récupéré de <https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1977-80v03/d4>

<sup>244</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.* document No. 4. Selon le rapport du bureau du représentant spécial pour les négociations commerciales, les États-Unis sont passés d'un surplus de la balance commerciale de près de 4.2 milliards de dollars en 1975 à un déficit de 14.3 milliards de dollars au cours des onze premiers mois de 1976. Durant cette période, le Japon a enregistré un surplus important de sa balance commerciale avec les États-Unis et l'ensemble de ses autres partenaires non membre de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). Le rapport

Dans son rapport du 4 février adressé au Président Carter, le Vice-président Mondale mentionne qu'il a laissé entendre à ses interlocuteurs que les États-Unis souhaitent une conclusion positive des NCM et une croissance économique plus robuste dans les pays de l'OCDE. Mondale recommande toutefois au Président d'être flexible quant à l'échéancier des NCM à Genève.<sup>245</sup>

C. Fred Bergsten, adjoint au secrétaire du Trésor pour les affaires internationales, dans un mémorandum daté du 16 mars adressé au secrétaire du Trésor W. Michael Blumenthal, relève certains écueils à la politique commerciale des États-Unis.<sup>246</sup> (i) la compétition que livrent les PVD aux entreprises américaines dans le domaine de l'industrie manufacturière aide à réduire leur risque d'endettement, mais indique un problème de productivité aux États-Unis; (ii) l'ambivalence du gouvernement dans l'application des lois contre les pratiques commerciales discriminatoires; (iii) l'impasse dans les négociations commerciales multilatérales; (iv) le déficit annuel de la balance commerciale du Japon avec l'ensemble des pays fournisseurs de matières premières, y compris avec l'OPEP, se chiffre à environ 20 milliards de dollars. Le facteur à surveiller est la politique de taux de change du Japon.<sup>247</sup>

La troisième préoccupation des États-Unis concerne le financement des institutions financières multilatérales. Robert D. Hormats, conseiller économique au CSN, évoque, dans un mémorandum adressé à Brzezinski le 24 février 1977, un débat au sein d'un groupe de travail présidé par Anthony Solomon du département du Trésor.

mentionne l'échéance prochaine d'un engagement de la part des pays de l'OCDE à ne pas recourir à des mesures restrictives au commerce. Il s'agit de la clause de non-recours au protectionnisme.

<sup>245</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.* document No. 5. Récupéré de <https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1977-80v03/d5>

<sup>246</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.* document No. 9. Récupéré de <https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1977-80v03/d9>

<sup>247</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.*

La question est de déterminer si les États-Unis doivent ratifier l'accord de financement du Fonds d'appui de l'OCDE qui prévoit un apport en capital totalisant 25 milliards de dollars, ou soutenir un plan d'emprunt proposé par le FMI.<sup>248</sup>

La finalisation des négociations préliminaires en vue du sommet du G-7

Sommaire du plan de la conférence de Londres. Dans un mémorandum adressé au Président Carter en date du 15 avril 1977, Henry D. Owen dresse les grandes lignes du plan de la conférence de Londres. Owen fait le pont entre le sommet de l'OTAN à Bruxelles et le sommet du G-7 qui se dérouleront en mai. Les attentes à l'endroit de ces rencontres sont élevées. Elles doivent avoir un but précis : (i) un accord sur des mesures spécifiques; (ii) une vision commune; (iii) la mise en place d'un processus de suivi des accords.<sup>249</sup>

Bien que les perspectives de croissance économique des États-Unis, du Japon et de la RFA soient bonnes, les économies du Royaume-Uni, de l'Italie et de la France ont un taux de croissance plus faible, un taux d'inflation relativement élevé et un problème de la balance des paiements. Cela laisse entrevoir, pour ces pays, un risque d'instabilité sociale ainsi que des pressions politiques en faveur de mesures protectionnistes. Afin de résoudre ce déséquilibre au sein des pays industrialisés, la coopération entre les pays du G-7 est nécessaire afin de : (i) coordonner les politiques

---

<sup>248</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.* document No. 6. Récupéré de <https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1977-80v03/d6> Robert D. Hormats est un économiste américain. Il fut conseiller économique sénior à la section des affaires économiques internationales au Conseil de la sécurité nationale de 1969 à octobre 1977. Il fut par la suite adjoint à l'assistant du secrétaire d'État pour les affaires économiques et commerciales de 1977 à 1979. Hormats a obtenu un doctorat en économie internationale de la Fletcher School of Law and Diplomacy de l'Université Tuft en 1970. Voir la note biographique rédigée par l'OCDE à son sujet. Document récupéré de <https://www.oecd.org/fr/forum/forum2012delocderobertdhormats.htm>

<sup>249</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.* document No. 21. Document récupéré de <https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1977-80v03/d21>

économiques nationales; (ii) assurer la continuité de la mission du FMI; (iii) réduire les obstacles au commerce international; (iv) assurer un équilibre entre l'offre et la demande de sources d'énergie; (v) venir en aide aux PVD; (vi) assurer la stabilité politique et une croissance économique mondiale soutenable.<sup>250</sup>

La réunion des ministres des Finances et des gouverneurs de banques centrales du G-5 à Versailles le 23 avril 1977.<sup>251</sup> Dans un mémorandum adressé au Président Carter en date du 26 avril, le secrétaire au Trésor Michael Blumenthal dresse un résumé de la rencontre informelle du G-5 à Versailles. Les questions financières, le commerce international et les relations avec les PVD ont dominé l'agenda. De manière générale, la situation politique en Europe semble précaire. La France et le Royaume-Uni ont des attentes élevées envers les États-Unis, le Japon et l'Allemagne pour que la croissance de ces pays les aide à améliorer leur perspective économique. D'autre part, le déséquilibre de la balance des paiements entre les pays créditeurs et les pays débiteurs est une source d'inquiétude pour les participants du G-5. La question est de déterminer comment recycler les surplus des pays exportateurs de pétrole dans le système financier international.<sup>252</sup> L'option qui a fait consensus est de convaincre les pays de l'OPEP de souscrire à un plan de financement proposé par le directeur général du FMI, H. Johannes Witteveen. Ce plan prévoit un emprunt entre 12 et 14

---

<sup>250</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980*. *Ibid.* document No. 21. En ce qui concerne les ressources financières du FMI, la note éditoriale no. 3 mentionne qu'à la suite de délais pour un accord sur l'émission de nouveaux droits de tirage spéciaux (DTS) par les pays membres, un plan d'emprunt (supplementary financing facility) a été proposé en février 1977 par le directeur général du FMI H. Johannes Witteveen.

<sup>251</sup> Le G-5 comprend les ministres des Finances, les gouverneurs de banques centrales, et les hauts fonctionnaires des pays suivants : Les États-Unis d'Amérique, la France, le Royaume-Uni, le Japon et la RFA. Les ministres présents étaient W. Michael Blumenthal (États-Unis), Raymond Barre (France), Denis W. Healey (Royaume-Uni), Hideo Bō (Japon) et Hans Apel (RFA). Voir les notes biographiques dans Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980*. *Ibid.* p. xxv-xxxiii. Document récupéré de <https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1977-80v03/persons>

<sup>252</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980*. *Ibid.* document No. 24. Récupéré de <https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1977-80v03/d24>

milliards de dollars dont 50% du capital proviendrait des pays pétroliers avec au moins une participation à hauteur de 3 milliards de dollars de la part de l'Arabie Saoudite. Les sommes serviraient à fournir des crédits d'urgence aux pays en difficulté de paiement. L'accord sur le fonds de soutien de l'OCDE servirait de solution de rechange en cas d'échec du plan Witteveen.<sup>253</sup> En ce qui concerne les NCM en cours, la position du gouvernement du Royaume-Uni est que les pays qui connaissent une forte croissance économique doivent ouvrir leurs marchés davantage au commerce.<sup>254</sup>

Le groupe international de préparation et le plan de la conférence de Londres.<sup>255</sup> Dans son rapport du 29 avril 1977 adressé au Président Carter, Henry Owen brosse un portrait de l'état des lieux du prochain sommet. Le but est d'arriver à une convergence de vues sur les enjeux économiques et politiques.<sup>256</sup> Owen mentionne deux points qui divisent les représentants du groupe de préparation. Le premier point concerne les ajustements économiques. Le Royaume-Uni et la France souhaitent que l'Allemagne, le Japon et les États-Unis s'engagent à accélérer leur croissance. Le

---

<sup>253</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.* En ce qui concerne le soutien américain au plan d'emprunt du FMI, voir le mémorandum adressé au secrétaire du Trésor Blumenthal par le sous-secrétaire au Trésor Anthony M. Solomon le 21 avril 1977 dans Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.* document No. 23. <https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1977-80v03/d23>

<sup>254</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.* document No. 24.

<sup>255</sup> Le groupe international de préparation du sommet (GIP/IPG) fait référence aux hauts fonctionnaires (sherpas) désignés par les chefs d'État et de gouvernement du G-7 pour les représenter directement aux séances préparatoires ainsi que pour rédiger les termes du communiqué. Cette pratique a été discutée par le Vice-président Walter F. Mondale lors de sa mission de consultation avec le Premier ministre du Japon Takeo Fukuda, le Chancelier Helmut Schmidt de la RFA et le Président de la France Valéry Giscard d'Estaing. Voir le rapport de Mondale au Président Carter en date du 4 février dans Office of the Historian (2013), *FRUS, 1977-1980, Ibid.* document No. 5. Lors des sommets de Rambouillet en novembre 1975 et de San Juan à Porto Rico en juin 1976, George P. Shultz, ancien secrétaire au Trésor sous l'administration Nixon, avait été nommé représentant personnel (sherpa) du Président Gerald Ford. Voir Peter I. Hajnal, P. I. (dir.) (1989). *Ibid.* p. 4, 14.

<sup>256</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.* document No. 25. Récupéré de <https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1977-80v03/d25>



deuxième point concerne le souhait du Royaume-Uni d'inclure une section analytique dépeignant un environnement économique international défavorable.<sup>257</sup> Il existe trois points autour desquels il semble y avoir un consensus. Premièrement, le soutien au plan d'emprunt du FMI. Deuxièmement, la réaffirmation de la clause de non-recours au protectionnisme. Cet engagement doit accompagner une décision politique sans équivoque à faire progresser les négociations commerciales multilatérales à Genève. Troisièmement, l'adoption de mesures de conservation d'énergie et la production de nouvelles sources d'énergie.<sup>258</sup>

Enfin, en ce qui concerne le langage de la déclaration finale, Owen recommande au Président de réaffirmer le soutien des États-Unis envers les institutions multilatérales et insuffler une vision commune pour l'avenir des démocraties occidentales.<sup>259</sup> Owen recommande aussi au Président Carter de proposer à ses partenaires la mise en œuvre d'un processus de suivi des engagements entérinés. Le travail serait pris en charge par les sherpas du groupe international de préparation.<sup>260</sup> Selon Zbigniew Brzezinski, les démocraties occidentales traversent une période de stagnation économique et d'incertitude politique, ce qui influence l'action des décideurs politiques.<sup>261</sup>

---

<sup>257</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.* document No. 25.

<sup>258</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.*

<sup>259</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.*

<sup>260</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.* Revoir la note éditoriale dans Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.* document No. 20.

<sup>261</sup> Brzezinski, Z. (1985). *Ibid.* p. 557. La source fait référence à la note rédigée par Brzezinski le 11 mars 1977 à l'attention du Président Carter. Voir aussi Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.* document No. 26 pour le mémorandum rédigé par Brzezinski le 6 mai 1977 à la veille de la conférence de Londres. <https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1977-80v03/d26>

### 3.3.2 Bonn

Henry Owen, dans une note adressée au Président Carter le 23 juin 1978, résume les trois principaux points d'un accord global qui constituent le fond de la déclaration de Bonn. Premièrement, les États-Unis s'engagent à limiter leurs importations de pétrole et à endiguer l'inflation. Deuxièmement, les gouvernements de la RFA et du Japon s'engagent à introduire des mesures fiscales additionnelles pour stimuler la demande intérieure. Troisièmement, les pays du G-7 s'entendent pour accélérer le processus des NCM à Genève. Owen prévoit une certaine résistance de la part du Royaume-Uni et de la France.<sup>262</sup>

Dans un second mémorandum adressé au Président Carter le 3 juillet 1978, Owen affirme que le but des États-Unis à Bonn est de renforcer la croissance de l'économie mondiale. De manière générale, les objectifs demeurent les mêmes que lors de la conférence de Londres :<sup>263</sup> (i) obtenir du Japon et de la RFA la mise en œuvre d'un plan de redressement de la demande intérieure pour réduire la pression sur la balance des paiements des autres pays industrialisés; (ii) obtenir des concessions de la part de la Commission européenne et du Japon pour accélérer le processus des NCM; (iii) accroître l'aide aux pays en voie de développement; (iv) accroître la coopération entre les pays du G-7 dans le domaine de l'énergie. Selon Owen, il existe une convergence de vues entre les objectifs des États-Unis et les objectifs communiqués par la plupart des pays du G-7. Cette convergence est possible du fait des initiatives des États-Unis

---

<sup>262</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.* document No. 138. *Memorandum from the special representative for economic summits, Henry D. Owen, to President Carter*, Washington, June 23, 1978. Le terme « accord global » employé ici est une traduction libre du terme anglais « three-way package deal ». <https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1977-80v03/d138>

<sup>263</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.* document No. 140. Récupéré de <https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1977-80v03/d140>

en matière de lutte contre l'inflation et de réduction de la consommation d'énergie.<sup>264</sup> Le Chancelier Helmut Schmidt et les Premiers ministres Callaghan et Fukuda souhaitent que la conférence de Bonn soit un succès.<sup>265</sup> Owen estime que le texte de la déclaration finale devrait contenir un langage sur les engagements de croissance de la demande intérieure par l'Allemagne et le Japon, sur la réduction des importations de pétrole et la lutte contre l'inflation par les États-Unis, et sur une directive des pays du G-7 pour une conclusion satisfaisante des NCM. En revanche, Owen s'inquiète de la perspective d'un échec d'une partie des dispositions de l'accord global. Autrement dit, si le processus de suivi des mesures entériné ne produit pas les résultats escomptés, cela pourrait mener à des récriminations et à des divisions entre les pays du G-7. Dans le meilleur des scénarios, la conférence de Bonn pourrait être un succès modeste.<sup>266</sup>

Le mémorandum rédigé le 7 juillet par le sous-secrétaire au Trésor pour les affaires monétaires, Anthony M. Solomon, énumère les réactions possibles du marché des changes aux conclusions de la conférence. Dans sa note adressée à Owen, Solomon explique que le marché portera une attention particulière aux propos du Président Carter sur l'énergie et l'inflation, aux mesures fiscales proposées par le Chancelier Schmidt, et au projet de mise en œuvre du système monétaire européen (SME). Les décisions concernant les relations nord-sud, les NCM et la coopération sur l'énergie n'auront pas un impact significatif sur l'évolution des marchés.<sup>267</sup> Selon Solomon, le

---

<sup>264</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.* document No. 140. Keohane dresse un tableau synthèse des principales dispositions du programme législatif de l'administration Carter pour réduire la consommation d'énergie. La source provient de la revue *The Economist* du 21 octobre 1978. Keohane, R. O. (1979). *Ibid.* tableau 3.1, p. 116.

<sup>265</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.*

<sup>266</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.*

<sup>267</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980 Ibid.* document No. 142. *Memorandum from the Undersecretary of the Treasury for monetary affairs, Anthony M. Solomon, to the Special representative for economic summits Henry D. Owen, Washington, July 7, 1978.*

marché des changes a déjà escompté un succès minimal de la conférence. En revanche, toute action qui serait perçue comme étant un affaiblissement du lien de confiance entre l'Europe et les États-Unis pourrait affecter négativement la valeur du dollar.<sup>268</sup> Solomon recommande au Président d'adopter une position prudente par rapport au projet de système monétaire des Européens. Ce dernier devrait informer ses vis-à-vis des craintes de l'administration pour ce qui est des effets possibles d'un tel système sur le dollar.<sup>269</sup>

Dans un mémorandum adressé au Président Carter le 11 juillet, Charles L. Schultze, président du Conseil des conseillers économiques (CCE), explique les fondements et les conséquences d'un SME.<sup>270</sup> L'idée de la proposition d'un système de parité des taux de change remonte à l'abandon du système de Bretton Woods. Les raisons qui incitent les pays membres de la Communauté européenne à étudier cette option sont nombreuses : (1) les Européens ne sont pas à l'aise avec un système de taux de change flottant; (2) l'indifférence affichée par les Américains face aux fluctuations du dollar reflète une incompréhension des conséquences de l'instabilité du marché des changes; (3) une action de stabilisation des taux de change s'impose.<sup>271</sup>

---

Document récupéré de <https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1977-80v03/d142>

<sup>268</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.*

<sup>269</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.*

<sup>270</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.*, document No. 143. *Memorandum from the Chairman of the Council of economic advisers Charles L. Schultze to President Carter*, Washington, July 11, 1978.

Récupéré de <https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1977-80v03/d143>

<sup>271</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.* Le terme « indifférence » est une traduction libre du terme anglais « benign neglect ». Schultze considère que ce terme est associé au consensus selon lequel un système de taux de change flottant régis par le marché est approprié.

Schultze formule certaines critiques à l'égard du projet européen. D'une part, il s'agit d'une manière d'éviter la critique de l'échec des politiques économiques en Europe. D'autre part, l'instabilité des taux de change est un symptôme des disparités économiques entre les pays. Toute tentative qui vise à imposer la parité des taux de change à des pays aux prises avec des taux d'inflation et des soldes de balance des paiements qui diffèrent peut causer plus d'instabilité.<sup>272</sup> À ce sujet, l'analyse de Schultze rejoint celle de Jacques de Larosière. Déjà en 1970, ce dernier avait émis certaines réserves par rapport au plan d'union monétaire du Comité Werner. Le problème avec la mise en œuvre d'une Union économique et monétaire est qu'elle « unifie les monnaies des États membres, mais non leurs balances des paiements dont la gestion reste nationale ».<sup>273</sup> Schultze fait deux recommandations au Président Carter. La première est d'adopter une attitude prudente à propos du projet de SME tout en réaffirmant l'appui des États-Unis aux efforts d'intégration européenne. La deuxième est de ne pas perdre de vue le principal objectif de la conférence qui est d'amener l'Allemagne à stimuler la demande intérieure de son économie.<sup>274</sup>

---

<sup>272</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.*

<sup>273</sup> De Larosière, J. (2016). *50 ans de crises financières*. Paris : Odile Jacob, p. 95-96

<sup>274</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.*

## CHAPITRE IV

### ENTRE LA COOPÉRATION ET LA COMPÉTITION : LES ÉTATS-UNIS FACE À LEURS PARTENAIRES À LONDRES ET À BONN

#### Résumé

Ce chapitre est consacré aux réunions de travail des chefs d'État et de gouvernement du G-7 à Londres et à Bonn. Les principaux enjeux sont : (i) le chômage et la montée du protectionnisme; (ii) la lutte contre l'inflation; (iii) la stabilité monétaire; (iv) l'expansion du commerce international. La question est de déterminer dans quelle mesure les États-Unis peuvent amener leurs partenaires du G-7 à ajuster leur politique économique dans un contexte international marqué par l'inflation et le chômage. Selon Helmut Schmidt, le leadership des États-Unis a été affaibli par son indiscipline fiscale. L'instabilité des taux de change et l'inflation sont causées par l'augmentation de la quantité de dollars en circulation dans le système monétaire international. Selon Schmidt, l'inflation est la cause du chômage. En revanche, selon Jimmy Carter, le chômage est causé par le déséquilibre de la balance des paiements entre les pays créditeurs et les pays débiteurs. Le Japon et la RFA doivent réduire leurs surplus par une politique fiscale expansionniste. Ces conférences du G-7 se résument à deux choses : (1) le succès de la diplomatie économique des États-Unis a été de persuader leurs partenaires que la meilleure défense contre le protectionnisme est l'expansion du commerce international; (2) son échec est de ne pas avoir su persuader l'Allemagne et le Japon de stimuler la demande intérieure de leur économie.

## Introduction

Le chapitre quatre porte sur les réunions de travail du G-7 à Londres et à Bonn. Le texte est basé, en grande partie, sur une traduction libre de la transcription des conversations entre les chefs d'État et de gouvernement. Les passages choisis nous semblent les plus pertinents pour illustrer les approches des membres du G-7 sur un certain nombre d'enjeux qui sont : (i) la faiblesse de la croissance économique dans les pays industrialisés; (ii) le chômage et l'inflation; (iii) l'instabilité politique et la montée du protectionnisme; (iv) les prix des matières premières et les relations économiques avec les pays en voie de développement (PVD); (v) le recyclage des surplus de la balance des paiements des pays membres de l'OPEP; (vi) le financement du déficit de la balance des paiements; (vii) l'agenda des négociations commerciales multilatérales (NCM) à Genève.

Le chapitre est divisé en quatre parties : (1) le sommet économique du G-7 de Londres; (2) les suites de la conférence de Londres; (3) le sommet économique du G-7 de Bonn; (4) les suites de la conférence de Bonn. La conclusion constitue nos remarques finales. La partie sur la conférence de Londres est divisée en deux thèmes. Le premier porte sur la situation générale de l'économie internationale. Le deuxième porte sur les négociations commerciales multilatérales. La partie sur la conférence de Bonn est divisée en deux thèmes. Le premier porte sur l'environnement économique international. Le deuxième porte sur la stabilité des taux de change et le projet de système monétaire européen (SME).

#### 4.1 Le sommet économique du G-7 de Londres (7 et 8 mai 1977)

Résidence du Premier ministre, 10 Downing Street. Matinée du 7 mai 1977

Exposés sur la situation économique générale

James Callaghan, Premier ministre du Royaume-Uni. Bien qu'il existe différents points de vue sur la situation économique actuelle, personne ne semble vouloir, de prime abord, privilégier l'option du protectionnisme. Le meilleur moyen d'éviter d'y recourir est de coopérer étroitement afin de combiner les forces de chacun.<sup>275</sup>

Selon Callaghan, le problème qui devrait être discuté est celui de la relation entre l'inflation et le chômage. Le fait est que la lutte contre l'inflation au Royaume-Uni s'est soldée par une baisse de 5% du PIB et par un taux de chômage élevé. Il y a près de 15 millions de chômeurs dans les pays industrialisés. Le dilemme est le suivant. Si la priorité est la lutte contre l'inflation, cela n'empêche-t-il pas de prendre des mesures pour réduire le chômage? En d'autres mots, il faut se demander si les pays industrialisés peuvent vivre avec un niveau élevé d'inflation et un niveau élevé de chômage.<sup>276</sup> Le fait de persuader certains pays ayant un fort potentiel de croissance économique à mettre en œuvre une politique de stimulation de la demande intérieure n'implique pas de forcer ces derniers à adopter des mesures fiscales au-delà de ce

---

<sup>275</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.* document No. 27. Document récupéré de <https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1977-80v03/d27>

<sup>276</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.* Callaghan fait mention d'une baisse de 5% du niveau de vie, soit une pression déflationniste. Il ne semble pas être convaincu qu'il existe une relation claire de cause à effet entre l'inflation et le chômage. William Safire, témoin de la conférence de Camp David du 13 août au 15 août 1971 et rédacteur du discours télévisé du Président Nixon à l'issue de cette rencontre, affirme dans ses mémoires que les Américains devront vivre avec des périodes de chômage et d'inflation. Voir Safire, W. (1975). *Before the fall : An inside view of the Pre-Watergate White House*. New York : Doubleday & Company, p. 528.



qu'ils peuvent tolérer. En revanche, le but de ce sommet devrait être de réaliser les conséquences politiques du chômage.<sup>277</sup>

Callaghan pose le problème du déséquilibre de la balance des paiements entre les pays créditeurs et les pays débiteurs. Il s'agit de déterminer la manière de recycler les surplus de la balance des paiements des pays de l'OPEP qui s'élèvent à près de 45 milliards de dollars. En l'absence d'une coopération entre pays créditeurs et pays débiteurs, ces derniers connaîtront des difficultés à réduire leur déficit. Enfin, le déséquilibre de la balance des paiements a un impact négatif sur le taux de croissance économique en Europe qui demeure encore trop faible. Par conséquent, les cibles de croissance de l'OCDE ont peu de chance d'être atteintes.<sup>278</sup>

Valéry Giscard d'Estaing, Président de la République française. Giscard d'Estaing évoque cinq points. Premièrement, les pays industrialisés font face à des changements structurels fondamentaux depuis le début des années 1970. Ces derniers ont longtemps compté sur des sources d'énergie et des matières premières à bon marché. Il existe désormais un besoin de revoir les relations avec les PVD de même que l'accès aux matières premières.<sup>279</sup> Deuxièmement, le problème de l'emploi dans les pays industrialisés est préoccupant. Bien qu'aux États-Unis le taux de chômage soit à la baisse, en Europe le chômage est encore élevé. Autant dans les pays avec un faible taux d'inflation que dans les pays aux prises avec un taux d'inflation élevé, la situation de l'emploi est précaire. Giscard d'Estaing ajoute que la persistance du

---

<sup>277</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.* Les conséquences politiques du chômage peuvent être l'incertitude politique, l'instabilité sociale et l'émergence de courants protectionnistes.

<sup>278</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.* document No. 27.

<sup>279</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.* Les changements structurels évoqués par Giscard d'Estaing touchent à l'accès et aux prix des matières premières, y compris le pétrole et d'autres sources d'énergie. Cette analyse soulève les questions de la productivité et de la compétitivité du secteur industriel dans les pays de l'Europe occidentale.

chômage en Europe est la principale cause d'instabilité politique avec la montée des idées de gauche.<sup>280</sup> Troisièmement, le problème de l'accès aux sources d'énergie, de la fluctuation des prix du pétrole et de la consommation d'énergie. Quatrièmement, le problème des pressions politiques pour l'adoption de mesures protectionnistes. Cinquièmement, la baisse de compétitivité de l'industrie des hautes technologies et de l'aérospatiale.<sup>281</sup>

Takeo Fukuda, Premier ministre du Japon. Fukuda rappelle qu'il faisait partie de la délégation japonaise lors de la conférence internationale sur l'économie à Londres en 1933. Cette conférence a été ajournée et n'a jamais repris ses travaux. Entre 1929 et 1934, il y a eu une baisse du PIB mondial de 30% et une réduction du volume des échanges commerciaux de 40%. Cette situation a favorisé, en grande partie, l'émergence d'une grande instabilité sociale ainsi que la montée du totalitarisme. Au cours des années 1930, le recours de plus en plus fréquent au protectionnisme pour résoudre le problème de la faiblesse de la croissance économique intérieure a été la toile de fond du second conflit mondial.<sup>282</sup> Dans son exposé, Fukuda prône une croissance non inflationniste favorisant l'emploi et les investissements. Les États-Unis, en tant que principale puissance économique mondiale, ont un rôle important à jouer pour insuffler un nouveau dynamisme à l'activité économique internationale. L'atteinte des objectifs de croissance non inflationniste et la résolution du problème

---

<sup>280</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.* Callaghan et Giscard d'Estaing ont évoqué tous les deux les changements structurels et la hausse du chômage en Europe pour expliquer la faiblesse de la croissance économique et ses répercussions politiques. Voir aussi l'analyse des économistes Michael J. Artis et Sylvia Ostry. Les auteurs associent la persistance du chômage à une forme de sclérose économique. Artis, M. J. et Ostry, S. (1986). *International economic policy coordination*, (Chatham House Papers series, No. 30). London, New York, Henley : Routledge & Kegan Paul, p. 57-58.

<sup>281</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.* document No. 27.

<sup>282</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.*

du déséquilibre de la balance des paiements sont la seule manière de faire échec au protectionnisme.<sup>283</sup>

Giulio Andreotti, Président du conseil des ministres de l'Italie. La phase d'expansion économique est plus faible que prévu, le taux de chômage demeure élevé et l'inflation est une préoccupation constante. La réduction du déficit de la balance des paiements chez les pays débiteurs dépend en grande partie de la volonté des pays créditeurs à mettre en œuvre des mesures d'ajustements macroéconomiques pour stimuler la demande intérieure et réduire leur surplus.<sup>284</sup> Afin d'aider les pays aux prises avec un problème de paiements, le FMI devrait ajuster ses conditions d'emprunt.<sup>285</sup>

Helmut Schmidt, Chancelier de la République fédérale d'Allemagne. Selon Schmidt, les pays industrialisés traversent une crise structurelle qui cause un manque de confiance en l'avenir et une faiblesse de la demande intérieure. Cet état d'esprit des agents économiques explique un taux d'épargne relativement élevé en Allemagne, qui oscille autour de 14%, et des taux d'intérêt bas. Selon Schmidt, il y a trois facteurs de causalité qui expliquent cette crise structurelle.<sup>286</sup> Premièrement, le chômage suit l'inflation. Depuis les années 1960, la croissance des dépenses militaires des États-Unis pour financer le conflit en Asie du Sud-Est a contribué à l'augmentation de la quantité de dollars en circulation dans le monde. Les gouvernements des pays industrialisés n'ont pas su résister à l'augmentation des dépenses publiques. Il existe aussi des disparités de taux d'inflation entre les pays. En somme, le système des taux de change fixes de Bretton Woods a été victime d'une forte hausse de l'inflation. La transition vers les taux de change flottants a été une source importante

---

<sup>283</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.*

<sup>284</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.* document No. 27.

<sup>285</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.*

<sup>286</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.*

d'incertitude.<sup>287</sup> Deuxièmement, le choc pétrolier de 1973 et l'augmentation des prix du pétrole brut qui a suivi sont à l'origine d'un renversement des termes de l'échange en faveur des pays de l'OPEP. Le déséquilibre de la balance des paiements enregistrés par la plupart des pays importateurs de pétrole est à l'origine d'une baisse de la demande intérieure et d'une baisse de l'activité du commerce extérieur. Troisièmement, la faiblesse de la confiance affecte le niveau des investissements et de la consommation.<sup>288</sup>

La solution est de lutter à la fois contre le chômage et à la fois contre l'inflation. Selon Schmidt, les perspectives de croissance pour les pays de l'OCDE en 1977 sont bonnes. Le taux de croissance moyen était de 5% en 1976. Le Japon et les États-Unis devraient enregistrer un taux de croissance plus élevé, mais les prévisions de croissance pour la RFA se situent entre 4.5 et 5%. Afin de faire face à la baisse des investissements privés, le gouvernement prévoit des investissements publics à hauteur de 16 milliards de marks.<sup>289</sup> La solution au déséquilibre de la balance des paiements passe par une réduction de la dépendance aux importations de pétrole et par la stabilité des taux de change. La part des exportations dans le PIB de la RFA est de 29%, et depuis le début de 1976 l'appréciation du deutsche mark a été de 18%, ce qui exerce une pression à la baisse sur les exportations. Enfin, les principaux champs de la coopération monétaire internationale sont la lutte contre l'inflation, le renforcement du système monétaire international, la stabilité des taux de change et la réduction du déséquilibre de la balance des paiements.<sup>290</sup>

---

<sup>287</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.*

<sup>288</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.*

<sup>289</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.*

<sup>290</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.*

James Earl Carter, Président des États-Unis d'Amérique. Les États-Unis sont convaincus de réaliser les objectifs de croissance qu'ils se sont fixés, soit une cible de 5.8% pour l'année en cours. En janvier 1977, le taux de chômage était de 8.1% alors qu'il oscille autour de 7% en mai. Les États-Unis assistent à une augmentation de la confiance des investisseurs et des ménages, ce qui explique en partie un taux d'épargne de 6% comparativement à 14% en Allemagne. La hausse de l'emploi et l'augmentation des dépenses des ménages expliquent la décision de l'administration à revoir les mesures fiscales proposées au Congrès. L'annulation du rabais fiscal de \$50 par contribuable ne remet pas en cause les autres mesures fiscales et budgétaires qui se chiffrent à près de \$20 milliards. Enfin, la cible du taux de chômage aux États-Unis, d'ici à la fin de 1980, est de 5%.<sup>291</sup>

Certaines préoccupations font l'objet d'une attention particulière. Premièrement, l'inflation dont le taux oscille autour de 6.5%. Il s'agit d'une source d'incertitude qui incite à la prudence quant à la mise en œuvre du plan de redressement de l'économie. Le taux de croissance des investissements privés est d'environ 18%, soit près de 10% ajusté à l'inflation.<sup>292</sup> Deuxièmement, il y a un retour vers le protectionnisme. La Commission du commerce international des États-Unis a fait des recommandations pour l'adoption de nouvelles mesures tarifaires. L'administration rejette ces mesures puisqu'elles ne font pas la juste part entre les pressions intérieures et la réalité de l'environnement économique internationale. Les États-Unis sont favorables à une déclaration commune contre le protectionnisme. Troisièmement, l'administration doit faire face à un problème de déséquilibre de la balance des paiements. Les pays du G-7 font face à un déficit du compte courant de près de 45 milliards de dollars, ce qui équivaut au surplus enregistré par les pays de l'OPEP. En 1975, les États-Unis

---

<sup>291</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.*

<sup>292</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.*

avaient un surplus du compte courant de près de 12 milliards de dollars. Aujourd'hui, le déficit est évalué à près de 12 milliards de dollars. Le déficit commercial des États-Unis est évalué à près de 20 milliards de dollars. En revanche, l'Allemagne et le Japon disposent d'importants surplus de leur balance des paiements, ce qui cause un problème de gestion des paiements pour les pays débiteurs. Les pays créditeurs doivent reconnaître leur responsabilité en réduisant leurs surplus.<sup>293</sup> Quatrièmement, l'administration doit faire face au problème des importations de pétrole et de la hausse de la consommation d'énergie. Les États-Unis ont lancé un important programme de conservation d'énergie qui prévoit de réduire les importations de pétrole à 6 millions de barils par jour, tout en produisant de nouvelles sources d'énergie, dont le gaz naturel et le charbon.<sup>294</sup>

James Earl Carter (États-Unis d'Amérique). L'objet de cette conférence est d'entretenir un dialogue qui incite à la franchise et à la confiance. Les engagements qui se prennent dans le cadre de cette rencontre doivent faire l'objet d'un suivi afin de mesurer les progrès réalisés. Sur le plan du commerce international, le G-7 doit privilégier une plus grande ouverture aux échanges et appuyer les NCM à Genève. D'une part, Carter plaide en faveur d'une plus grande influence accordée aux pays émergents dans les délibérations au sein des institutions financières multilatérales.

---

<sup>293</sup> La notion de responsabilité de coopérer afin de réduire le déséquilibre de la balance des paiements entre pays créditeurs et pays débiteurs trouve sa source à l'article 4 du chapitre II sur l'Emploi et l'activité économique de la *Charte de La Havane* de 1948. Cet article invoque la responsabilité de coopérer lorsque le déséquilibre de la balance des paiements d'un État affecte l'équilibre de la balance des paiements des autres États membres. L'action des États membres doit être conforme au principe du non-recours au protectionnisme et accorder une préférence à l'expansion des échanges commerciaux. Voir Nations unies (1948). *Conférence des Nations unies sur le commerce et l'emploi : Acte final et documents connexes*. Genève : Organisation mondiale du commerce, p. 14. Document récupéré de [https://www.wto.org/french/docs\\_f/legal\\_f/havana\\_f.pdf](https://www.wto.org/french/docs_f/legal_f/havana_f.pdf). Bien que la Charte n'ait jamais été ratifiée par le Congrès des États-Unis et que l'Organisation internationale du commerce (OIC) n'a jamais été constituée, ce document demeure important en ce qui a trait aux normes de gouvernance en matière de commerce et d'investissements.

<sup>294</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.* document No. 27.

D'autre part, il prône un renforcement du mandat et un accroissement des ressources pour ces institutions. À cette fin, Carter affirme que les États-Unis appuient le plan d'emprunt Witteveen au FMI.<sup>295</sup>

Denis W. Healey, Chancelier de l'échiquier du Royaume-Uni. Le problème fondamental est le déséquilibre de la balance des paiements entre pays créditeurs et pays débiteurs. Ces derniers doivent soit financer leurs importations, soit subir les effets de la déflation. Healey considère que la mesure du taux de croissance des pays industrialisés fondée sur le PIB ne tient pas compte de la source de cette croissance. Les pays qui financent leur croissance à partir du produit de leurs exportations, comme l'Allemagne et le Japon, ont un avantage comparatif par rapport aux pays débiteurs qui sont aux prises avec une augmentation des coûts et des prix qui cause une baisse de la compétitivité de leurs exportations. Afin de diminuer la pression sur les pays débiteurs, les pays créditeurs doivent financer une plus grande part de leur croissance par une augmentation des investissements, publics et privés, au moyen de mesures fiscales et budgétaires.<sup>296</sup> Les pays doivent prendre les mesures nécessaires pour respecter leur cible de croissance et le déficit global de la balance des paiements doit être financé de manière acceptable. Healey plaide pour un assouplissement des conditions d'emprunt du FMI. Healey est favorable à un processus de suivi.<sup>297</sup>

Hans Apel, ministre des Finances de la RFA. Le taux de croissance économique de la RFA était de 5.6% en 1975 et la cible de croissance pour l'année en cours est de 5%. En revanche, malgré cette croissance, le taux de chômage demeure élevé en Allemagne. Sur le plan des échanges commerciaux, Apel prévoit un accroissement

---

<sup>295</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.*

<sup>296</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.*

<sup>297</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.*

des importations en provenance des PVD de 30% pour 1977. D'autre part, la RFA devrait accroître le surplus de sa balance commerciale avec ses partenaires européens qui enregistrent un taux d'inflation élevé. Selon Apel, ces pays doivent faire face à une faible compétitivité de leurs exportations du fait de l'instabilité des prix et des coûts. Enfin, le surplus du compte courant de la RFA était de 3 milliards de dollars en 1976 et les prévisions pour 1977 sont pour un surplus de 2 milliards de dollars.<sup>298</sup> La RFA est favorable à un renforcement du mandat du FMI et de ses ressources financières. Selon Apel, les conditionnalités de prêt du FMI doivent être adaptées à la qualité du plan de redressement des pays demandeurs. Enfin, la prudence est de mise quant aux programmes d'aide au développement destinés aux PVD.<sup>299</sup>

W. Michael Blumenthal, secrétaire au Trésor des États-Unis. Le consensus qui se dégage est que le protectionnisme n'est pas une solution pour résoudre le déséquilibre de la balance des paiements. La solution repose plutôt sur l'accroissement des échanges commerciaux.<sup>300</sup> La vigueur de la reprise économique aux États-Unis a accentué le déficit de la balance des paiements. Le déficit de la balance commerciale est approximativement de 20 milliards de dollars alors que le déficit du compte courant est de près de 10 milliards de dollars. Les investissements en provenance de l'Arabie Saoudite ont accru la demande pour des actifs libellés en dollars américains, ce qui exerce une pression à la hausse sur le taux de change du dollar et explique, en partie, le déficit du compte courant.<sup>301</sup> En ce qui concerne le financement du déficit de la balance des paiements, Blumenthal est d'avis que les conditions du FMI doivent être maintenues tout en conservant une certaine flexibilité décisionnelle.<sup>302</sup>

---

<sup>298</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.*

<sup>299</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.*

<sup>300</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.*

<sup>301</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.*

<sup>302</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.*



Takeo Fukuda (Japon). Fukuda est d'avis qu'il devrait y avoir un effort d'harmonisation des politiques économiques entre les pays créditeurs et les pays débiteurs. Le Japon souhaite que les pays économiquement forts financent davantage leur croissance interne. À cette fin, le gouvernement japonais a mis en œuvre un programme de travaux publics qui implique des dépenses de 36 milliards de dollars. Cela devrait permettre à l'économie japonaise d'atteindre sa cible de croissance de 6.7% pour l'année en cours. Le Japon est favorable à une déclaration de non-recours au protectionnisme.<sup>303</sup>

Raymond Barre, Premier ministre et ministre des Finances de la France. Les pays importateurs de pétrole doivent reconnaître que le transfert des richesses vers les pays exportateurs de pétrole peut réduire le niveau de vie des pays industrialisés. La lutte contre le chômage doit être menée conjointement avec la lutte contre l'inflation. Le principe de la liberté de commerce doit être assorti de règles qui favorisent la réciprocité et la réduction des obstacles au commerce. Un processus de suivi des engagements du G-7 faciliterait l'atteinte de résultats concrets.<sup>304</sup>

James Earl Carter (États-Unis d'Amérique). Le problème du chômage est prioritaire, mais est suivi immédiatement par le problème de l'inflation. Ces priorités sont indissociables. James Callaghan (Royaume-Uni). Les pays du G-7 veulent à la fois une bonne déclaration et à la fois une obligation de résultat.<sup>305</sup>

---

<sup>303</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.*

<sup>304</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.*

<sup>305</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.*

Le sommet économique du G-7 de Londres

Résidence du Premier ministre, 10 Downing Street. Matinée du 8 mai 1977

Discussion sur les enjeux de commerce

Takeo Fukuda (Japon). Toute diminution du volume des échanges commerciaux pourrait avoir un impact négatif sur l'emploi ainsi que sur le climat général des affaires. En dernière analyse, toute reprise de la croissance dans les pays de l'OCDE est conditionnelle à une expansion du commerce.<sup>306</sup>

Roy H. Jenkins, président de la Commission européenne (CE) à Bruxelles. La ronde des NCM a été lancée officiellement à Tokyo en 1973, mais les négociations n'ont commencé qu'en 1975 après le passage de la loi sur le commerce au Congrès des États-Unis. La CE s'inscrit en faux contre le protectionnisme et souhaite obtenir des résultats favorables dans les NCM. L'agriculture est une composante importante des négociations. La CE souhaite une expansion du commerce agricole dans un cadre où les marchés sont stables et prévisibles.<sup>307</sup>

Takeo Fukuda (Japon). Il existe trois grands axes de négociation dans les NCM, soit les tarifs douaniers, les barrières non tarifaires et les produits agricoles. Une date d'échéance devrait être fixée pour s'entendre sur une formule de réduction des tarifs.<sup>308</sup>

---

<sup>306</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.* document No. 28. Fukuda plaide en faveur de l'adhésion au principe de non-recours au protectionnisme et à une conclusion rapide des NCM à Genève. Récupéré de <https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1977-80v03/d28>

<sup>307</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.* document No. 28.

<sup>308</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.*

Valéry Giscard d'Estaing (France). Les NCM doivent viser une solution symétrique pour un accès réciproque aux marchés. La réciprocité devrait être un principe fondamental du système commercial international.<sup>309</sup>

James Earl Carter (États-Unis d'Amérique). L'expansion du commerce est un prérequis pour l'accroissement de la richesse nationale. Les États-Unis souhaitent réduire la pression du protectionnisme et accélérer le processus des NCM. Le langage du communiqué doit être clair et sans ambiguïté.<sup>310</sup>

James Callaghan (Royaume-Uni). L'expansion du commerce et la réduction des barrières commerciales vont exercer une pression sur la stabilité des emplois. En revanche, la montée du protectionnisme pourrait amplifier le problème du chômage et freiner la croissance des pays industrialisés.<sup>311</sup>

Denis W. Healey (Royaume-Uni). Bien que la lutte contre le chômage soit la principale priorité, une hausse générale de l'inflation compromettrait l'efficacité des politiques de redressement. L'une des conditions fondamentales de l'expansion des échanges commerciaux est la réduction des barrières au commerce. *A contrario*, la prospérité économique est une condition essentielle pour évoluer vers le libre-échange.<sup>312</sup>

---

<sup>309</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.* Giscard d'Estaing introduit la question des principes de réciprocité et d'équité dans les relations commerciales internationales.

<sup>310</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.*

<sup>311</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.* Robert S. Strauss, représentant spécial des États-Unis pour les négociations commerciales, précise que le succès des NCM pourrait ne pas favoriser une réduction du chômage dans l'immédiat. En revanche, un échec des négociations pourrait amplifier le problème.

<sup>312</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.*

James Earl Carter (États-Unis d'Amérique). Carter s'inscrit en faux contre la notion que le chômage est le résultat de l'ouverture des frontières au commerce. Dans l'éventualité d'une montée du protectionnisme et d'un effondrement du système commercial multilatéral, les États-Unis pourraient survivre à ce choc.<sup>313</sup>

#### 4.2 Les suites de la conférence de Londres

Les résultats de la conférence de Londres furent mitigés, sinon en deçà des attentes de l'administration Carter.<sup>314</sup> Le sommet du G-7 n'a produit qu'un compromis fragile entre la responsabilité des économies fortes d'accélérer leur croissance et la nécessité de lutter contre l'inflation.<sup>315</sup> Le texte du communiqué est ambigu sur la nature de ce compromis. D'une part, le G-7 affirme que leur gouvernement aura pour priorité de créer de nouveaux emplois tout en continuant à mener la lutte contre l'inflation. D'autre part, le G-7 consent à mettre en œuvre les politiques économiques appropriées afin d'assurer une croissance non inflationniste et à réduire les déséquilibres de la balance des paiements. En ajoutant la phrase qui stipule que l'inflation ne réduit pas le chômage, mais qu'elle en est la principale cause, les auteurs semblent avoir élevé la lutte contre l'inflation au-dessus de toute autre priorité.<sup>316</sup>

---

<sup>313</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.* Cet avertissement à peine voilé de la part de Carter signifie que les États-Unis sont déterminés à réaliser unilatéralement leur programme économique, si nécessaire. D'autre part, Carter estime que l'économie américaine est suffisamment forte pour faire face à une détérioration du commerce international. Voir aussi Keohane, R. O. (1979). *Ibid.* p. 95-97.

<sup>314</sup> Biven, W. C. (2002). *Ibid.* p. 112. Voir la note de Brzezinski en date du 11 mars 1977 qui recommande au Président Carter d'avoir des attentes modérées quant aux résultats du sommet. Voir Brzezinski, Z. (1985). *Ibid.* p. 557.

<sup>315</sup> Sargent, D. J. (2017). *Ibid.* p. 241.

<sup>316</sup> Hajnal, P. I. (dir.) (1989). *Ibid.* p. 33.

Bien que les prévisions de croissance annoncées par Helmut Schmidt (5%), Takeo Fukuda (6.7%) et Jimmy Carter (5.8%) n'apparaissent pas dans le communiqué, le texte fait état de cibles à atteindre. Dans son allocution d'ouverture, le Premier ministre James Callaghan doutait du réalisme de ces prévisions.<sup>317</sup> Ce scepticisme s'est avéré en partie juste. Pour l'année 1977, le taux de croissance réel du PIB en Allemagne était de 2.6%, de 5.7% au Japon, et de 5.5% aux États-Unis.<sup>318</sup> Robert O. Keohane affirme qu'à la fin de 1977 les efforts de l'administration Carter pour promouvoir une accélération de la croissance dans les pays industrialisés avaient échoué.<sup>319</sup> Le différentiel du taux de croissance entre les trois principales puissances économiques (États-Unis, Japon, RFA) explique l'augmentation du déficit du compte courant des États-Unis et la dépréciation du dollar sur le marché des changes.<sup>320</sup> Selon Sargent, le déficit du compte courant des États-Unis a atteint 18 milliards de dollars à la fin de 1977, soit près de la moitié du total enregistré par les pays de l'OCDE.<sup>321</sup> Le déficit de la balance commerciale s'est creusé pour atteindre 31 milliards de dollars au cours de la même année et la valeur des importations de pétrole brut a atteint 47 milliards de dollars. C. Fred Bergsten, lors d'un témoignage livré devant le Congrès, explique l'expansion du déficit de la balance commerciale par une augmentation de la dépendance des États-Unis pour le pétrole brut étranger et par la faiblesse de la demande intérieure au Japon et en Allemagne. Par conséquent, l'expansion du déficit de la balance commerciale des États-Unis résulte d'une plus grande part des revenus consacrés aux importations de biens et services par rapport à

---

<sup>317</sup> Hajnal, P. I. (dir.) (1989). *Ibid.* Sargent, D. J. (2017). *Ibid.* Sargent mentionne un accord informel entre Carter, Schmidt et Fukuda sur des cibles de croissance. Biven, W. C. (2002). *Ibid.* Biven affirme que les Allemands et les Japonais étaient réticents à associer leur prévision de croissance à des cibles spécifiques à atteindre. Il s'agirait plutôt d'un engagement implicite. Voir Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980*. *Ibid.* document No. 27.

<sup>318</sup> Biven, W. C. (2002). *Ibid.* p. 112.

<sup>319</sup> Keohane, R. O. (1979). *Ibid.* p. 103-104. Voir aussi Sargent, D. J. (2017). *Ibid.* p. 242.

<sup>320</sup> Biven, W. C. (2002). *Ibid.* p. 113.

<sup>321</sup> Sargent, D. J. (2017). *Ibid.* p. 243.

l'Europe et au Japon.<sup>322</sup> L'écart entre la demande intérieure aux États-Unis et celle de ses principaux partenaires a contribué au surplus du compte courant de la RFA (2 milliards de dollars) et du Japon (10 milliards de dollars).<sup>323</sup> Les États-Unis ont ainsi contribué à financer la croissance des exportations de leurs partenaires japonais et allemands.<sup>324</sup>

#### 4.3 Le sommet économique du G-7 de Bonn (16 et 17 juillet 1978)

Palais Schaumburg. Matinée du 16 juillet 1978

Exposés sur la situation économique générale

Helmut Schmidt, Chancelier de la RFA. Certains pays d'Europe ont réduit leur déficit du compte courant et le taux d'inflation affiche une tendance à la baisse. L'OCDE prévoit un taux d'inflation moyen de 7% pour 1978 comparativement à 8% pour 1977. Enfin, les États-Unis ont réduit leur taux de chômage et les NCM progressent.<sup>325</sup> Selon Schmidt, la croissance économique à long terme des pays industrialisés dépend des actions suivantes : (i) la lutte contre le protectionnisme; (ii) la coopération sur les questions énergétiques; (iii) la lutte contre l'inflation; (iv) la stabilisation des taux de change.<sup>326</sup>

---

<sup>322</sup> Biven, W. C. (2002). *Ibid.* p. 113-114.

<sup>323</sup> Keohane, R. O. (1979). *Ibid.* p. 103.

<sup>324</sup> Sargent, D. J. (2017). *Ibid.* p. 242-243. Selon Sargent, les États-Unis auraient agi comme « consommateur de dernier ressort ».

<sup>325</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.* document No. 145. *Minutes of the Bonn economic summit meeting.* <https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1977-80v03/d145>

<sup>326</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.*

James Earl Carter, Président des États-Unis d'Amérique. Les États-Unis ont agi de bonne foi pour remplir leurs engagements. La croissance a été de 5.7% en 1977 et devrait ralentir au cours de l'année. La vigueur de l'économie américaine a contribué à une réduction importante du taux de chômage. Le volume des importations de pétrole brut a augmenté de 1% en 1977. Toutefois, durant les cinq premiers mois de 1978, les importations ont fléchi de près de 1 million de barils par jour.<sup>327</sup> Le gouvernement des États-Unis a introduit une politique énergétique qui fait face à une certaine résistance au Congrès. L'impact des mesures proposées devrait contribuer à réduire la consommation de pétrole d'environ 2.3 millions de barils par jour d'ici 1985. La politique énergétique des États-Unis vise à ajuster le prix du pétrole brut intérieur aux prix mondiaux d'ici 1980. En ce qui concerne la politique fiscale, le déficit budgétaire des États-Unis devrait atteindre 50 milliards de dollars pour l'année financière en cours. Par la suite, le déficit devrait atteindre 40 milliards de dollars en 1979 et 30 milliards de dollars en 1980. L'administration travaille sur un plan de consolidation et de réduction des dépenses budgétaires.<sup>328</sup>

Takeo Fukuda, Premier ministre du Japon. Il s'agit d'une époque marquée par l'incertitude et l'insécurité. Un grand nombre de problèmes socio-économiques contribuent à une baisse de confiance dans l'économie, ce qui explique la faiblesse de la demande et le faible niveau des investissements.<sup>329</sup>

Helmut Schmidt (RFA). Le problème est le pessimisme ambiant qui est causé par la fluctuation des prix du pétrole et le déséquilibre de la balance des paiements. Cela explique la volatilité des taux de change. Le rétablissement d'un sentiment de

---

<sup>327</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.*

<sup>328</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.*

<sup>329</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.*

confiance dans l'économie passe par : (i) la lutte contre l'inflation; (ii) l'adoption de mesures pour équilibrer la balance des paiements; (iii) la stabilisation des taux de change.<sup>330</sup> En ce qui concerne la croissance de l'économie allemande, elle a été presque nulle. En 1977, le taux d'inflation a été de 2.5% et le taux de croissance a été inférieur à 4%. Les ajustements pour orienter les investissements privés vers le marché intérieur prendront de 5 à 7 ans pour produire les effets désirés. Le gouvernement allemand est d'accord pour augmenter ses dépenses si les autres gouvernements sont prêts à faire de même.<sup>331</sup>

Takeo Fukuda (Japon). L'économie japonaise est dépendante de ses importations de pétrole. La cible de croissance pour 1978 est de 7%. Le surplus du compte courant a atteint 11 milliards de dollars. Afin de réduire son surplus de la balance des paiements, le gouvernement japonais s'est engagé à accroître le volume de ses importations et à stimuler la demande intérieure pour atteindre sa cible de croissance. Les effets désirés de ces mesures prendront du temps à se concrétiser, ce qui amène le gouvernement à examiner une politique de limitation des exportations.<sup>332</sup> Le problème avec une politique de contrôle des exportations est qu'elle ne peut produire les effets escomptés sur la balance des paiements que si les coûts et les prix sont stables sur les marchés internationaux. Afin de réduire le surplus du compte courant, le gouvernement pourrait autoriser l'émission d'obligations en devises étrangères sur le marché des capitaux japonais. Le gouvernement propose aussi de doubler l'aide financière accordée aux PVD sur une période de trois ans.<sup>333</sup>

---

<sup>330</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.*

<sup>331</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.*

<sup>332</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.*

<sup>333</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.*



James Earl Carter (États-Unis d'Amérique). Le gouvernement s'apprête à lancer un programme d'aide aux exportations. Les exportations représentent 7% du PIB des États-Unis. En ce qui concerne la politique budgétaire, l'administration collabore étroitement avec le Congrès afin de consolider et réduire les dépenses du gouvernement fédéral. Le déficit de la balance des paiements représente 1.5% du PIB, ce qui est encore trop élevé. Durant les cinq premiers mois de 1978, le déficit de la balance commerciale relié aux importations de pétrole a été réduit de 3 à 4 milliards de dollars alors que le déficit relié aux produits manufacturés s'est creusé davantage.<sup>334</sup> Le principal problème auquel doit faire face l'administration est la réticence du Congrès à voter en faveur de la législation sur l'énergie. Il existe une convergence d'intérêts entre producteurs et consommateurs pour s'opposer à des mesures de conservation ainsi qu'à de nouvelles taxes sur les produits pétroliers. De plus, les négociations avec les Saoudiens ont permis de maintenir les prix à leur niveau actuel pour le moment.<sup>335</sup> Le gouvernement des États-Unis souhaite accorder une place plus importante aux pays de l'OPEP dans les négociations internationales sur les questions économiques. D'autre part, les États-Unis réitèrent la responsabilité collective des pays créditeurs et des pays débiteurs à résoudre le problème du déséquilibre de la balance des paiements.<sup>336</sup>

Helmut Schmidt (RFA). Si les autres pays du G-7 s'engagent à réduire leur déséquilibre de la balance des paiements, le gouvernement allemand serait en mesure de contribuer. Un nouveau cadre budgétaire pourrait être introduit à l'automne au Parlement. Cependant, Schmidt affirme qu'il n'est pas en mesure de chiffrer son cadre budgétaire. Il rappelle que l'opposition détient une majorité au Conseil de la

---

<sup>334</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.*

<sup>335</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.*

<sup>336</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.*

fédération et qu'il subsiste un doute quant à l'efficacité réelle de nouvelles dépenses sur la croissance économique.<sup>337</sup>

Roy H. Jenkins (Communauté européenne). Le Conseil européen de Brême a publié un communiqué qui fait mention d'un engagement général en faveur de mesures de stimulation de la croissance.<sup>338</sup>

James Callaghan (Royaume-Uni). Le gouvernement du Royaume-Uni a fait des progrès en réduisant sa dette publique et en augmentant ses réserves de change. Le taux d'inflation a été réduit de deux tiers et le gouvernement s'apprête à prolonger d'un an ses mesures de contrôle des salaires. La lutte contre l'inflation demeure une priorité du gouvernement, le taux de chômage est à la baisse, et les importations sont à la hausse. Les revenus pétroliers en provenance de la mer du Nord contribuent à financer les importations et la croissance de l'économie. Le Royaume-Uni n'est pas en mesure de modifier son cadre budgétaire pour financer de nouvelles dépenses, mais est prêt à faire des ajustements si le climat général des affaires s'améliore.<sup>339</sup>

James Earl Carter (États-Unis d'Amérique). L'engagement des États-Unis se résume à la lutte contre l'inflation, la réduction du déficit de la balance des paiements, et la réduction des importations de pétrole.<sup>340</sup>

---

<sup>337</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.* Le Bundesrat est le Conseil de la fédération de la République fédérale d'Allemagne. Les représentants élus des seize Länder sont nommés par leur gouvernement pour y siéger. Les Länder comprennent treize territoires provinciaux et trois villes-États (villes libres de la Hanse) qui sont Berlin, Hambourg et Brême. Lien vers le site internet <https://www.bundesrat.de/FR/homepage>

<sup>338</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.* Le Conseil européen s'est réuni dans la ville-État de Brême les 6 et 7 juillet 1978 avant la conférence de Bonn.

<sup>339</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.*

<sup>340</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.*

Le sommet économique du G-7 à Bonn (suite)  
Palais Schaumburg. Après-midi du 16 juillet 1978  
Discussions sur les enjeux monétaires

Valéry Giscard d'Estaing (France). On ne peut séparer les problèmes monétaires du problème de la croissance économique. L'incertitude monétaire contribue à affaiblir les perspectives de croissance. La mise en œuvre d'un mécanisme de stabilisation en Europe pourrait contribuer à créer un marché plus résilient et à stabiliser le marché des changes.<sup>341</sup>

Takeo Fukuda (Japon). La réunion du Conseil européen à Brême revêt un très grand intérêt pour le Japon. Depuis la conférence de Londres, la cible de croissance de l'économie japonaise n'a pu être atteinte à cause de l'instabilité des taux de change sur le marché. La forte appréciation du yen par rapport au dollar américain est l'un des facteurs qui expliquent que la croissance réelle de l'économie japonaise a été de 5.4% plutôt que de 6.7%. D'une certaine manière, l'instabilité monétaire a affecté la validité des projections de croissance des pays du G-7.<sup>342</sup> Les fluctuations monétaires doivent être un enjeu prioritaire. Enfin, tant et aussi longtemps que le marché des changes sera instable, l'incertitude persistera sur les marchés internationaux.<sup>343</sup>

James Earl Carter (États-Unis d'Amérique). Les États-Unis appuient formellement la Communauté européenne dans ses démarches vers une plus grande intégration politique et économique. En ce qui concerne le dollar, les États-Unis favorisent une devise stable de même qu'une certaine protection contre les mouvements spéculatifs.

---

<sup>341</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.* document No. 146. *Minutes of the Bonn economic summit meeting.* <https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1977-80v03/d146>

<sup>342</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.*

<sup>343</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.*

En revanche, l'administration ne souhaite pas intervenir contre une tendance lourde qui affecte le mouvement des devises. La manière de contrer une tendance non désirée est de s'attaquer aux problèmes fondamentaux sous-jacents.<sup>344</sup> D'une part, les États-Unis ont un intérêt à ce que la croissance économique en Europe soit vigoureuse. Il existe toutefois une certaine inquiétude, quant au projet de SME, sur le risque de contraction du PIB causé par une forte pression sur les pays débiteurs pour corriger leur déficit de la balance des paiements.<sup>345</sup> D'autre part, il n'est pas complètement juste d'affirmer que l'échec de l'atteinte des cibles de croissance convenues à Londres soit causé principalement par la chute du dollar sur le marché des changes. Certains pays n'ont pas atteint une fraction de leur taux de croissance projeté, ce qui peut laisser croire qu'une baisse de la demande interne dans les pays du G-7 est en partie responsable de la chute du dollar.<sup>346</sup>

Helmut Schmidt (RFA). L'Europe a besoin d'un système monétaire international plus stable. L'instabilité des taux de change crée de l'incertitude sur les marchés, ce qui affecte négativement près de la moitié du commerce international de l'Europe. En éliminant cette source d'incertitude que sont les fluctuations importantes de taux de change, les pays européens pourront progresser dans leurs ajustements structurels.<sup>347</sup> Le mark allemand s'est apprécié de près de 78% par rapport au dollar depuis 1969 en terme réel. Les importations se sont accrues de 25% par rapport aux

---

<sup>344</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.*

<sup>345</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.* Le Président Carter fait référence au projet de système monétaire européen discuté lors de la réunion du Conseil européen tenue à Brème les 6 et 7 juillet 1978. Voir l'extrait des conclusions de la présidence du Conseil sur la politique monétaire dans Communautés européennes (1978). Conclusions du Conseil européen de Brème: Extrait sur la politique monétaire, 6 et 7 juillet 1978. *Bulletin des Communautés européennes* (6) (1978), 19-22. Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes. Récupéré de [https://www.cvce.eu/content/publication/1997/10/13/684951b3-bfef-41d5-874f-76eabce20705/publishable\\_fr.pdf](https://www.cvce.eu/content/publication/1997/10/13/684951b3-bfef-41d5-874f-76eabce20705/publishable_fr.pdf)

<sup>346</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.*

<sup>347</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.*

exportations dans les trois dernières années. L'Allemagne a exporté de nombreux emplois à cause de la forte appréciation du mark. Selon Schmidt, la stabilisation des taux de change est dans l'intérêt du marché allemand.<sup>348</sup> Toutefois, l'Europe ne peut influencer l'évolution à long terme du dollar sur le marché des changes. Cela dépend des facteurs fondamentaux, dont le taux d'inflation et la balance commerciale. En revanche, le dollar demeure le principal actif des banques centrales à l'extérieur des États-Unis. Les avoirs libellés en dollars se sont accrus de 30 à 35 milliards de dollars à la suite des opérations de change pour stabiliser le dollar. En contrepartie, cela a causé un accroissement de la masse monétaire des pays s'étant portés acquéreurs de dollars contre la vente de leur propre devise.<sup>349</sup>

James Earl Carter (États-Unis d'Amérique). La compréhension des États-Unis du projet de système monétaire européen est que son objectif n'est pas de réduire la volatilité des taux de change en Europe, mais plutôt de réduire les fluctuations entre le dollar et les monnaies européennes.<sup>350</sup> Il n'y a pas de consensus pour affirmer que le dollar est sous-évalué ou surévalué. Plusieurs facteurs déterminent le taux de change d'une devise. Dans une certaine mesure, les États-Unis ne sont pas aussi inquiets des mouvements de taux de change sur le dollar que le sont les Européens. Toutefois, l'administration n'a pas établi un lien de cause à effet entre les mouvements de taux de change et une baisse des exportations en provenance d'Europe. Selon Carter, les exportations américaines ont souffert davantage de la

---

<sup>348</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.*

<sup>349</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.* Schmidt affirme qu'il existe un risque que les banques centrales décident de réduire leurs avoirs en dollars. Une telle situation pourrait provoquer une forte dépréciation du dollar sur le marché des changes.

<sup>350</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.* Voir aussi Sargent, D. J. (2017). *Ibid.* p. 274. Sargent mentionne que pour l'administration Carter, le système des taux de change flexibles n'est pas en cause dans l'instabilité du marché. La cause sous-jacente à ce problème nécessite des ajustements dans les politiques économiques et financières des pays qui sont affectés. C'est ce qui fait croire au Président Carter que le véritable but du projet de système monétaire européen est de procurer aux monnaies européennes une certaine protection contre les fluctuations du dollar.

dépréciation du dollar que l'Europe. En revanche, les États-Unis n'ont pas tenté d'imposer des restrictions sur les importations en provenance d'Europe. Les propositions américaines dans les NCM à Genève vont au-delà de ce qui est proposé par la Commission européenne. Certains marchés sont fermés aux produits agricoles américains. De manière générale, les États-Unis sont favorables à un système monétaire européen plus stable et à une certaine protection contre les mouvements désordonnés du dollar sur le marché des changes.<sup>351</sup>

James Callaghan (Royaume-Uni). En général, les gens de commerce n'aiment pas les fluctuations de devises. En revanche, l'expérience du Royaume-Uni montre qu'il peut être très coûteux de tenter de battre le marché si les réserves de change ne sont pas adéquates.<sup>352</sup> Les importations représentent 9% du PIB des États-Unis. Au Royaume-Uni, cela représente au-delà de 30% du PIB. La part du commerce international du Royaume-Uni dans la Communauté européenne est de 39% alors qu'elle est de 62% pour les marchés extérieurs. Dans une certaine mesure, le projet de SME de la Commission européenne n'affectera qu'une partie du commerce extérieur du Royaume-Uni. En revanche, le projet de système monétaire européen ne doit pas devenir un instrument qui opère au détriment du dollar. La recherche de la stabilité monétaire en Europe ne doit pas mettre en arrière-plan les efforts pour résoudre les problèmes fondamentaux qui affectent les économies européennes. L'action collective doit viser à stabiliser l'inflation et à réduire les déséquilibres de la balance des paiements. À long terme, ces efforts devraient produire les effets désirés qui sont des taux de change plus stables. Il est important que la Communauté

---

<sup>351</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.*

<sup>352</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.*

européenne entretienne un dialogue constant avec les États-Unis pour informer ces derniers de la teneur des discussions sur une éventuelle intégration monétaire.<sup>353</sup>

Helmut Schmidt (RFA). Le but des discussions sur le projet de SME est de parvenir à une stabilité monétaire. Il n'existe aucune intention d'influencer l'évolution des monnaies à l'extérieur de l'Europe occidentale. Ce mécanisme de stabilisation des monnaies peut produire les effets désirés à court terme, mais sur le long terme la stabilité dépend de facteurs qui sont autres que monétaires. La discipline fiscale est l'un de ces facteurs. Les États-Unis, le Canada et le Japon seront consultés tout au long des négociations entourant le projet de SME.<sup>354</sup>

Le sommet économique du G-7 à Bonn (suite)

Palais Schaumburg. Matinée du 17 juillet 1978

Les négociations commerciales multilatérales

Roy H. Jenkins (Commission européenne). Le rapport portant sur le statut des NCM à Genève tente de déterminer s'il existe une perspective raisonnable de croire à une conclusion des négociations pour la fin de l'année. Les estimations contenues dans le document nous laissent croire à des progrès significatifs dans les négociations.<sup>355</sup> Selon Jenkins, les buts à atteindre pour l'étape finale des négociations sont : (i) une plus grande libéralisation du commerce; (ii) une refonte des règles du GATT; (iii) une plus grande équité dans le système des relations commerciales; (iv) des avantages

---

<sup>353</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.*

<sup>354</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.*

<sup>355</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.* document No. 147. *Minutes of the Bonn economic summit meeting.* <https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1977-80v03/d147>

additionnels pour les pays en voie de développement, y compris le traitement spécial et différencié.<sup>356</sup>

#### Remarques

La déclaration de la conférence de Bonn du 17 juillet 1978 donne lieu à un accord de coopération économique et monétaire qui couvre la coordination des politiques macroéconomiques, l'énergie, le commerce international, l'aide aux PVD, et l'enjeu de la stabilité monétaire.<sup>357</sup> Les principes généraux sur lesquels se sont entendus les pays du G-7 sont : (i) le non-recours au protectionnisme; (ii) la lutte contre l'inflation et le chômage; (iii) l'application uniforme des règles du GATT.<sup>358</sup>

Certains points méritent une réflexion. Premièrement, la coordination des politiques macroéconomiques pour financer une croissance non inflationniste comporte des limites.<sup>359</sup> Le but est de réduire les déséquilibres de la balance des paiements entre pays créditeurs et pays débiteurs. En revanche, les moyens annoncés sont assortis de conditions et, par conséquent, discrétionnaires.<sup>360</sup> À ce titre, le gouvernement fédéral allemand s'engage à proposer un nouveau cadre budgétaire pour l'automne jusqu'à concurrence de 1% de son PIB. Toutefois, le montant total des dépenses pourrait dépendre de la capacité d'absorption du marché des capitaux et de l'évolution de l'inflation en Allemagne.<sup>361</sup> Deuxièmement, sur la question de l'énergie, ce sont les États-Unis qui semblent avoir pris les engagements les plus sérieux. La stratégie de

---

<sup>356</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980*. *Ibid.*

<sup>357</sup> Hajnal, P. I. (dir.) (1989). *Ibid.* p. 47-57.

<sup>358</sup> Hajnal, P. I. (dir.) (1989). *Ibid.* p. 47-48, 53.

<sup>359</sup> Hajnal, P. I. (dir.) (1989). *Ibid.* p. 48-50.

<sup>360</sup> Hajnal, P. I. (dir.) (1989). *Ibid.*

<sup>361</sup> Hajnal, P. I. (dir.) (1989). *Ibid.* p. 48.



l'administration Carter repose sur un vote favorable au Congrès à l'endroit de son programme énergétique.<sup>362</sup> Troisièmement, le problème des fluctuations excessives de taux de change. Les pays du G-7 considèrent que l'instabilité des taux de change est le résultat des déséquilibres de la balance des paiements.<sup>363</sup> Cependant, les discussions entre le Président Carter et ses homologues européens laissent apparaître une différence de vues. Les Américains considèrent que les fluctuations de taux de change reflètent les conditions réelles de marché. Les Européens considèrent plutôt ces fluctuations comme un frein aux investissements et au commerce.<sup>364</sup>

#### 4.4 Les suites de la conférence de Bonn

Dans un mémorandum adressé à Zbigniew Brzezinski et à Henry Owen le 19 juillet 1978, John C. Renner dresse un bilan de la conférence de Bonn et des perspectives de l'économie américaine. Au cours de la dernière année, l'administration s'est employée à réduire le déficit de son compte courant et à renforcer la valeur du dollar sur le marché des changes. La forte dépréciation du dollar devrait favoriser une hausse des exportations de produits et services américains et rendre les importations plus dispendieuses. Toutefois, l'effet de la courbe « J » pourrait exercer une pression adverse sur la balance commerciale pendant encore quelques années avant que le déficit se résorbe.<sup>365</sup> Le déficit du compte courant des États-Unis pour le premier

---

<sup>362</sup> Hajnal, P. I. (dir.) (1989). *Ibid.* p. 50-52. À titre d'exemple pour illustrer l'ampleur du programme américain, les États-Unis annoncent qu'ils constitueront une réserve stratégique de 1 milliard de barils de pétrole brut (p. 50).

<sup>363</sup> Hajnal, P. I. (dir.) (1989). *Ibid.* p. 55-56.

<sup>364</sup> Sargent, D. J. (2017). *Ibid.* p. 274. Voir aussi Biven, W. C. (2002). *Ibid.* p. 116.

<sup>365</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.* document No. 149. *Memorandum from John C. Renner of the National security council staff to the President's assistant for national security affairs Zbigniew Brzezinski and the special representative for economic summits Henry D. Owen.* Document récupéré de <https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1977-80v03/d149> . La théorie

trimestre de 1978 est évalué à 28 milliards de dollars sur une base annuelle. Il n'y a pas d'amélioration en vue pour ce qui concerne la balance des paiements et le dollar continue de se déprécier sur le marché.<sup>366</sup>

La stratégie adoptée par l'administration pour redresser le solde du compte courant et renforcer la valeur du dollar comporte cinq éléments principaux : (i) persuader les gouvernements du Japon et de la RFA de stimuler la demande intérieure au moyen de mesures fiscales afin d'accroître leurs importations; (ii) persuader le Congrès d'adopter le programme législatif sur l'énergie afin de réduire la dépendance des États-Unis envers le pétrole étranger; (iii) persuader les pays du G-7 de réduire les barrières au commerce; (iv) la mise en œuvre d'une politique de promotion et de financement des exportations; (v) la mise en œuvre d'une politique prioritaire de lutte contre l'inflation.<sup>367</sup>

L'administration n'a pas été en mesure de persuader l'Allemagne et le Japon d'adopter des mesures précises pour accroître l'activité économique dans leur pays. Le taux de croissance aux États-Unis en 1977 était supérieur à celui de ses principaux partenaires du G-7. Les résultats du premier trimestre indiquent une réduction des écarts de croissance, mais cela est dû à un ralentissement de l'activité économique aux États-Unis.<sup>368</sup> Les efforts pour amener le Congrès à adopter le programme législatif de l'administration sur l'énergie n'ont pas donné de résultat significatif. La

---

de la courbe en " J " est expliqué par l'économiste Yadwiga Forowicz dans Forowicz, Y. (1995). *Économie internationale : à l'heure des grandes transformations*. Laval : Éditions Beauchemin, p. 172-173. Lorsqu'une devise se déprécie, cela exerce une pression immédiate sur les prix des exportations et des importations alors que les quantités ne varient pas immédiatement. L'effet réel n'est pas ce qui est désiré dans l'immédiat. La valeur des exportations est inférieure à la valeur des importations (termes de l'échange négatif), ce qui augmente le déficit de la balance commerciale.

<sup>366</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.*

<sup>367</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.*

<sup>368</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.*

principale mesure de ce programme, l'introduction d'une taxe d'ajustement sur le pétrole brut, n'obtient pas les appuis nécessaires au Congrès. Selon Renner, même si le projet de loi est adopté, l'impact des mesures proposées sur la consommation et la production d'énergie serait insuffisant pour ajuster les prix du pétrole à la hausse d'ici à 1980. La croissance des importations de pétrole demeurera forte.<sup>369</sup>

Les négociations multilatérales et bilatérales n'ont pas produit de résultat tangible. Les négociateurs japonais n'ont pas offert une réduction significative de leurs barrières tarifaires. Les négociateurs de la CE ont retiré une offre de réduction des tarifs dans le secteur des pâtes et papiers. Sans l'appui de l'industrie des pâtes et papiers aux États-Unis, un accord de libre-échange multilatéral au GATT a peu de chance d'être ratifié par le Congrès. Dans le but d'obtenir des concessions satisfaisantes à Genève, les États-Unis devront retirer leur offre de réduction des tarifs dans les secteurs du textile et des vêtements.<sup>370</sup> Enfin, les États-Unis devront prioriser la mise en œuvre d'une politique robuste d'aide aux exportations. La vente de produits et services américains à l'étranger permet d'obtenir les devises pour financer les importations, réduire le déficit du compte courant et stabiliser la valeur du dollar sur le marché des changes.<sup>371</sup>

---

<sup>369</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.* Le terme « Crude oil equalization tax » est traduit librement par la taxe d'ajustement sur le pétrole brut. Il s'agit d'une taxe pour ajuster les prix du pétrole domestique au niveau des prix mondiaux.

<sup>370</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.*

<sup>371</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.* La principale opposition à cette politique provient du Bureau de la gestion et du budget (Office of Management and Budget, OMB), du Conseil des conseillers économiques (Council of economic advisors, CEA) et des conseillers pour la politique intérieure (Domestic policy staff, DPS). Selon Renner, l'OMB refuse d'accorder des sommes pour ce type de programme; le CEA a une préférence pour les politiques macroéconomiques; le DPS s'oppose à une politique de soutien aux exportations pour des raisons idéologiques.

Le problème de l'inflation demeure une importante préoccupation. L'administration n'a pas proposé de nouvelles mesures d'allègement fiscal et la politique monétaire est restrictive avec une hausse des taux d'intérêt. En revanche, les prix et les coûts sont à la hausse.<sup>372</sup> Afin de contrebalancer une demande relativement forte dans l'économie américaine, il devient nécessaire d'accroître l'offre par une hausse de la productivité. Cela requiert une hausse de l'épargne et des investissements. Selon Renner, la faiblesse des investissements enregistrée au cours des dernières années est causée principalement par : (i) un climat d'incertitude due à la hausse des prix et des coûts; (ii) l'instabilité des taux de change; (iii) la fluctuation des prix du pétrole; (iv) la prolifération de la réglementation gouvernementale. Somme toute, le niveau de risque est relativement plus élevé que le taux de rendement sur les investissements.<sup>373</sup> Renner propose une politique de stimulation de l'offre qui encourage les investissements privés. Le but est d'inciter le secteur privé à investir davantage et à prendre des risques dans un environnement d'affaires incertain.<sup>374</sup> Cette approche annonce le passage d'une stratégie de croissance orientée vers la demande intérieure à une stratégie qui repose sur la stimulation des investissements privés.<sup>375</sup>

---

<sup>372</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.*

<sup>373</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.*

<sup>374</sup> Office of the Historian (2013). *FRUS, 1977-1980. Ibid.*

<sup>375</sup> Sargent, D. J. (2017). *Ibid.* p. 273. Sargent considère l'année 1978 comme le début d'une période de transition qui marque l'abandon progressif d'une approche coordonnée des relations économiques internationales pour une approche orientée vers la politique intérieure. L'administration Carter accorde peu à peu une attention particulière à l'évolution du dollar sur le marché des changes, à l'inflation et au déficit budgétaire.

## Remarques finales

Au moment de l'inauguration de l'administration Carter le 20 janvier 1977, les États-Unis entreprennent une série de consultations auprès de leurs alliés en Europe occidentale et au Japon. L'administration introduit l'idée d'une stratégie qui consiste à utiliser la capacité de production inutilisée des grandes puissances industrielles, dont le Japon et l'Allemagne, pour relancer la croissance économique mondiale. La conférence de Londres a été le théâtre d'un débat crucial sur les rouages des relations économiques internationales. D'une part, les États-Unis devaient persuader les pays créditeurs à réduire leur surplus de la balance des paiements en finançant la croissance de la demande intérieure. D'autre part, les États-Unis devaient persuader les pays débiteurs à ouvrir davantage leur marché au commerce extérieur. L'approche américaine consiste à résoudre le problème du déséquilibre de la balance des paiements sur trois fronts : (i) introduire des ajustements fiscaux visant à stimuler la croissance du marché intérieur pour les pays créditeurs et à réduire le déficit budgétaire pour les pays débiteurs; (ii) persuader les pays du G-7 à conclure rapidement les négociations commerciales multilatérales à Genève; (iii) réduire la dépendance des pays du G-7 aux importations de pétrole brut.

Les conférences de Londres et de Bonn montrent deux choses. La première a trait à la difficulté d'obtenir un accord de coordination sur la mise en œuvre d'ajustements fiscaux. La deuxième est la propension des chefs d'État et de gouvernement à s'entendre sur des principes généraux et sur une action collective non contraignante. Le succès de la diplomatie économique des États-Unis repose sur le fait d'avoir persuadé leurs partenaires du G-7 que la meilleure défense contre le protectionnisme est de contribuer au succès des NCM à Genève. *A contrario*, l'échec de la diplomatie américaine est de ne pas avoir su convaincre ses partenaires allemands et japonais de la nécessité de procéder à des ajustements macroéconomiques.

## CONCLUSION

L'étude des conférences économiques du G-7 à Londres et à Bonn permet de faire un rapprochement avec les débats actuels sur la politique économique internationale des États-Unis. Selon Keohane, la protection des intérêts économiques des États-Unis découle, dans le cadre de négociations internationales, d'un arbitrage entre trois options: (i) la compétition économique; (ii) la persuasion; (iii) l'exercice de la puissance brute. D'autre part, le leadership des États-Unis et leur influence sur les événements économiques internationaux dépendent de leur volonté et de leur capacité à défendre l'ordre international établi.<sup>376</sup>

Le titre de l'ouvrage de Biven (2002) sur la politique économique de l'administration Carter fait état d'un âge des limites.<sup>377</sup> Dans une certaine mesure, c'est le thème sous-jacent de ce mémoire. Ce que l'étude des sommets économiques du G-7 nous montre est que l'administration Carter a testé les limites de l'influence des États-Unis sur ses principaux partenaires. Les principes pour lesquels les membres du G-7 se sont entendus à Londres et à Bonn sont : (i) le non-recours au protectionnisme; (ii) la croissance économique non-inflationniste; (iii) la stabilité des taux de change; (iv) la

---

<sup>376</sup> Keohane, R. O. (1979). U.S. foreign economic policy toward other advanced capitalist states : The struggle to make others adjust. Dans K. A. Oye, D. Rothchild et R. J. Lieber (dir.), *Eagle entangled : U. S. foreign policy in a complex world*. (1<sup>st</sup> ed., p. 91-122). New York, London : Longman, p. 95, 113-114. Selon Keohane, l'ordre international est autant un concept normatif qu'une institution. Cet ordre demeure fragile, car il dépend de la volonté des grandes puissances de faire les sacrifices nécessaires pour en assurer sa pérennité (p. 113-114).

<sup>377</sup> Biven, W. C. (2002). *Jimmy Carter's economy : Policy in an age of limits*. Chapel Hill, London : The University of North Carolina Press.

réduction du déséquilibre de la balance des paiements.<sup>378</sup> L'une des sources de désaccord entre les membres du G-7, particulièrement entre les États-Unis, le Japon et la République fédérale d'Allemagne a trait à la politique fiscale. Autant à Londres qu'à Bonn, l'Allemagne et le Japon se sont montrés prudents à s'engager à adopter une politique budgétaire expansionniste pour stimuler la croissance de leur économie et réduire le surplus de leur balance des paiements.<sup>379</sup> En revanche, les États-Unis se sont engagés à Bonn en faveur d'une politique anti-inflationniste qui repose sur deux politiques d'intervention : (i) l'équilibre budgétaire; (ii) une politique énergétique restrictive fondée sur des mesures de conservation d'énergie et sur le retrait graduel des mesures de contrôle des prix du pétrole brut.<sup>380</sup> La deuxième source de désaccord concerne la stabilité des taux de change, particulièrement en ce qui concerne le dollar.

À la conférence de Bonn, les chefs d'État et de gouvernement ont abordé le sujet de la forte dépréciation du dollar sur le marché des changes et des conséquences de l'instabilité des taux de change sur la croissance économique en Europe. Selon le Président Carter et le secrétaire au Trésor Michael Blumenthal, la cause invoquée est le déséquilibre de la balance des paiements entre pays créditeurs et pays débiteurs. Selon le Chancelier Helmut Schmidt, la cause est le déficit fiscal aux États-Unis et l'indifférence de ces derniers face aux fluctuations du dollar.

---

<sup>378</sup> Hajnal, P. I. (dir.) (1989). *The seven-power summit : Documents from the summits of industrialized countries 1975-1989*. (Compiled and edited by Peter I. Hajnal, p. 491). New York : Kraus International Publications, p. 33-35, 47-48.

<sup>379</sup> Hajnal, P. I. (dir.) (1989). *Ibid.* p. 33, 48-49. Voir aussi Putnam, R. D. et Henning, C. R. (1989). *The Bonn summit of 1978 : A case study in coordination*. Dans R. N. Cooper *et al.*, *Can nations agree? Issues in international economic cooperation*. (Studies in International Economics series, p. 12-140). Washington, D. C. : The Brookings Institution, p. 95-96.

<sup>380</sup> Hajnal, P. I. (dir.) (1989). *Ibid.* p. 49-51. L'exécution de ces mesures dépend de l'adoption par le Congrès des États-Unis des projets de loi proposés par le Président Carter.

La principale leçon que l'on peut retenir des conférences du G-7 à Bonn et à Londres est que l'administration Carter a choisi l'option du dialogue avec ses principaux partenaires économiques et politiques dans le but d'obtenir un consensus sur un programme de croissance économique global. Toutefois, il existe certaines limites quant à l'influence des États-Unis et aux pressions qu'ils peuvent exercer contre d'autres États afin qu'ils prennent en charge les coûts du réaménagement de leur cadre fiscal. Keohane (1979) cite le secrétaire au Trésor Michael Blumenthal qui affirme que tant qu'il existera des différences dans la perception des grandes puissances de leurs intérêts nationaux, il ne sera pas possible d'obtenir une solution à leurs problèmes communs exempte d'un conflit potentiel. D'une part, il est difficile pour les États-Unis d'exercer des pressions pour obtenir les aménagements désirés sans alimenter des tensions avec leurs proches alliés (coûts politiques). D'autre part, le recours à la dépréciation du dollar peut augmenter le risque d'un mouvement protectionniste à l'étranger et d'une pression à la hausse sur le taux d'inflation au pays (coûts économiques).<sup>381</sup>

Selon Cooper (1985), les limites à la coordination monétaire sont au nombre de cinq. Premièrement, les États peuvent ne pas s'entendre sur les objectifs économiques. Ces désaccords surviennent sur le plan de l'arbitrage qui doit être fait entre la priorité accordée à la lutte contre l'inflation et la priorité à la lutte contre le chômage. Deuxièmement, les États peuvent ne pas s'entendre sur leurs prévisions économiques. Cela augmente le degré d'incertitude quant aux décisions futures des partenaires. Troisièmement, le degré de confiance entre les partenaires est un facteur important qui peut faciliter ou restreindre la coopération entre les États. Quatrièmement, la volonté des États à préserver leur liberté d'action limite leur volonté à s'engager dans la coordination de leurs politiques économiques, particulièrement lorsque cela

---

<sup>381</sup> Keohane, R. O. (1979). *Ibid.* p. 109.



nécessite des ajustements à leur cadre fiscal. Cinquièmement, la coopération monétaire peut être limitée du fait que les États sont peu enclins à prendre des initiatives. D'où l'importance de la présence d'une puissance hégémonique pour obtenir un consensus parmi les grandes puissances. La fonction de l'hégémon est alors de former une coalition d'États autour d'un programme de coordination qui comporte des objectifs clairs et précis.<sup>382</sup>

Deux remarques nous semblent importantes. La première est de Sterling-Folker (2002). Les décideurs politiques conservent une perspective unilatérale de leur champ d'action même lorsqu'ils s'engagent dans des négociations multilatérales avec leurs partenaires. En ce sens, la formulation de la politique économique des États continue d'être alimentée par les débats au sein des institutions nationales.<sup>383</sup> La deuxième est de Webb (1995). Le problème de la coopération monétaire réside, en partie, dans l'interconnexion des marchés financiers. Ainsi, la coopération est limitée par la volonté des États de conserver leur autonomie alors que la capacité des États à réagir contre les crises monétaires est limitée par la mobilité des capitaux sur les marchés internationaux.<sup>384</sup> Ce que ces remarques indiquent est que si la coopération monétaire est limitée par la liberté d'action des États et par les priorités nationales, la marge de manœuvre des États et de ses institutions est contrainte par les marchés financiers.

---

<sup>382</sup> Cooper, R. N. (1985). Economic interdependence and coordination of economic policies. Dans R. W. Jones et P. B. Kenen (dir.), *Handbook of International Economics*, vol. 2. (Handbooks in Economics series, p. 1195-1234). Amsterdam, New York et Oxford : North-Holland, p. 1228-1230. Cooper fait référence à Kindleberger (1973) pour le concept d'hégémon (p. 1230). Voir Kindleberger, C. P. (1973). *The world in Depression, 1929-1939*. London : Allen Lane.

<sup>383</sup> Sterling-Folker, J.-A. (2002). *Theories of international cooperation and the primacy of anarchy : Explaining U.S. international monetary policy-making after Bretton Woods*. (1<sup>st</sup> ed.). Albany : State University of New York Press, p. 211-213.

<sup>384</sup> Webb, M. C. (1995). *The political economy of policy coordination : International adjustment since 1945*. Ithaca : Cornell University Press, p. ix-x, 187).

Selon Keohane (1979), la politique économique internationale, tant sur le plan national que sur le plan international, implique des divergences de vues sur la question de qui doit prendre en charge les coûts de l'ajustement au changement. En ce qui concerne la politique interne des grandes puissances économiques, les enjeux commerciaux et énergétiques sont généralement représentés par des groupes d'intérêts puissants qui ont une grande influence sur les décideurs politiques. En ce sens, on ne peut situer le débat sur ces enjeux économiques uniquement sur le plan idéologique ou de l'interprétation des intérêts internationaux. Au contraire, les conflits d'intérêts, tels que perçus par les grandes puissances, sont au cœur des luttes politiques. Les intérêts qui sont en jeu représentent les aspirations des États pour la puissance et la richesse. Sur ce, des coalitions d'intérêts se forment et des accords sont signés. Toutefois, les intérêts des États ne coïncident jamais complètement, ce qui rend possible l'émergence de tensions entre des pays alliés.<sup>385</sup>

Selon les résultats de nos recherches, on ne peut expliquer les relations monétaires internationales (RMI) uniquement du point de vue d'une perspective libérale. Le cadre théorique proposé par Gilpin (2001) qui consiste à analyser les RMI sous l'angle d'une perspective réaliste et d'une perspective normative libérale est, selon nous, la meilleure approche.<sup>386</sup> C'est ce cadre théorique qui semble avoir été adopté par Kapstein (1994). La thèse centrale du politologue américain Ethan B. Kapstein est que, d'une part, les États-nations ont créé une structure normative qui régule l'ensemble des activités économiques internationales et, d'autre part, qu'ils demeurent les acteurs prééminents dans le système économique international.<sup>387</sup>

---

<sup>385</sup> Keohane, R. O. (1979), *Ibid.* p. 118.

<sup>386</sup> Gilpin, R. G. (2001). *Global political economy : Understanding the international economic order.* (edited by J. M. Gilpin). Princeton, Oxford : Princeton University Press, p. 14-16.

<sup>387</sup> Kapstein, E. B. (1994). *Governing the global economy : International finance and the state.* Cambridge, London : Harvard University Press, p. v.

Dans quelle mesure la théorie réaliste de la stabilité hégémonique (TSH) explique-t-elle, entièrement ou en partie, le processus et les résultats des conférences économiques du G-7 à Londres (mai 1977) et à Bonn (juillet 1978)? La réponse à cette question est mitigée. D'une part, si la TSH n'explique pas directement la présence d'un leadership collectif, représenté par le G-7, elle l'explique indirectement par le rôle de gardien de l'ordre international libéral que l'hégémon joue. D'autre part, la TSH ne semble pas expliquer les désaccords entre les États-Unis, le Japon et la RFA sur la question de la coordination des politiques macroéconomiques. Or, le leadership hégémonique ne peut exister sans le leadership collectif. En d'autres mots, le leadership des États-Unis dans le système international ne peut s'exercer sans le consentement des autres grandes puissances. En ce sens, l'utilisation de la théorie de la stabilité hégémonique pour expliquer l'état des RMI peut donner des résultats non concluants. La TSH n'explique que partiellement la réalité des relations monétaires internationales.

En dernière analyse, la théorie libérale des régimes et la théorie réaliste de la stabilité hégémonique se renforcent mutuellement. En ce sens, l'enjeu fondamental des conférences de Londres et de Bonn fut la stabilité de l'ordre international libéral et du système monétaire international.

Selon Keohane, bien que les États-Unis d'Amérique soient une nation puissante, sa puissance n'est cependant pas suffisante pour forcer les autres grandes puissances à réaliser les ajustements souhaités.<sup>388</sup> Les négociations entre les États-Unis et leurs partenaires du G-7 peuvent donner lieu à des récriminations et à des tensions. Autrement dit, l'enjeu des ajustements macroéconomiques pourrait être une source

---

<sup>388</sup> Keohane, R. O. (1979). *Ibid.* p. 119.

perpétuelle de désaccord entre les États-Unis et ses alliés.<sup>389</sup> Selon Keohane, le succès de la politique économique des États-Unis dépend, en grande partie, de la volonté et de la capacité du gouvernement à maintenir les tensions économiques à un niveau gérable tout en obtenant l'appui des groupes d'intérêts américains afin de réaliser l'objectif de la prospérité économique au pays et à l'étranger.<sup>390</sup>

La thèse que nous soutenons est que la coopération monétaire est un processus de négociation nécessaire, mais incertain, dans un système international anarchique. À la lumière des résultats de nos recherches, nous pouvons faire les constats suivants. Premièrement, la perspective réaliste est utile pour analyser les relations monétaires internationales (RMI). Le système international est anarchique, c'est-à-dire composé d'États souverains qui cherchent à préserver leur autonomie. Deuxièmement, le degré de coopération entre les États souverains est une variable alors que le risque de tensions entre pays alliés est une constante. Troisièmement, les déséquilibres de la balance des paiements sont une source de désaccord permanent entre les pays créditeurs et les pays débiteurs. Quatrièmement, le contexte d'un monde interdépendant oblige les États à tenir compte des répercussions de leur politique économique sur la santé économique de leurs partenaires. C'est ce qui rend la continuité du processus de négociation entre les États d'autant plus nécessaire.

En terminant, Keohane rappelle que le succès d'une politique économique dépend à la fois de la capacité et de la volonté des décideurs politiques à tirer les marrons du feu sans provoquer une explosion dans la cuisine.<sup>391</sup> Cette remarque nous amène à rappeler trois objectifs de l'administration Carter. Premièrement, le renforcement des

---

<sup>389</sup> Keohane, R. O. (1979). *Ibid.*

<sup>390</sup> *Ibid.*

<sup>391</sup> *Ibid.*

liens politiques entre les États-Unis, l'Europe occidentale et le Japon. Deuxièmement, le renforcement du rôle et des ressources des institutions multilatérales. Troisièmement, la relance de la croissance économique internationale dans un contexte de stagflation et d'instabilité politique dans les pays industrialisés. En contrepartie, les conséquences d'un échec sont : (i) la déstabilisation de l'alliance politique entre les États-Unis, l'Europe occidentale et le Japon; (ii) l'inflation et le recours au protectionnisme. De manière générale, ce sont les conséquences d'une augmentation des tensions entre les puissances alliées qui rendent l'institution du G-7 d'autant plus nécessaire.

## BIBLIOGRAPHIE

- Abrams, A. (2009). IMF council of governors. Dans R. Lamdany et L. Martinez-Diaz (dir.), *Studies of IMF governance : A compendium*. (p. 43-57). Washington, D.C. : International Monetary Fund.
- Artis, M. J. and Ostry, S. (1986). *International economic policy coordination*. New York, London, Henley : Routledge & Kegan Paul Ltd. (Published for the Royal Institute of International Affairs).
- Basevi, G. et al. (1977). *Economic prospects and policies in the industrial countries : A tripartite report by sixteen economists from the European community, Japan, and North America*. [Tripartite report] (p. 12). Washington, D.C. : The Brookings Institution.
- Biven, W. C. (2002). *Jimmy Carter's economy : Policy in an age of limits*. Chapel Hill, London : The University of North Carolina Press.
- Biven, W. C. (1989). *Who killed John Maynard Keynes? Conflicts in the evolution of economic policy*. (1<sup>st</sup> ed.). Homewood : Dow Jones-Irwin.
- Blumenthal, W. M. (1978). Steering in crowded waters. *Foreign Affairs*, 56(4), 728-739. Récupéré de <https://www.jstor.org/stable/20039988>
- Bossone, B. (2009). IMF surveillance : A case study on IMF governance. Dans R. Lamdany et L. Martinez-Diaz (dir.), *Studies of IMF governance : A compendium*. (p. 293-337). Washington, D.C. : International Monetary Fund.
- Brzezinski, Z. (1985). *Power and principle : Memoirs of the National security adviser, 1977-1981*. (Revised ed., 1<sup>st</sup> ed., 1983). New York : Farrar, Straus, Giroux.
- Carr, E. H. (1939). *The twenty years' crisis, 1919-1939 : An introduction to the study of international relations*. (1951 ed.). London : Macmillan.

- Carter, J. E. (2010). *White House Diary* (1<sup>st</sup> ed.). New York : Farrar, Straus and Giroux.
- Cohen, B. J. (1977). *Organizing the world's money : The political economy of international monetary relations*. (1<sup>st</sup> ed.). New York : Basic Books.
- Cohen, B. J. (2009). The multiple traditions of American IPE. Dans M. Blyth (dir.), *Routledge handbook of international political economy (IPE) : IPE as a global conversation*. (p. 23-35). London, New York : Routledge.
- Cohen, B. J. (2014). *Advanced introduction to International Political Economy*. Cheltenham, Northampton : Edward Elgar.
- Cooper, R. N. (1980). *The economics of interdependence : Economic policy in the Atlantic Community*. (Reprint of the 1968 ed. published by McGraw-Hill). New York : Columbia University Press.
- Cooper, R. N. (1985). Economic interdependence and coordination of economic policies. Dans R. W. Jones et Kenen, P. B., *Handbook of international economics*. (vol. 2) (p. 1195-1234). Amsterdam, New York, Oxford : North-Holland.
- Crowley, J. (2004). Institutions internationales. Dans A. Macleod, E. Dufault et F. G. Dufour (dir.), *Relations internationales : Théories et concepts*. (2<sup>e</sup> éd. revue et augmentée) (p. 114-116). Outremont : Athéna éditions, CEPES.
- De Larosière, J. (2016). *50 ans de crises financières*. Paris : Odile Jacob.
- Forowicz, Y. (1995). *Économie internationale : À l'heure des grandes transformations*. Laval : Éditions Beauchemin.
- Gilpin, R. G. (2001). *Global political economy : Understanding the international economic order*. (ed. by J. M. Gilpin). Princeton, Oxford : Princeton University Press.
- Gilpin, R. G. (2002). The rise of American hegemony. Dans P. K. O'Brien et A. Clesse (dir.), *Two hegemonies : Britain 1846-1914 and the United States 1941-2001*. (p. 165-182). Aldershot : Ashgate Publishing.

- Grieco, J. M. (1988). Anarchy and the limits of cooperation : A realist critique of the newest liberal institutionalism. *International Organization*, 42(3), 485-507. Récupéré de <https://www.jstor.org/stable/2706787>
- Grieco, J. M. (1993). Understanding the problem of international cooperation : The limits of neoliberal institutionalism and the future of realist theory. Dans D. A. Baldwin (dir.), *Neorealism and neoliberalism : The contemporary debate*. (p. 301-338). New York : Columbia University Press.
- Gutián, M. (1987). *Rules and discretion in international economic policy*. [Occasional paper] (97) (p. 50). Washington, D.C. : International Monetary Fund.
- Hajnal, P. I. (dir.). (1989). *The seven-power summit : Documents from the summits of industrialized countries 1975-1989*. New York : Kraus International Publications.
- Hamada, K. (1976). A strategic analysis of monetary interdependence. *Journal of Political Economy*, 84(4) (Part 1), 677-700. Récupéré de <https://www.jstor.org/stable/1831327>
- Hawtrey, R. G. (1952). *Economic aspects of sovereignty*. (2<sup>nd</sup> ed., 1st published in 1930). London, New York : Longmans, Green and Co.
- Hirsch, F. et Doyle, M. W. (1977). Politicization in the world economy : Necessary conditions for an international economic order. Dans F. Hirsch, M. W. Doyle, E. L. Morse *et al.*, *Alternatives to monetary disorder*. (1980s Project, Council on Foreign Relations) (p. 155). New York : McGraw-Hill.
- Jervis, R. (1999). Realism, neoliberalism, and cooperation : Understanding the debate. *International Security*, 24(1), 42-63. Récupéré de <https://www.jstor.org/stable/2539347>
- Kapstein, E. B. (1994). *Governing the global economy : International finance and the State*. Cambridge, London : Harvard University Press.



- Keohane, R. O. (1979). U.S. foreign economic policy toward other advanced capitalist states : The struggle to make others adjust. Dans K. A. Oye, D. Rothchild et R. J. Lieber (dir.), *Eagle entangled : U.S. foreign policy in a complex world*. (1<sup>st</sup> ed., p. 91-122). New York, London : Longman.
- Keohane, R. O. et Nye, J. S. (2001). *Power and interdependence*. (3rd ed.). New York : Longman.
- Keohane, R. O. (1984). *After hegemony : Cooperation and discord in the world economy*. (1<sup>st</sup> ed.). Princeton : Princeton University Press.
- Kindleberger, C. P. (1970). *Power and money : The economics of international politics and the politics of international economics*. New York : Basic Books.
- Kindleberger, C. P. (1973). *The world in Depression, 1929-1939*. London : Allen Lane.
- Kindleberger, C. P. (1987). *International capital movements*. (Marshall Lectures series, 1985). Cambridge, New York : Cambridge University Press.
- Kirshner, J. D. (2009). Realist political economy : Traditional themes and contemporary challenges. Dans M. Blyth (dir.), *Routledge handbook of international political economy (IPE) : IPE as a global conversation*. (p. 36-47). London, New York : Routledge.
- Lake, D. A. (1993). Leadership, hegemony, and the international economy : Naked emperor or tattered monarch with potential? *International Studies Quarterly*, 37(4), 459-489. Récupéré de <https://www.jstor.org/stable/2600841>
- Lawson, N. (1993). *The view from no. 11: Memoirs of a tory radical*. London, New York : Bantam Press.
- Leroux, F. (1994). *Marchés internationaux des capitaux*. (2<sup>e</sup> éd.). Sainte-Foy, Montréal : Presses de l'Université du Québec, HEC-CETAI.
- Lindbeck, C. A. E. (1979). International coordination of national economic policies : Commentaries. Dans S. I. Katz (dir.), *U.S.-European monetary relations*. (p. 223-230). Washington, D.C. : American Enterprise Institute for Public Policy Research.

- Macleod, A., Dufault, E. et Dufour, F. G. (dir.). (2004). *Relations internationales : Théories et concepts*. (2<sup>e</sup> éd. revue et augmentée) (p. 114-116). Outremont : Athéna éditions, CEPES.
- Makin, J. H. (1989). The impact of fiscal policy on the balance of payments : Recent experience in the United States. Dans M. Monti (dir.), *Fiscal policy, economic adjustment, and financial markets*. (p. 54-71). Washington, D.C., Milan : International Monetary Fund, Centro di Economia Monetaria e Finanziaria.
- Nations Unies. (1948). *Conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi : Acte final et documents connexes*. [Charte de La Havane instituant une Organisation internationale du commerce]. Genève : Organisation mondiale du commerce. Récupéré de [https://www.wto.org/french/docs\\_f/legal\\_f/havana\\_f.pdf](https://www.wto.org/french/docs_f/legal_f/havana_f.pdf)
- Nurkse, R. et Brown, W. A. (1944). *International currency experience*. (League of Nations Publications) [Economic and Financial reports] (p. 249). Geneva : League of Nations.
- Office of the Historian. Bureau of Public Affairs of the United States department of State (2013). Foreign economic policy. Dans K. B. Rasmussen (dir.), *Foreign relations of the United States, 1977-1980*. (vol. 3). Washington, D.C. : United States Government Printing Office. Récupéré de <https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1977-80v03>
- Padoa-Schioppa, T. (1985). Rules and institutions in the management of multi-country economies. Dans L. Tsoukalis (dir.), *The political economy of international money : In search of a new order* (p. 261-281). London, Beverly Hills and New Delhi : SAGE, The Royal Institute of International Affairs.
- Pöhl, K. O. (1987). You can't robotize policymaking. *The International Economy*. (October/November), 20-26.
- Polak, J. J. (1979). International coordination of national economic policies : Commentaries. Dans S. I. Katz (dir.), *U.S.-European monetary relations*. (p. 237-242). Washington, D.C. : American Enterprise Institute for Public Policy Research.

- Polak, J. J. (1981). *Coordination of national economic policies*. [Occasional paper] (7) (p. 21). New York : Group of Thirty. Récupéré de <https://www.group30.org/publications/detail/14>
- Putnam, R. D. (1988). Diplomacy and domestic politics : The logic of two-level games. *International Organization*, 42(3), 427-460. Récupéré de <https://www.jstor.org/stable/2706785>
- Putnam, R. D. et Bayne, N. (1987). *Hanging together : Cooperation and conflict in the seven-power summits*. (Revised and enlarged ed., 1st ed., 1984). Londres : SAGE Publications.
- Putnam, R. D. et Henning, C. R. (1989). The Bonn summit of 1978 : A case study in coordination. Dans R. N. Cooper *et al.*, *Can nations agree? Issues in international economic cooperation*. (Studies in International Economics) (p. 12-140). Washington, D.C. : The Brookings Institution.
- Raman, N., Qian Liu, L. and Das, S. (2016). International policy coordination : Why, when, and how. Dans T. Bayoumi, S. Pickford, and P. Subacchi (dir.), *Managing complexity : Economic policy cooperation after the crisis* (p. 353-383). Washington, D.C. : Brookings Institution Press.
- Ripsman, N. M., Taliaferro, J. W. et Lobell, S. E. (2009). *Conclusion : The state of neoclassical realism*. Dans S. E. Lobell, N. M. Ripsman et J. W. Taliaferro (dir.), *Neoclassical realism, the state, and foreign policy*. (P. 280-299). Cambridge : Cambridge University Press.
- Rosecrance, R. N. (1986). *The rise of the trading state : Commerce and conquest in the modern world*. New York : Basic Books.
- Rothkopf, D. J. (2005). *Running the world : The inside story of the National security council and the architects of American power*. New York : PublicAffairs.
- Safire, W. (1975). *Before the fall : An inside view of the pre-watergate White House*. New York : Doubleday & Company.
- Sargent, D. J. (2017). *A superpower transformed : The remaking of American foreign relations in the 1970s*. (Paperback ed., 1<sup>st</sup> ed., 2015). Oxford, New York, Oxford University Press.

- Sargent, T. J. (2013). *Rational expectations and inflation*. (3<sup>rd</sup> ed.). Princeton, Oxford : Princeton University Press.
- Schaetzel, J. R. et Malmgren, H. B. (1980). Talking heads. *Foreign Policy*, 39(Summer), 130-142. Récupéré de <https://www.jstor.org/stable/1148416>
- Silber, W. L. (2013). *Volcker : The triumph of persistence*. (Paperback ed., 1<sup>st</sup> ed., 2012). New York : Bloomsbury Press.
- Staley, E. (1939). *World economy in transition*. (1<sup>st</sup> ed.). New York : Council on Foreign Relations.
- Sterling-Folker, J. A. (2002). *Theories of international cooperation and the primacy of anarchy : Explaining U.S. international policy-making after Bretton Woods*. (1<sup>st</sup> ed.). Albany : State University of New York Press.
- The Atlantic Council of the United States. (1977). *Harmonizing economic policy : Summit meetings on collective leadership*. (Report of the Atlantic Council's Group on Economic Policy) [Policy paper] (p. 34). Washington, D.C.
- United States Congress Senate. (1977). *U.S. foreign economic policy issues : The United Kingdom, France, and West Germany*. [Staff report] (85-023) (p. 32). Washington, D.C.
- Tobin, J. (1987). Agenda for international coordination of macroeconomic policies. Dans P. A. Volcker *et al.*, *International monetary cooperation : Essays in honor of Henry C. Wallich*. (Essays in International Finance) (169) (p. 61-69). Princeton : Princeton University.
- Van Evera, S. (1997). *Guide to methods for students of political science*. Ithaca, London : Cornell University Press.
- Volcker, P. A. (1978). The political economy of the dollar. *Quarterly Review of the Federal Reserve Bank of New York*, 3(4), 1-12. Récupéré de [https://www.newyorkfed.org/medialibrary/media/research/quarterly\\_review/1978v3/v3n4article1.pdf](https://www.newyorkfed.org/medialibrary/media/research/quarterly_review/1978v3/v3n4article1.pdf)

- Wallich, H. C. (1984). Institutional cooperation in the world economy. Dans J. A. Frenkel et Michael L. Mussa (dir.), *The world economic system : Performance and prospects* (p. 85-99). (The ITT Key Issues Lectures). Dover : Auburn House.
- Waltz, K. N. (1959). *Man, the state and war : A theoretical analysis*. New York : Columbia University Press.
- Webb, M. C. (1995). *The political economy of policy coordination : International adjustment since 1945*. Ithaca : Cornell University Press.